

# GRID 2023

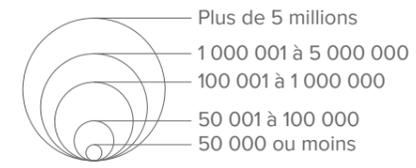
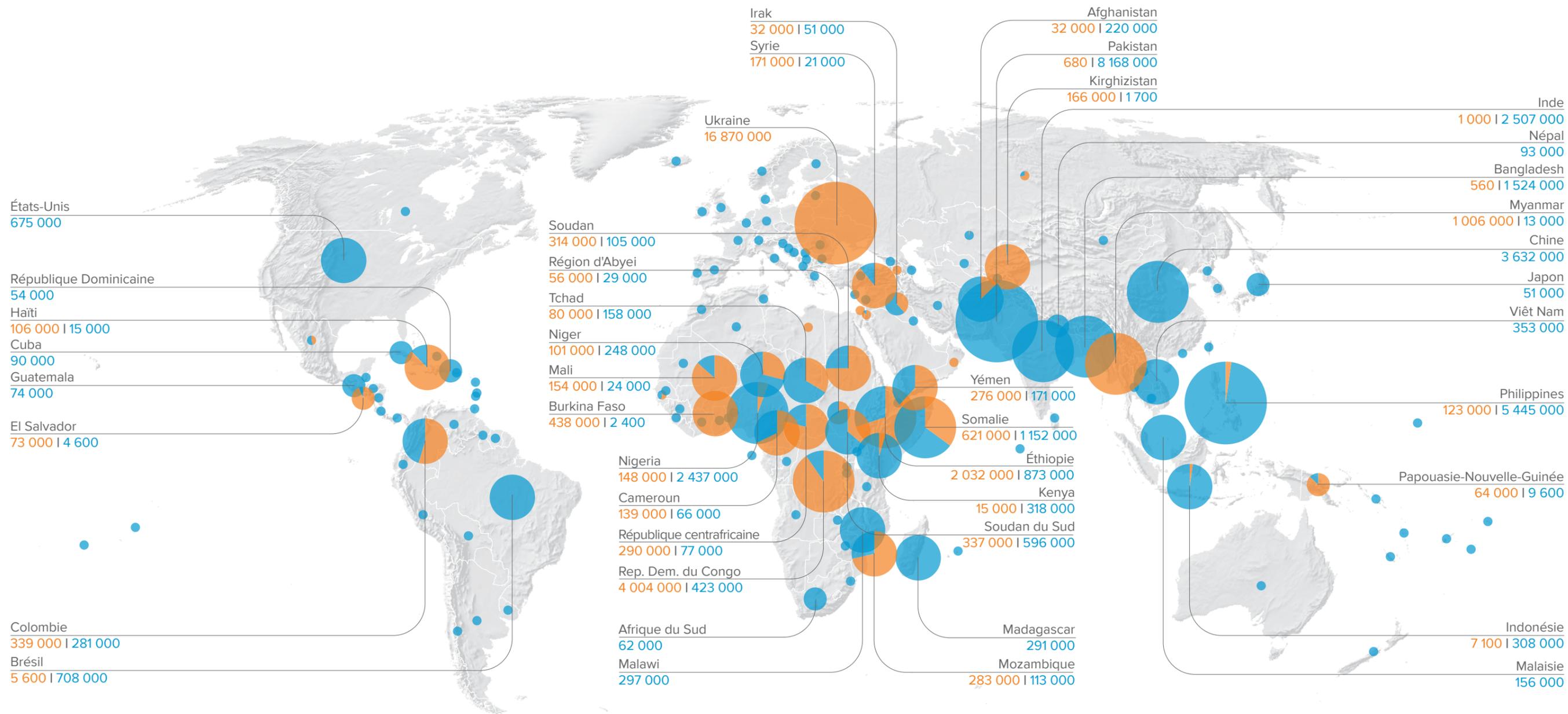
## Déplacement interne et sécurité alimentaire

**iDMC** observatoire  
des situations  
de déplacement  
interne

CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS

**NRC**

# Déplacements internes déclenchés par les conflits et les catastrophes en 2022



Les noms et les chiffres des pays et territoires ne sont indiqués que lorsque la valeur totale des nouveaux déplacements dépasse 50 000. En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte ne constituent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part de l'IDMC

# Avec nos remerciements



Camps pour personnes déplacées de Lala, province d'Ituri, RDC. En 2022, l'augmentation de la fréquence des attaques dans les provinces de l'est a déclenché des déplacements.  
© CNR/Hugh Kinsella Cunningham, mai 2022

Le Rapport mondial sur le déplacement interne de 2023 de l'IDMC a été produit grâce à la contribution généreuse des partenaires suivants : Agence des États-Unis pour le développement international, Agence suédoise de développement et coopération internationale, Banque asiatique de développement, Fondation Robert Bosch, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, ministère norvégien des Affaires étrangères, Office des affaires étrangères allemande et Union européenne.

Photo de couverture :

Pour prévenir le déplacement et l'insécurité alimentaire, il est nécessaire de promouvoir des modes de vie durables et d'allouer aux personnes déplacées les ressources appropriées.  
© Illustration de Matt Murphy/Handsome Frank, avril 2023



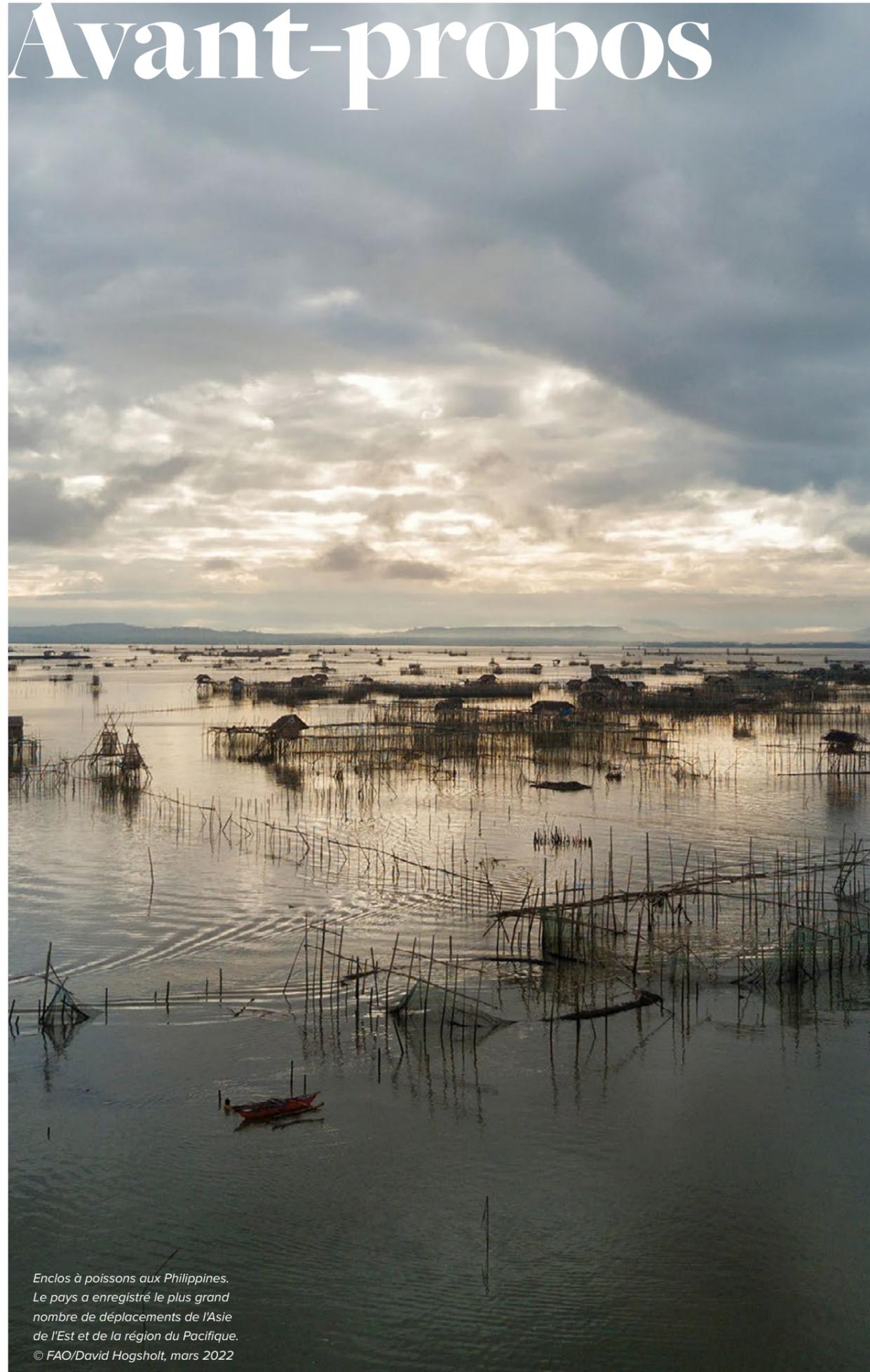
# Table des matières

<b>1</b>	<b>Avant-propos</b>	<b>13</b>	<b>Aperçus régionaux</b>	<b>59</b>	<b>Asie du Sud</b> En détail : Pakistan	<b>103</b>	<b>Impacts sociaux et économiques</b>
<b>3</b>	<b>Principaux résultats</b>	<b>15</b>	<b>Afrique subsaharienne</b> En détail : RDC En détail : Somalie En détail : Madagascar	<b>71</b>	<b>Les Amériques</b>	<b>109</b>	<b>Sécurité alimentaire et solutions durables</b>
<b>5</b>	<b>Partie 1 : La situation globale</b>	<b>33</b>	<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b> En détail : Yémen	<b>81</b>	<b>Europe et Asie centrale</b> En détail : Ukraine	<b>117</b>	<b>Conclusion</b>
<b>7</b>	<b>Personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année 2022</b>	<b>45</b>	<b>Asie de l'Est et Pacifique</b> En détail : Myanmar En détail : Philippines En détail : Tonga	<b>91</b>	<b>Partie 2 : Déplacement interne et sécurité alimentaire</b>	<b>119</b>	<b>Références</b>
<b>9</b>	<b>Déplacements internes déclenchés par des catastrophes</b>			<b>93</b>	<b>Chevauchement des crises</b> En détail : Burkina Faso En détail : Soudan du Sud	<b>135</b>	<b>Comment lire nos données</b>
<b>11</b>	<b>Déplacements internes déclenchés par les conflits et la violence</b>					<b>137</b>	<b>Résumé des chiffres clés</b>
						<b>141</b>	<b>Remerciements</b>



Un homme sur une plage dans le sud du Bangladesh après le passage du cyclone Sitrang le 25 octobre. © UNICEF/UN0724677/ Abu Sufian Jewel, octobre 2022

# Avant-propos



Enclos à poissons aux Philippines.  
Le pays a enregistré le plus grand  
nombre de déplacements de l'Asie  
de l'Est et de la région du Pacifique.  
© FAO/David Hogsholt, mars 2022

L'année dernière, la combinaison des conflits, des catastrophes, et des effets persistants de la pandémie de la COVID-19 a aggravé les vulnérabilités et inégalités préexistantes au sein des populations. La guerre en Ukraine n'a fait qu'empirer la situation tout en alimentant une crise mondiale de la sécurité alimentaire qui a plus durement touché les plus pauvres et vulnérables, y compris les personnes déplacées internes (PDI). Cette conjonction néfaste a compromis des années de progrès dans la lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde.

Les trois quarts des pays qui ont subi des crises de sécurité alimentaire comptaient des populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Dans ce rapport, l'IDMC indique qu'un tel niveau de déplacement interne n'avait jamais été mesuré auparavant. Environ 71,1 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année 2022, ce qui correspond à une forte augmentation par rapport à 2021. Ce résultat est principalement dû au conflit en Ukraine, mais aussi aux conflits enracinés et aux catastrophes qui déplacent des millions de personnes chaque année. Un grand nombre de personnes déplacées dans leur pays vivent dans des situations de déplacement prolongé et d'insécurité alimentaire extrême. Le manque de données approfondies sur la superposition de ces crises entrave les efforts mis en œuvre pour établir une base fondamentale d'informations permettant de guider les politiques de prévention et de réponse et d'atteindre des solutions sur le long terme.

L'accent mis cette année sur la sécurité alimentaire dans le Rapport mondial sur le déplacement interne est tout à fait nécessaire. Ce rapport constitue une contribution majeure à la discussion concernant les

relations entre le déplacement et l'insécurité alimentaire en fournissant les dernières données et analyses sur la confluence de ces facteurs, en mettant en évidence les lacunes dans nos connaissances et interventions, et en explorant le potentiel de les gérer ensemble, plutôt que séparément. Je salue les efforts de l'IDMC pour mettre en lumière ce sujet important, qui mérite davantage d'attention et une action urgente.

Au Conseil norvégien pour les réfugiés, nous pensons que des partenariats plus solides, de meilleures données et une programmation cohérente dans les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix nous aideront à lutter contre la faim et la malnutrition dans le monde tout en réduisant le risque de déplacements nouveaux et prolongés. Nous pensons également que les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture peuvent contribuer de manière significative à la réalisation des solutions durables contre le déplacement. C'est en travaillant ensemble que nous pouvons affronter ces défis actuels et inverser les tendances présentées dans ce rapport. Ces dernières doivent être perçues comme un signal d'alarme permettant d'alimenter notre volonté collective de bâtir un avenir plus durable.

Jan Egeland

Secrétaire-Général  
du Conseil norvégien pour les réfugiés

# Principaux résultats

## Le nombre de déplacements internes a atteint un nouveau record en 2022

- 71,1 millions de personnes dans le monde vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année 2022, ce qui correspond à une augmentation de 20 pour cent en une année, ainsi que le chiffre le plus élevé jamais enregistré.
- 60,9 millions de déplacements internes, également appelés « mouvements », ont été enregistrés pendant l'année, soit 60 pour cent de plus par rapport à 2021, et aussi le chiffre le plus élevé jamais enregistré.
- Le nombre de déplacements associés à des conflits et à la violence a presque doublé pour atteindre 28,3 millions. 16,9 millions de déplacements ont été déclenchés par la guerre en Ukraine, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour un pays.
- Le phénomène météorologique de La Niña a continué pour la troisième année consécutive, entraînant des niveaux records de déplacement suite à des inondations dans des pays tels que le Pakistan, le Nigeria, et le Brésil. Il a également alimenté la pire sécheresse jamais enregistrée en Somalie, en Éthiopie, et au Kenya, déclenchant ainsi 2,1 millions de mouvements.

## Tendances nationales et régionales

- À cause des conflits et des violences, 62,5 millions de personnes étaient en situation de déplacement à la fin de l'année 2022 dans 65 pays et territoires. À ce chiffre viennent encore s'ajouter 8,7 millions de personnes en situation de déplacement suite à des catastrophes réparties sur 88 pays et territoires.
- Le déplacement interne est un phénomène mondial. Néanmoins, près des trois quarts des personnes déplacées vivent dans 10 pays seulement : la Syrie, l'Afghanistan, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Ukraine, la Colombie, l'Éthiopie, le Yémen, le Nigeria, la Somalie, et le Soudan. Dans de nombreux pays, les catastrophes et les conflits se sont superposés au cours de l'année 2022, prolongeant la situation des personnes déplacées dans leur pays, et déplaçant certains pour la deuxième ou troisième fois.
- Comme lors de la décennie précédente, l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient, et l'Afrique du Nord ont été les régions enregistrant le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays. Les chiffres ont augmenté dans toutes les régions à l'exception de l'Asie de l'Est et du Pacifique.
- Dans les pays tels que les Philippines, le Madagascar, et le Soudan du Sud, des catastrophes consécutives ont forcé les populations à fuir de manière répétée, compromettant leur récupération et prolongeant leur déplacement.
- Près de la moitié des événements de l'année ont déclenché moins de 100 mouvements. Cependant, si ces événements sont regroupés, leur ampleur et leur impact au niveau local sont significatifs, comme dans le cas de l'Indonésie, la Malaisie, et le Viêt Nam.

## Le déplacement interne et l'insécurité alimentaire se chevauchent

- Les conflits, les catastrophes, et le déplacement ont aggravé l'insécurité alimentaire mondiale, qui était déjà source d'inquiétude suite à la lenteur et l'inégalité de la reprise après la pandémie de COVID-19.
- Les données disponibles sur la sécurité alimentaire et le déplacement interne sont loin d'être exhaustives, mais révèlent néanmoins la façon dont les deux phénomènes se recoupent. Les trois quarts des pays où des évaluations de sécurité alimentaire se sont déroulées comptaient des populations déplacées.
- La RDC, le Nigeria, l'Afghanistan, l'Éthiopie, et le Yémen possédaient le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022. Ils abritaient également plus de 26 millions de personnes en situation de déplacement interne, soit un tiers du total mondial.
- L'Ukraine et la Russie sont parmi les plus grands producteurs d'engrais et de céréales au monde. Le conflit actuel a engendré des répercussions sur les systèmes alimentaires mondiaux et les prix de la nourriture, renforçant l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays où le déplacement interne est également préoccupant.

## À la recherche de solutions

- L'aide financière inconditionnelle est un moyen essentiel de répondre aux besoins immédiats des personnes touchées par le déplacement et l'insécurité alimentaire. Elle est particulièrement utile pour les personnes déplacées dans leur pays, étant donné que leurs besoins et priorités changent lorsqu'elles quittent leur foyer et perdent leurs moyens de subsistance.
- Le développement des moyens de subsistance et des compétences des personnes déplacées au sein de leur pays contribuerait à faciliter la mise en place de solutions durables en améliorant leur sécurité alimentaire et en renforçant l'autonomie de leur communauté et de leur pays.
- Hormis l'aide humanitaire immédiate, il est nécessaire d'investir dans des mesures d'anticipation et de réduction des risques qui renforcent la résilience des communautés déplacées.
- Le manque de données limite notre compréhension de la manière dont les personnes déplacées sont affectées par la perturbation des systèmes alimentaires. Combler ces lacunes permettrait de faire ressortir les facteurs et les impacts communs liés au déplacement et à l'insécurité alimentaire, ainsi que de fournir des évidences de base pour élaborer des solutions.

*Des familles déplacées se tenant sur la berge d'une rivière après des inondations dans la province de Sindh, au Pakistan. © Getty Images/Asim Hafeez/Bloomberg, août 2022*

# Partie I: La situation globale



*Enfants éthiopiens en train de courir. Le pays subit actuellement la pire sécheresse depuis quarante ans. Elle a déclenché 686 000 déplacements en 2022. © Getty Images/Eduardo Soteras/AFP, janvier 2023*

# Personnes en situation de déplacement à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022

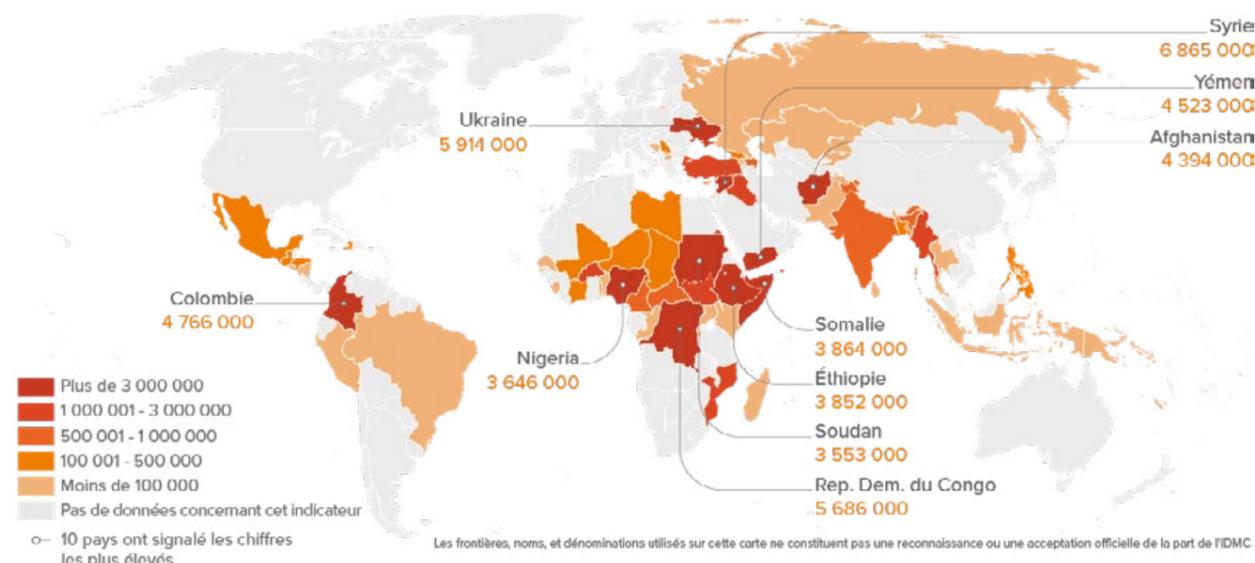
# 71,1 m



Quel est le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ?

C'est un aperçu de toutes les personnes vivant en déplacement interne à la fin de l'année (voir p. 135 pour plus d'informations)

## Personnes déplacées par les conflits et la violence



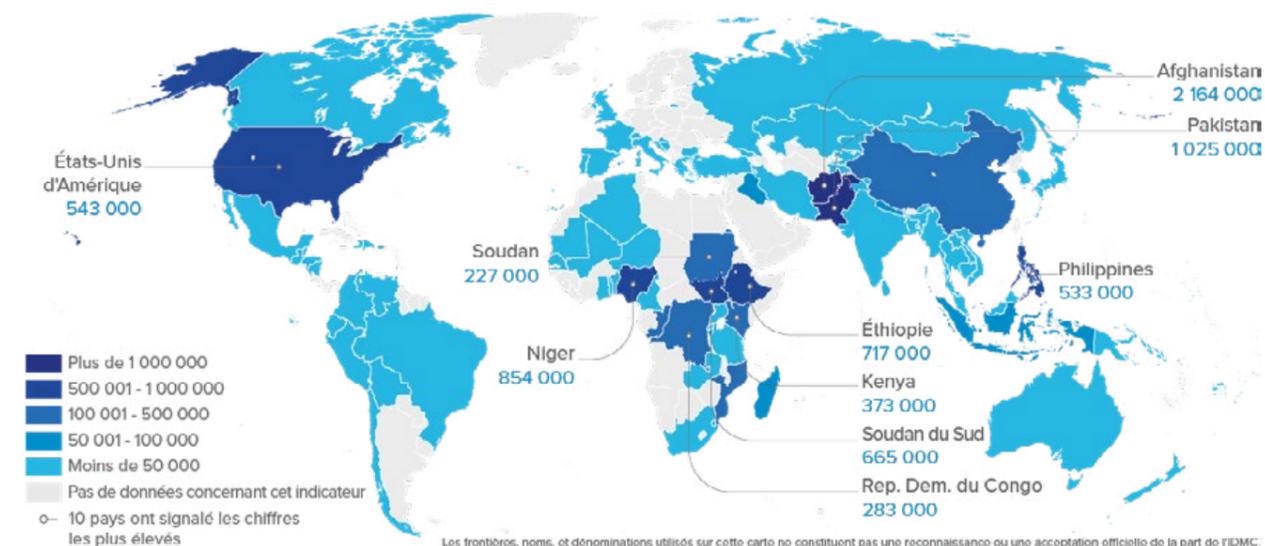
## 62,5 millions

De personnes en situation de déplacement dans leur propre pays à cause des conflits et de la violence dans 65 pays et territoires au 31 décembre 2022

## ↑ 17 %

d'augmentation du nombre de personnes déplacées internes suite à des conflits et de la violence en 2021.

## Personnes déplacées par les catastrophes



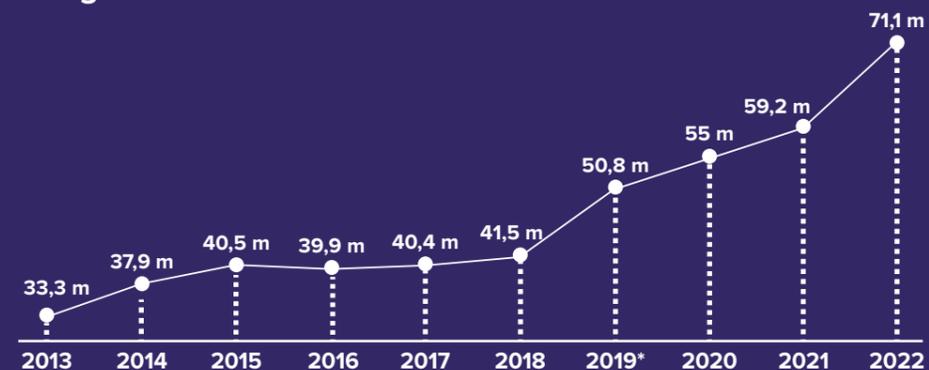
## 8,7 millions

De personnes en situation de déplacement interne à cause des catastrophes dans 88 pays et territoires au 31 décembre 2022

## ↑ 45 %

d'augmentation du nombre de personnes déplacées internes suite à des catastrophes en 2021.

## Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays continue d'augmenter



Le nombre de personnes en situation de déplacement interne a atteint un nombre record de 71,1 millions de personnes dans 110 pays et territoires

Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

## Pourquoi le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne cesse-t-il d'augmenter ?

La montée rapide des conflits et de la violence dans des pays tels que l'Ukraine et la RDC, ainsi que des catastrophes majeures comme les inondations au Pakistan ont forcé des millions de personnes à fuir en 2022. Elles ont rejoint les dizaines de millions de personnes qui vivent déjà en situation de déplacement prolongé en raison de conflits de longue durée, de catastrophes répétées et d'un manque de solutions durables.

## Que faut-il faire pour diminuer le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ?

Il est essentiel de soutenir le retour, l'intégration locale, ou la relocalisation ailleurs dans le pays pour les personnes déplacées. Des données et des informations de meilleure qualité concernant les solutions sont cruciales pour permettre une prévention sur mesure et une réponse qui permettraient de déterminer précisément la fin du déplacement. La résolution des conflits, la consolidation de la paix, la réduction des risques liés aux catastrophes, la résilience climatique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté doivent toutes être renforcées.

# Déplacements internes en 2022

## Catastrophes

# 32,6 m



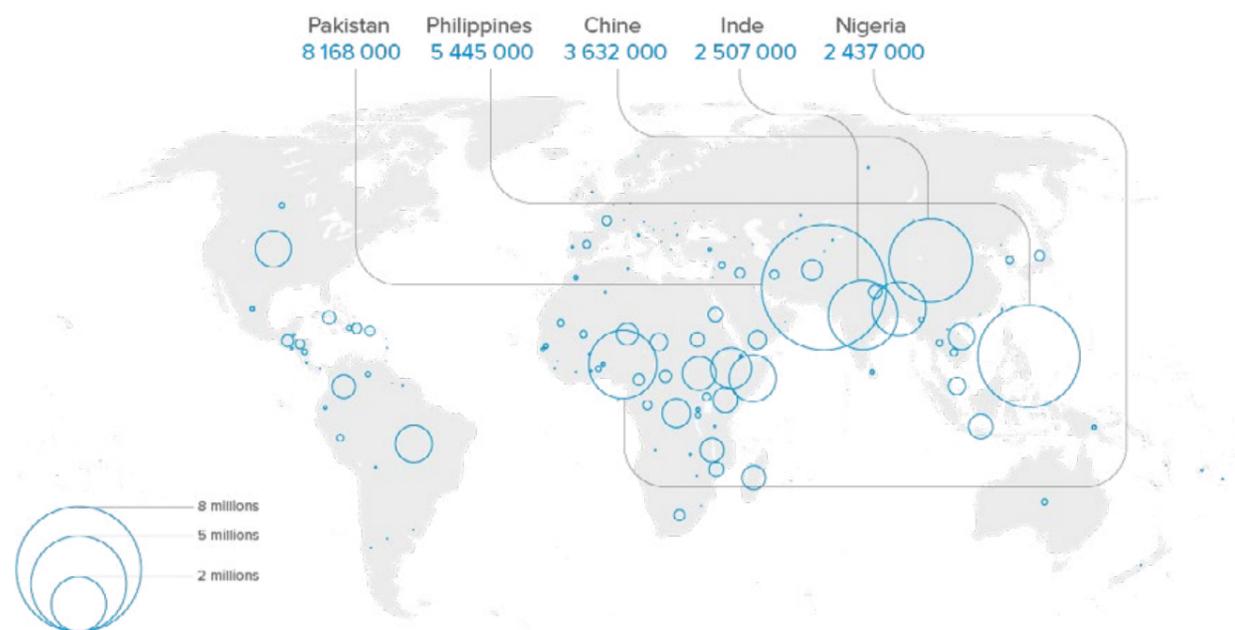
## 53 %

des déplacements internes ont été déclenchés par des catastrophes

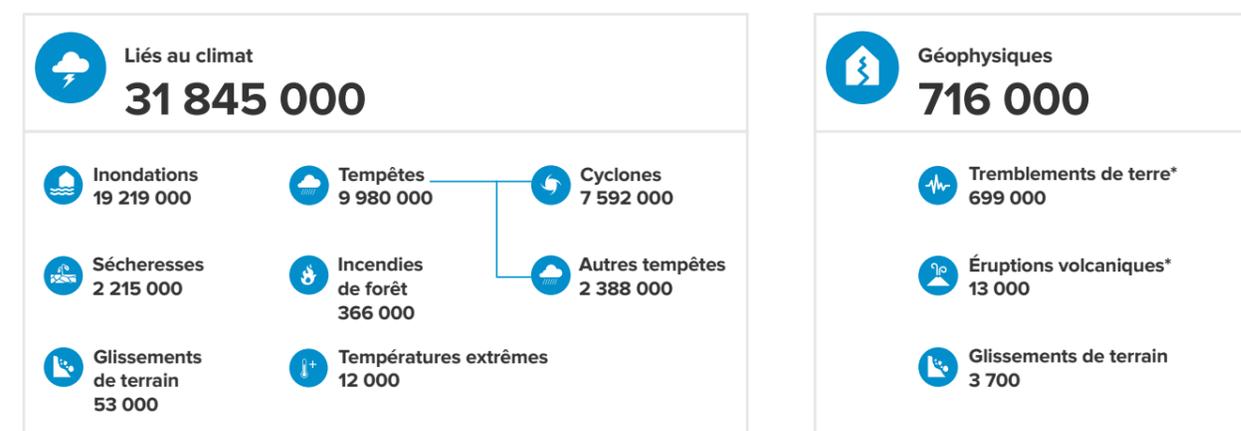
### Qu'est-ce qu'un déplacement interne ?

Le nombre de déplacements internes correspond au nombre enregistré de mouvements forcés de personnes au sein des frontières de leur pays au cours de l'année (voir p. 135 pour plus d'informations)

### Les cinq pays affichant les chiffres les plus élevés



### Répartition par type d'aléa



**6 sur 10** déplacements liés à des catastrophes ont été déclenchés par des inondations, lesquelles ont dépassé les tempêtes pour la première fois depuis 2016

**98 %** des déplacements liés à des catastrophes ont été déclenchés par des aléas météorologiques, tels que des inondations, des tempêtes, et des sécheresses

\*Peut également inclure les tsunamis.  
En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

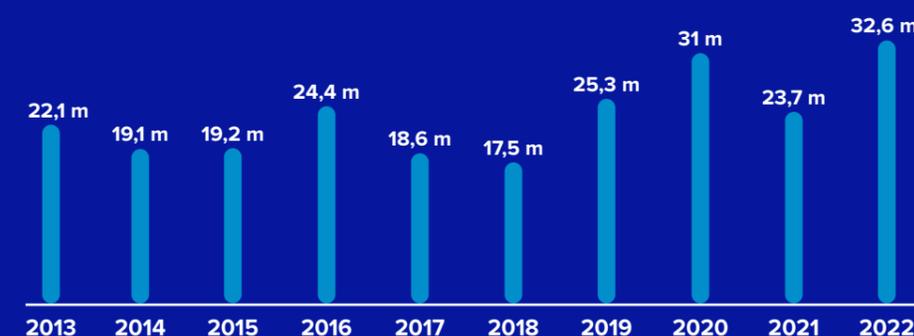
### Situations principales de déplacement

**25 %** des déplacements liés à des catastrophes au niveau mondial ont été déclenchés par des inondations dues à la mousson au Pakistan

**1,1 million** de mouvements ont été enregistrés en Somalie alors que le pays subissait la pire sécheresse depuis 40 ans

**2 %** de la population de Tonga a dû se déplacer suite à une éruption volcanique extrêmement rare

### Le chiffre le plus élevé depuis une décennie



En 2022, les déplacements liés aux catastrophes étaient

**41 %** plus élevés que la moyenne annuelle des 10 dernières années

Déplacements internes provoqués par des catastrophes en millions

# Déplacements internes en 2022

## Conflits et violence

# 28,3 m

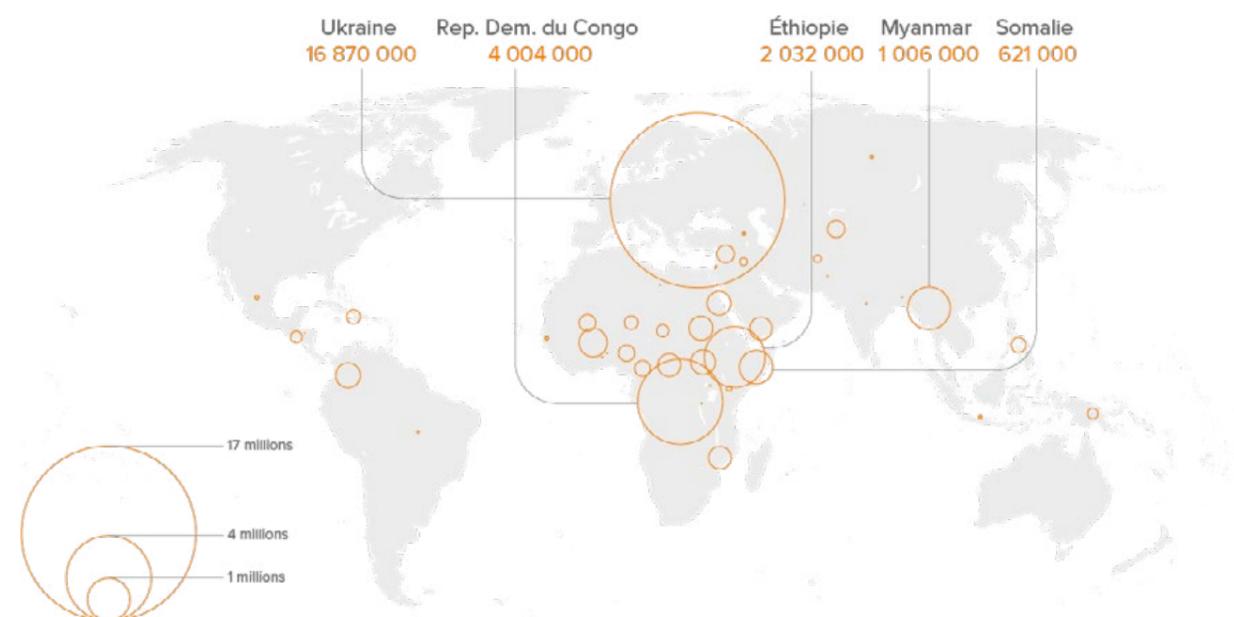


**47 %**  
des déplacements internes  
ont été déclenchés par les  
conflits et la violence

Qu'est-ce qu'un  
déplacement  
interne ?

Le nombre de déplacements internes correspond au nombre enregistré de mouvements forcés de personnes au sein des frontières de leur pays au cours de l'année (voir p. 135 pour plus d'informations)

### Les cinq pays affichant les chiffres les plus élevés



### Répartition par type de violence<sup>1</sup>



 **6 déplacements sur 10**  
ont été déclenchés par des conflits armés  
internationaux

**75 %**  
d'augmentation du nombre de déplacements  
déclenchés par des conflits armés non  
internationaux au cours des trois dernières  
années, principalement dus à la montée des  
violences en RDC, en Éthiopie, et en Somalie

*En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.*

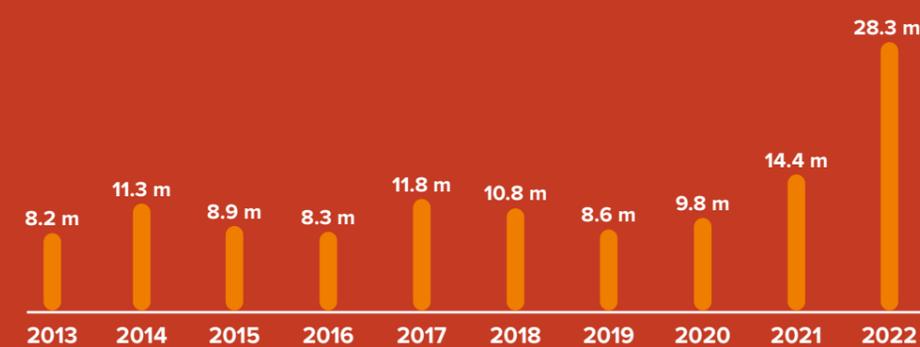
### Situations principales de déplacement

**60 %**  
des déplacements liés à un  
conflit ont été enregistrés  
en Ukraine, alors que  
les personnes fuyaient  
des lignes de front en  
constante évolution

**4 millions**  
de déplacements liés à un  
conflit ont eu lieu en  
République Démocratique  
du Congo, soit 1,5 fois plus  
qu'en 2021

**106 000**  
déplacements internes  
à Haïti, soit cinq fois plus  
qu'en 2021 et le nombre  
le plus élevé jamais  
enregistré dans le pays

### Le chiffre le plus élevé depuis une décennie



En 2022, les déplacements  
liés aux conflits étaient

**3 ×**  
plus élevés que la  
moyenne annuelle des  
dix dernières années

Déplacements internes provoqués par les conflits et la violence en millions

# Aperçus régionaux



*Une famille regarde leur maison inondée au Soudan du Sud. Les inondations ont submergé deux tiers du pays et ont impacté les communautés déplacées vivant dans des camps. © Action contre la faim/Peter Caton, 2022*



# Afrique subsaharienne

Enfants dans le camp Lala pour personnes déplacées, territoire Djugu, province Ituri, RDC. © GNR/Hugh Kinsella-Cunningham, mai 2022

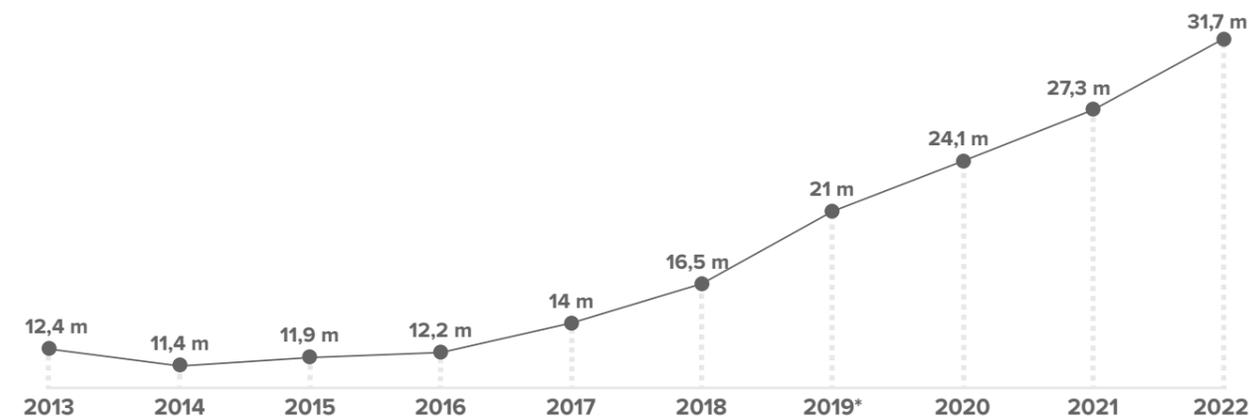
Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



Les cinq pays d'Afrique subsaharienne avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique subsaharienne à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes\* en 2022

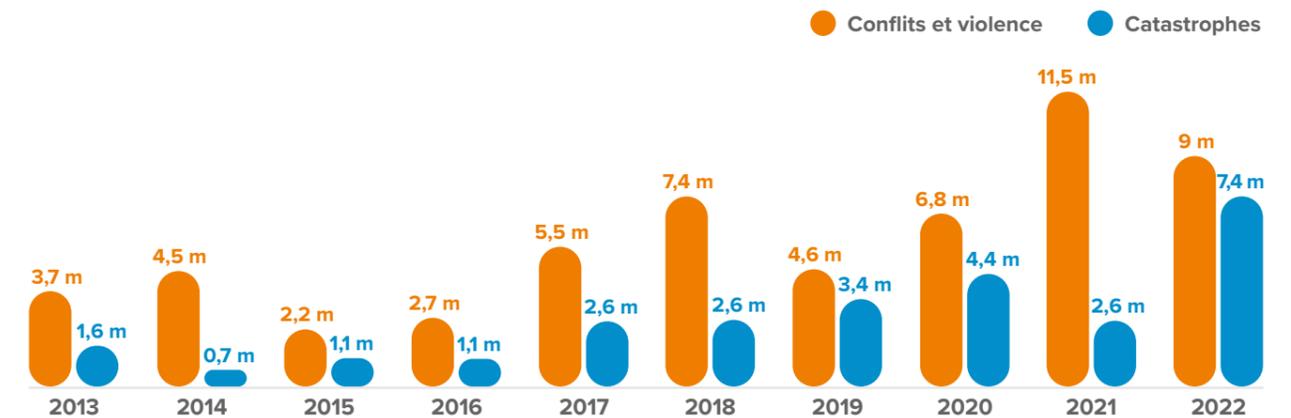
\*mouvements



Les cinq pays d'Afrique subsaharienne avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



Déplacements internes provoqués par les conflits, la violence, et les catastrophes en Afrique subsaharienne (2013-2022)



Déplacements internes en millions

Environ 16,5 millions de déplacements internes ont été enregistrés en Afrique subsaharienne en 2022, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à l'année précédente. Ce résultat est dû à une multiplication par trois du nombre de déplacements liés à des catastrophes qui a atteint un total de 7,4 millions, le chiffre le plus élevé jamais enregistré dans la région.

La prolongation du phénomène de La Niña, qui entraîne un refroidissement à grande échelle des températures de surface du centre et de l'est de l'Océan Pacifique équatorial, a alimenté une sécheresse généralisée dans la Corne de l'Afrique, ainsi que des tempêtes et des inondations dans la région. Les récoltes et du bétail ont été perdus, compromettant les moyens de subsistance des populations et aggravant l'insécurité alimentaire dans la région. Environ 165 millions de personnes dans 38 pays et territoires étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë à la fin de l'année. Cette situation était particulièrement grave dans les endroits qui étaient déjà en proie à des crises de déplacement (voir l'encadré 1 à la p. 95 pour plus d'informations).<sup>2</sup>

Les conflits et la violence ont déclenché neuf millions de déplacements tandis que de nouvelles vagues d'insécurité venaient s'abattre sur certains pays. La République Démocratique du Congo (RDC) représentait près de la moitié du total. À la fin de l'année, la région comptait 28 millions de personnes vivant en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, le chiffre le plus élevé jamais atteint et plus de 40 pour cent du total mondial. Malgré les besoins croissants des personnes déplacées dans leur pays, les contraintes d'accès ont de plus en plus entravé l'acheminement d'aide et aggravé la situation humanitaire.<sup>3</sup>

### Sécheresse, déplacement, et insécurité alimentaire

Dans la Corne de l'Afrique, les moyens de subsistance reposent depuis longtemps sur les besoins en pâturage du bétail. Mais lorsque la variabilité des saisons se transforme en chocs climatiques, les mécanismes d'adaptation s'épuisent, forçant les agriculteurs à se déplacer et certains éleveurs à devenir sédentaires.<sup>4</sup> Après cinq saisons des pluies consécutives inférieures à la moyenne, la région a connu en 2022 la sécheresse la plus longue et la

**~x 3**  
augmentation du nombre de déplacements dus à des catastrophes depuis 2021

**44 %**  
des mouvements totaux dus aux conflits et à la violence se sont produits en RDC

**2,1 m**  
de déplacements ont été enregistrés tandis que la région est confrontée à la sécheresse la plus longue et la plus grave jamais enregistrée



Des femmes sont en train de marcher sur des terres arides en Éthiopie où environ 686 000 déplacements dus à la sécheresse ont été enregistrés.  
© UNICEF/UN0631304, février 2022

plus grave jamais enregistrée, provoquant le déplacement de 2,1 millions de personnes en Somalie, en Éthiopie, et au Kenya.<sup>5</sup> La Somalie en compte à elle seule 1,1 million, le chiffre le plus élevé enregistré au niveau mondial depuis que les données sur les déplacements dus aux sécheresses sont devenues disponibles en 2017 (voir la section « En détail », p. 29).<sup>6</sup>

L'Éthiopie a enregistré environ 686 000 déplacements dus à la sécheresse. La situation était particulièrement sévère dans les régions de Somali et Oromia, qui ont aussi été touchées par les conflits et la violence.<sup>7</sup> Les chiffres du Kenya étaient difficiles à rassembler, mais les données des comtés de Garrisa, Isiolo, Marsabit, et Turkana ont permis de déterminer un total de 316 000 mouvements.<sup>8</sup> La sécheresse a touché 4,5 millions de personnes dans l'ensemble du pays.<sup>9</sup>

Son ampleur et sa sévérité ont entraîné une augmentation majeure de l'aide humanitaire dans la Corne de l'Afrique, avec potentiellement des impacts sur le long terme pour les personnes déplacées. Les éleveurs déplacés requièrent au minimum cinq ans pour restaurer leur troupeau après une sécheresse, mais l'ampleur et les impacts de cette catastrophe sont tels que nombre d'entre eux n'auront pas d'autre choix que de se tourner vers d'autres sources de revenus.<sup>10</sup>

Il existe également une inquiétude croissante concernant la sécheresse qui alimente les compétitions et la violence pour les terres, l'eau, et les autres ressources naturelles qui ne cessent de se raréfier. Les conflits locaux, parfois directement liés à la possession de bétail, ont contribué à perturber les migrations saisonnières, engendrant davantage de déplacements.<sup>11</sup>

La Banque africaine de développement a co-organisé le sommet Dakar2: Feed Africa en janvier 2023, réunissant des gouvernements, des parties prenantes, des ONGs, et le secteur privé afin de partager des pratiques prometteuses pour lutter contre l'insécurité alimentaire, y compris augmenter la résilience de l'agriculture face aux sécheresses. Le sommet a permis de présenter les stratégies individuelles de chaque pays pour le développement agricole ainsi que des exemples fructueux de cultures résistantes à la chaleur et économes en eau.<sup>12</sup> Ces initiatives doivent être poursuivies, car elles soutiennent le renforcement de la résilience des pays aux futurs chocs climatiques.



Le village de Macuva à Zambezia, Mozambique. La tempête tropicale Ana a touché le centre et le nord du Mozambique le 24 janvier, provoquant la destruction de logements et des déplacements dans cinq provinces. © UNICEF/UN0583834/ Bruno Pedro, janvier 2022

## 2,4 m

de personnes déplacées par des catastrophes au Nigeria, le chiffre le plus élevé depuis dix ans

Dans des pays comme le Tchad, l'Afrique du Sud et la Mauritanie, les inondations ont provoqué les déplacements les plus nombreux jamais enregistrés.

### Pluies et inondations supérieures à la moyenne

Ailleurs dans la région, La Niña a alimenté des précipitations supérieures à la moyenne qui ont à leur tour entraîné des inondations massives dans plusieurs pays, dont certains ont enregistré leurs plus hauts niveaux de déplacements dus aux catastrophes.<sup>13</sup> Les principaux bassins fluviaux d'Afrique de l'Ouest sont sortis de leur lit, et certaines zones inondées étaient également confrontées à un déplacement de population dû aux conflits et à l'insécurité alimentaire. Tandis que ces situations se produisaient simultanément, les besoins humanitaires des déplacés internes augmentaient.<sup>14</sup>

Le Nigeria a enregistré 2,4 millions de déplacements liés aux catastrophes, le chiffre le plus élevé depuis dix ans, et le plus élevé de toute l'Afrique subsaharienne en 2022. Cette augmentation est principalement liée à de sévères inondations entre les mois de juin et novembre. La moitié des déplacements ont été signalés dans l'État méridional de Bayelsa, dans le delta du fleuve Niger, mais les États d'Anambra et de Kogi ont également été fortement touchés.<sup>15</sup> Tous les États frontaliers avec le Cameroun ont été modérément inondés, en partie à cause du déversement d'un excès d'eau d'un barrage dans le pays voisin.<sup>16</sup> Les camps pour personnes déplacées de l'État de Borno, dans le nord-est du pays, ont aussi été inondés, forçant des milliers de personnes à fuir à nouveau.<sup>17</sup>

Plus de 676 000 hectares de terres agricoles ont été détruits, affectant des cultures essentielles comme le riz. La réduction de l'offre et l'augmentation du coût des denrées de base qui en a résulté ont aggravé l'insécurité alimentaire au point que l'autorité nationale de gestion des urgences a demandé l'aide des Nations Unies en octobre pour faire face à la catastrophe.<sup>18</sup>

Le nombre de déplacements liés à des catastrophes au Niger, qui est supérieur à 248 000, a presque doublé par rapport à 2021. Au Mali, ce chiffre était quasiment quatre fois plus élevé. Cette augmentation est en partie due à un meilleur accès aux données. La région malienne de Mopti a été touchée par des inondations en septembre et en décembre, qui ont mené à une vaste destruction des habitations dans une zone déjà affectée par les conflits.<sup>19</sup>

Le Tchad a enregistré 158 000 déplacements liés à des catastrophes, soit plus que les neuf dernières années combinées. L'état d'urgence a été déclaré mi-octobre après que les précipitations les plus intenses depuis 30 ans aient détruit des digues et entraîné d'importantes inondations.<sup>20</sup> Les rivières Chari et Logone sont sorties de leur lit, inondant un quart de N'Djamena, la capitale du pays.<sup>21</sup> Près de 57 000 maisons ont été détruites, et les autorités locales ont dû loger les personnes déplacées sur 20 sites différents.<sup>22</sup> Néanmoins, beaucoup de ces sites étaient surpeuplés, menant à l'établissement de campements informels dans des zones inondables.<sup>23</sup>

Après deux années de sécheresse, la Mauritanie a connu des précipitations supérieures à la moyenne et des inondations à la fin du mois de juillet. Ces dernières ont engendré 23 000 mouvements, le chiffre le plus élevé jamais enregistré dans le pays. Les régions de Hodh El Gharbi, Assaba, et Tagant, situées dans le centre et le sud du pays, ont été les plus durement touchées. Plus de 3 800 maisons ont été détruites, et les infrastructures et les terres agricoles ont également été endommagées.<sup>24</sup> Le Sénégal a également enregistré son plus grand nombre de déplacements dus aux inondations depuis des années, la plupart des mouvements ayant eu lieu dans des zones urbaines telles que Dakar, Thiès et Matam.<sup>25</sup>

Des précipitations supérieures à la moyenne ont également entraîné de graves inondations en Afrique du Sud, qui ont provoqué 62 000 déplacements, soit le chiffre le plus élevé de déplacements dus à une catastrophe depuis 2008, quand des données sont devenues disponibles. Le gouvernement a déclaré un état d'urgence national en janvier lorsque les barrages commençaient à déborder, mais le pire restait à venir.<sup>26</sup> Les provinces du KwaZulu-Natal et du Cap-Oriental ont été frappées par des inondations dévastatrices entre le 11 et le 13 avril, qui ont provoqué environ 42 000 déplacements.<sup>27</sup>

L'ampleur de la catastrophe a mené à l'activation de la Charte Internationale des Catastrophes, qui fournit des images satellites aux organisations humanitaires afin de les aider dans leurs opérations.<sup>28</sup> Le gouvernement a construit des abris temporaires pour les déplacés et s'est efforcé de délivrer les documents personnels perdus.<sup>29</sup>

## Tempêtes consécutives

Trois cyclones tropicaux et deux tempêtes ont frappé le sud de l'Afrique lors du premier trimestre de l'année, faisant plus de 890 victimes et 696 000 déplacements.<sup>30</sup> La tempête tropicale Ana, qui a frappé Madagascar, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe en janvier, fut la plus dévastatrice.

Le Malawi a été le pays le plus touché par ces tempêtes consécutives. Ana a provoqué d'importants dégâts et destructions aux habitations et a provoqué plus de 190 000 déplacements dans 16 districts du sud du pays.<sup>31</sup> En avril 2022, la plupart des personnes avaient volontairement quitté les camps d'hébergement, mais 5 400 personnes attendaient encore d'être relogées.<sup>32</sup> Les tempêtes ont aussi augmenté les risques liés aux maladies transmissibles par l'eau. En février 2023, la pire épidémie de choléra depuis vingt ans s'est déclenchée.<sup>33</sup>

Madagascar a été le deuxième pays le plus touché, avec près de 286 000 déplacements. Les tempêtes ont fait suite à une sécheresse qui avait démarré en 2021, décimant les récoltes et augmentant l'insécurité alimentaire (voir la section « En détail », p. 31).

Le cyclone tropical Gombe a touché le Malawi, et, dans une moindre mesure, le Mozambique au début du mois de mars, provoquant 131 000 déplacements dans les deux pays. Gombe a également ralenti le rétablissement des personnes précédemment déplacées, prolongeant ainsi leur situation. À la fin de l'année, environ 127 000 personnes étaient déplacées à la suite de catastrophes au Mozambique, dont certaines depuis les cyclones Idai en 2019 et Eloïse en 2021.<sup>34</sup>

## Conflits prolongés

Malgré les efforts pour améliorer la sécurité et promouvoir la consolidation de la paix, le déplacement lié aux conflits a continué d'augmenter dans de nombreux pays subsahariens en 2022. Par conséquent, la région abrite le plus grand nombre de personnes vivant en situation de déplacement au monde à cause des conflits et de la violence. Dix pays confrontés à des crises prolongées représentaient 95 pour cent des 28 millions de personnes de la région déplacées au sein de leur pays. Les conflits prolongés et la violence ont également

# 297 000

déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés au Malawi lorsque des tempêtes consécutives se sont abattues sur le pays

# 95 %

des personnes déplacées dans leur pays par les conflits en Afrique subsaharienne vivent dans 10 pays seulement



Un jeune garçon pêchant dans les eaux de crue qui ont inondé le district de Chikwawa au Malawi, où la tempête tropicale Ana a provoqué plus de 190 000 déplacements. © GettyImages/Angela Jimu/Majority World/Universal Images Group, février 2022



Une femme au Soudan du Sud, un pays où malgré un potentiel agricole majeur, seulement quatre pour cent des terres sont régulièrement cultivées, notamment à cause des conflits prolongés et des inondations récurrentes. © Action Contre la Faim/Peter Caton, août 2022

## 28 m

de personnes ont été déplacées par les conflits et la violence à la fin de l'année 2022

## 621 000

déplacements internes dus à des conflits et à la violence en Somalie, une augmentation de 13 % par rapport à 2021

provoqué neuf millions de nouveaux déplacements et de déplacements répétés au cours de l'année.

La RDC à elle seule en a enregistré quatre millions, son chiffre le plus élevé depuis que les données sont disponibles en 2008. C'est une fois encore le pays le plus touché de la région. L'embrassement du conflit dans les provinces orientales explique en grande partie ce chiffre élevé, mais il est également le résultat d'un meilleur accès aux données. Ce conflit persistant a laissé la RDC avec le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde et parmi les pays avec le plus grand nombre de personnes déplacées, ce qui illustre la nature superposée des deux crises (voir la section « En détail », p. 27).<sup>35</sup>

Les conflits et la violence ont aussi déclenché 621 000 mouvements en Somalie, le chiffre le plus élevé du pays depuis une décennie. Environ 3,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année, contre trois millions 12 mois plus tôt, et le chiffre le plus élevé depuis que les données sont disponibles en 2009. Cette augmentation est également le résultat d'une couverture plus large et d'une meilleure collecte de données, en particulier à Mogadiscio.<sup>36</sup>

Le gouvernement a lancé une offensive militaire de grande envergure contre le groupe militant al-Shabaab en août, et les combats qui ont suivi ont entraîné plus de 182 000 déplacements dans la région de Hiraaan. Des violences ont également été signalées à Galgaduud et Shabeellaha Hoose, et les affrontements se sont poursuivis jusqu'à la fin de l'année.<sup>37</sup>

En Éthiopie, les conflits et la violence ont déclenché deux millions de mouvements en 2022, contre 5,1 millions en 2021, lorsque l'embrassement des conflits dans les régions du nord, et en particulier dans la région du Tigré, a fait grimper le nombre de mouvements à un niveau record.<sup>38</sup> Le gouvernement a annoncé une trêve humanitaire en mars et, malgré une reprise des combats en août, les parties ont signé un accord de paix en novembre, laissant espérer aux personnes déplacées des solutions durables.<sup>39</sup> Même si l'accord de paix est maintenu, des années seront nécessaires pour stabiliser complètement les régions du nord du pays.<sup>40</sup> À la fin de l'année, près

de 3,9 millions de personnes étaient déplacées en raison de conflits et de violences en Éthiopie, soit le troisième chiffre le plus élevé de la région.

Un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest accueillait également un grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de l'année 2022. Le Nigeria en compte 3,6 millions, dont 1,9 million vivent en situation de déplacement prolongé dans l'État de Borno, au nord-est du pays. Environ 148 000 mouvements ont été enregistrés au cours de l'année, soit moins qu'en 2021, principalement dans les États de Zamfara, Kaduna et Borno.

Dans la région du Sahel central, le Burkina Faso accueillait 1,9 million de personnes déplacées dans leur pays à la fin de l'année 2022, le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Des groupes armés non étatiques contrôlent une grande partie du territoire du pays, ce qui a entravé l'acheminement de l'aide aux personnes déplacées.<sup>41</sup> Les régions soumises à des blocus ne pouvaient recevoir des cargaisons que par voie aérienne. Ces régions et d'autres zones difficiles d'accès ont connu des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence, voire pire, et les services ont été extrêmement limités pour des millions de personnes (voir « En détail », p. 97).<sup>42</sup>

Au Niger, près de 372 000 personnes étaient déplacées à la fin de l'année, contre 224 000 en 2021. La majorité d'entre elles se trouvaient dans les régions de Tillabéri et de Diffa.<sup>43</sup> Le sud-ouest et le sud-est du pays ont continué à subir des attaques armées qui ont entraîné des dizaines de milliers de déplacements, bien qu'un grand nombre d'entre eux n'aient pas été recensés. Les violences à Diffa, dans le bassin du lac Tchad, ont provoqué plus de 16 000 mouvements secondaires à partir d'un site de déplacement en août.<sup>44</sup>

Le conflit s'est également poursuivi dans les régions du centre et du nord du Mali, provoquant 154 000 déplacements dans tout le pays. Comme au Burkina Faso, une détérioration importante de l'accès à l'aide humanitaire a accru les besoins des personnes déplacées dans leur pays au Mali et au Niger.<sup>45</sup>

Le Soudan connaît une situation similaire avec une augmentation des violences intercommunautaires, en particulier dans l'ouest du Darfour.<sup>46</sup> Environ 15,8 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire en 2023, dont 2,5 millions de personnes déplacées internes.<sup>47</sup> À la fin de l'année, environ 3,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans l'ensemble du pays, contre 3,2 millions en 2021.

Un accord de paix revitalisé signé en 2018 a fait naître l'espoir d'une fin du conflit au Soudan du Sud, mais des différends entre ses principaux signataires ont bloqué le processus.<sup>48</sup> Des violations répétées de l'accord ont été signalées en 2022, alors que la violence continuait à s'intensifier, provoquant 337 000 déplacements, la plupart dans les États de Jonglei, du Haut-Nil et d'Unité.<sup>49</sup> Près de 1,5 million de personnes étaient déplacées à la fin de l'année, un chiffre pratiquement inchangé depuis quatre ans. Le pays a également été frappé par de graves inondations qui ont entravé l'acheminement de l'aide humanitaire et accru l'insécurité alimentaire (voir la section « En détail », p. 101).<sup>50</sup>

Le gouvernement du Mozambique a demandé à la Communauté de développement de l'Afrique australe de soutenir sa lutte contre les groupes armés non étatiques à Cabo Delgado par le biais d'une coalition militaire régionale en 2021. Les violences à Cabo Delgado et dans la province voisine de Nampula se sont ravivées, en particulier au cours du second semestre, déclenchant un total de 283 000 mouvements, soit 50 pour cent de plus qu'en 2021.<sup>51</sup> Au fur et à mesure de ses avancées, la coalition militaire a lancé un programme de soutien à la consolidation de la paix destiné à améliorer la protection sociale, l'ordre public et l'aide humanitaire.<sup>52</sup> À la fin de l'année, plus d'un million de personnes vivaient en situation de déplacement à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence au Mozambique.



Un homme ramasse du bois dans les buissons de l'État de Borno, au nord-est du pays, qui accueille plus de la moitié des personnes déplacées au sein de leur pays du Nigeria. © NRC/Samuel Jegede, 2022

## En détail - La République Démocratique du Congo : chevauchement du déplacement et de l'insécurité alimentaire dans l'est du pays

La situation humanitaire dans la RDC s'est détériorée avec l'augmentation des attaques menées par des groupes armés non-étatiques (GANE) dans les provinces orientales d'Ituri, du Nord-Kivu, et du Sud-Kivu. Près de 4 millions de déplacements internes ont été signalés dans le pays, une augmentation de 48 pour cent par rapport à 2021. Environ 5,7 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année, soit le troisième chiffre le plus élevé au monde. La RDC abrite également le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde, ce qui illustre la superposition de ces crises.<sup>53</sup>

Le Mouvement du 23 mars (M23), l'un des plus de 120 GANE opérant dans l'est du pays, avait réduit la plupart de ses activités après un accord de paix conclu en 2013, mais a repris ses attaques en novembre 2021, principalement dans le Nord-Kivu.<sup>54</sup> Sa ré-émergence est principalement due aux défis que représentent le désarmement, la démobilisation, la réintégration, ainsi qu'à des intérêts économiques.<sup>55</sup> La violence s'est considérablement intensifiée en mars 2022 et s'est encore intensifiée en juin, octobre et novembre. L'extension de la zone contrôlée par le groupe, en particulier dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo, a provoqué plus de 520 000 déplacements.<sup>56</sup>

Après avoir rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est en mars, le gouvernement de la RDC a soutenu le lancement de plusieurs initiatives régionales destinées à désamorcer les tensions et instaurer une paix durable, notamment avec les processus de paix de Nairobi et de Luanda.<sup>57</sup> Il a également demandé un soutien international pour répondre à la montée de la violence dans les provinces orientales, et une force régionale composée de contingents du Burundi, du Kenya, du Soudan du Sud, de la Tanzanie et de l'Ouganda a été mise en place en juin.<sup>58</sup> L'Ouganda a déployé séparément des troupes à partir de la fin de l'année 2021 dans

le cadre d'un accord bilatéral avec la RDC pour lutter contre les Forces Démocratiques Alliées (FDA), un groupe armé non étatique qui poursuit ses attaques sans discrimination contre les civils des deux pays.<sup>59</sup>

Tandis que les forces du gouvernement quittaient l'Ituri pour se diriger vers le Nord-Kivu, les FDA et d'autres groupes armés ont intensifié leurs attaques dans la province, déclenchant 80 000 déplacements.<sup>60</sup> La situation en Ituri illustre les aspects multiples de la crise à laquelle la RDC est confrontée alors que les forces armées luttent pour contenir un ensemble de GANE et de violences intercommunautaires qui forcent les habitants de plusieurs provinces à quitter leurs foyers.

Il a été estimé que plus d'un quart de la population du pays, soit 26,4 millions de personnes, était en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre les mois de juillet et décembre de l'année dernière.<sup>61</sup> Les difficultés d'accès causées par les violences du groupe M23 ont réduit l'acheminement local de denrées alimentaires vers Goma, la capitale du Nord-Kivu, et ont accru la dépendance des habitants à l'égard des importations en provenance des pays voisins.<sup>62</sup> Les GANE ont également pris pour cible les stocks de nourriture existants, aggravant davantage l'insécurité alimentaire.<sup>63</sup>

Les données sur la sécurité alimentaire en RDC ne sont pas désagrégées par statut de déplacement, mais des preuves ponctuelles suggèrent que les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont parmi les plus vulnérables. Contraintes d'abandonner leurs maisons, leurs terres et leurs moyens de subsistance lorsqu'elles fuient, elles sont de moins en moins capables de produire de la nourriture pour elles-mêmes et leurs communautés, ce qui rend les produits de base de plus en plus rares et coûteux.<sup>64</sup> Le fait que 93 pour cent des personnes déplacées dans leur pays sont abritées par des familles d'accueil accroît également

la pression sur ces dernières, qui sont elles-mêmes confrontées à une insécurité alimentaire croissante, ce qui augmente les besoins de l'ensemble de la population.<sup>65</sup>

Malgré la détérioration de la situation humanitaire dans l'est du pays en 2022, la réponse, qui visait 8,8 millions de personnes, n'était financée qu'à 48 pour cent.<sup>66</sup>



Des personnes déplacées dans leur pays cuisinent dans un site de déplacement dans la province d'Ituri, en RDC. Le pays compte le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë au monde. © NRC/Hugh Kinsella Cunningham, avril 2022

## En détail – Somalie : La pire sécheresse depuis 40 ans augmente l'insécurité alimentaire et le déplacement

Les sécheresses sont un phénomène récurrent en Somalie, mais leur ampleur et leur intensité ont augmenté au cours de la dernière décennie. Près de 260 000 personnes sont mortes lors de la famine de 2011, qui est survenue après deux saisons des pluies aux précipitations inférieures à la moyenne.<sup>67</sup> Une sécheresse et une famine ont été déclarées en 2017 et 892 000 déplacements ont été enregistrés.<sup>68</sup> Les autorités ont déclaré l'état d'urgence en novembre 2021 en réponse à une sécheresse qui s'est intensifiée en 2022 pour devenir la plus longue et la plus grave depuis 40 ans, avec cinq saisons des pluies consécutives manquées.<sup>69</sup>

La sécheresse a affecté près de la moitié de la population et a déclenché 1,1 million de déplacements, un niveau record et quasiment six fois le chiffre de l'année précédente.<sup>70</sup> La situation persistait toujours au début de l'année 2023. Comme lors des années précédentes, ces conditions associées aux conflits et à l'insécurité alimentaire forcent les personnes à quitter leur foyer. La concurrence et la violence pour des ressources réduites dans les zones rurales aggravent également la précarité liée à la sécheresse.<sup>71</sup>

La plupart des personnes déplacées dans leur pays ont quitté leur propre région dans l'espoir d'accéder à la sécurité, à des moyens de subsistance et à de l'aide humanitaire.<sup>72</sup> Les résultats d'une étude indiquent que la présence de longue date des organisations humanitaires a joué un rôle dans les dynamiques de déplacement. L'offre de nourriture, d'argent et d'emplois influence les personnes déplacées quant à leurs décisions de lieu de résidence, à la durée de leur séjour et quels membres de la famille se déplacent. Étant donné que l'aide vise souvent les groupes vulnérables, les femmes et les enfants ont tendance à se déplacer en

premier tandis que les hommes tentent de préserver le moyen de subsistance. Dans ce contexte, la séparation familiale devient un mécanisme d'adaptation.<sup>73</sup> Cela explique en partie la raison pour laquelle les deux tiers des personnes déplacées depuis le début de la sécheresse sont des enfants.<sup>74</sup>

La plupart des personnes déplacées internes sont concentrées dans des zones urbaines, telles que la capitale du pays, Mogadiscio, dans le district de Banadir, et la ville de Baidoa, dans la région de Bay.<sup>75</sup> L'ampleur des mouvements vers des zones déjà surpeuplées expose les personnes déplacées à l'expulsion forcée et au déplacement urbain secondaire.<sup>76</sup> Ces dernières années, cette réalité a attiré plus d'attention, ce qui a conduit à des efforts de prévention coordonnés, à un moratoire sur les expulsions et à la formalisation des contrats de bail dans les sites de déplacement, autant d'éléments qui ont contribué à réduire le nombre d'expulsions.<sup>77</sup> Néanmoins, elles continuent de se produire, en particulier après de forts afflux de nouvelles personnes déplacées. Un grand nombre des personnes expulsées à Banadir en février 2022 avaient déjà été déplacées en raison de la sécheresse.<sup>78</sup>

La forte densité de population accroît également les besoins humanitaires en aggravant les épidémies et l'insécurité alimentaire. L'afflux important de personnes déplacées dans leur pays à Baidoa a mis à rude épreuve des ressources déjà limitées, déclenchant une réponse d'urgence.<sup>79</sup> De nombreuses régions ont été catégorisées comme étant confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence (phase 4 de l'IPC), voire de catastrophe (phase 5 de l'IPC).<sup>80</sup>

Après un sixième échec de la saison des pluies prévue d'avril à juin 2023 et des prix alimentaires exceptionnellement élevés, une

nouvelle alerte sur une situation de famine potentielle a été émise en septembre 2022.<sup>81</sup> Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies a fait des appels répétés pour une aide humanitaire accrue et soutenue, avertissant que le nombre de morts pourrait être aussi élevé qu'en 2011.<sup>82</sup> Toutefois, à la fin de l'année 2022, seuls 57 pour cent des fonds nécessaires avaient été reçus.<sup>83</sup>

Par conséquent, davantage de déplacements dus à la sécheresse sont anticipés en 2023, avec des conséquences sur le long terme. Plus de 80 écoles ont été fermées dans les États de Jubaland et Galmudug en avril 2022 suite aux impacts de la sécheresse. À la fin de l'année, 1,7 million d'enfants avaient vu leur éducation perturbée.<sup>84</sup> Les éleveurs, qui représentent environ la moitié de la population du pays, avaient peu d'options face à cette crise. La plupart de leur bétail avait péri et leurs aptitudes ne sont pas facilement transférables dans les environnements urbains.<sup>85</sup>

L'agriculture et l'élevage étant les principales activités économiques du pays, l'investissement dans des stratégies d'adaptation et la diversification des moyens de subsistance pourraient contrer les effets négatifs d'une dépendance prolongée à l'aide humanitaire.<sup>86</sup> C'est dans ce contexte que le projet Saameynta, un nouveau partenariat entre le gouvernement fédéral et les Nations Unies, a été élaboré. Il vise à promouvoir des solutions durables pour plus de 75 000 déplacés internes ainsi que leurs communautés d'accueil en investissant dans le développement rural et l'intégration en milieu urbain.<sup>87</sup>

Des mécanismes tels que le Groupe de Travail sur les Déplacés Internes qui comprend des parties prenantes travaillant sur les questions humanitaires et de déplacement, ont également permis d'établir une base d'informations beaucoup plus précise sur les dynamiques de déplacement.<sup>88</sup> Les partenaires produisent et utilisent des données désagrégées dans leurs programmes, ce qui les a aidés à mieux cibler leurs mesures de prévention et de réponse en tenant compte des différents modèles et impacts du déplacement. Ces données contribuent également au développement de la modélisation du déplacement lié à la sécheresse, dans le but de développer et parfaire des mesures préventives.<sup>89</sup>

Compte tenu de l'ampleur de la crise actuelle, la réponse humanitaire est une priorité, mais elle ne suffira pas à résoudre les facteurs structurels et les conséquences du déplacement interne. La variabilité et le changement climatiques continueront vraisemblablement à provoquer des précipitations irrégulières qui affecteront les communautés rurales, et le déplacement qui en découle augmentera la pression sur des systèmes urbains déjà très sollicités. Cela signifie que les approches de développement visant à soutenir la prévention et les solutions durables, en particulier dans les villes, seront essentielles.



Une tempête de sable à Jubaland, dans le sud-ouest de la Somalie. La moitié de la population du pays est touchée par une grave sécheresse qui a déclenché un nombre record de 1,1 million de déplacements en 2022. © Gettyimages/Sally Hayden/SOPA Images, avril 2022

## En détail – Madagascar : les tempêtes et la sécheresse provoquent des déplacements et aggravent l'insécurité alimentaire

La combinaison de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exposition à un large éventail d'aléas fait de Madagascar l'un des pays les plus à risque de catastrophes.<sup>90</sup> Au cours de l'année précédente, le pays a subi plusieurs tempêtes qui se sont ajoutées à une sécheresse continue qui a diminué la capacité d'absorption des sols et augmenté l'impact des inondations et des autres catastrophes. Nombre de ces dernières ont touché des sites urbains informels.<sup>91</sup> Les effets combinés des aléas à évolution lente et rapide ont aggravé l'insécurité alimentaire et entraîné 291 000 déplacements internes, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays.

Six tempêtes tropicales, dont trois cyclones, ont frappé le pays entre janvier et avril, déclenchant 286 000 mouvements. La période la plus intense s'est déroulée entre la mi-janvier et la fin février, avec des pluies presque ininterrompues. Ce chiffre représente environ 20 pour cent de tous les déplacements dus à des catastrophes enregistrés à Madagascar depuis que les données sont devenues disponibles en 2008. Des vents violents, des pluies torrentielles et des inondations ont détruit plus de 15 600 maisons, prolongeant les perspectives de retour des personnes déplacées.<sup>92</sup>

La tempête tropicale Ana, qui a touché l'île le 17 janvier, n'était pas la plus grave en termes d'intensité, mais ses impacts dans la région métropolitaine de la capitale du Grand Antananarivo ont représenté 40 pour cent des déplacements liés aux catastrophes signalés en 2022.<sup>93</sup> Les cyclones Batsirai et Emnati, qui ont frappé en janvier et février, ont été plus violents mais ont provoqué moins de déplacements. L'ampleur du déplacement et des dégâts causés par Ana s'explique en partie par

l'expansion urbaine rapide et informelle qui a eu lieu ces dernières années.<sup>94</sup> Environ 700 000 personnes vivent dans des quartiers informels exposés aux inondations près de la capitale.<sup>95</sup>

Le déplacement des populations rurales vers les villes est en partie dû à l'aspect cyclique du climat local, comme les périodes de faibles précipitations auxquelles la région du Grand Sud est particulièrement exposée.<sup>96</sup> Depuis 2019, les précipitations lors des saisons des pluies ont été insuffisantes, ce qui a plongé la région dans la pire sécheresse depuis 40 ans.<sup>97</sup> Les agriculteurs prennent jusqu'à trois ans pour se remettre complètement d'une seule année de sécheresse. La superposition des catastrophes répétées et des facteurs économiques engendre donc la migration et le déplacement forcé.<sup>98</sup>

L'impact des aléas est aggravé par l'érosion anthropique résultant d'une gestion inadéquate des terres, tel que la déforestation à grande échelle et la réaffectation de terres agricoles à des fins d'habitation, allant à l'encontre des réglementations en vigueur. Pas moins d'un tiers des terres de l'île sont aujourd'hui touchées par l'érosion, ce qui a de graves répercussions sur les moyens de subsistance, l'agriculture et la sécurité alimentaire.<sup>99</sup>

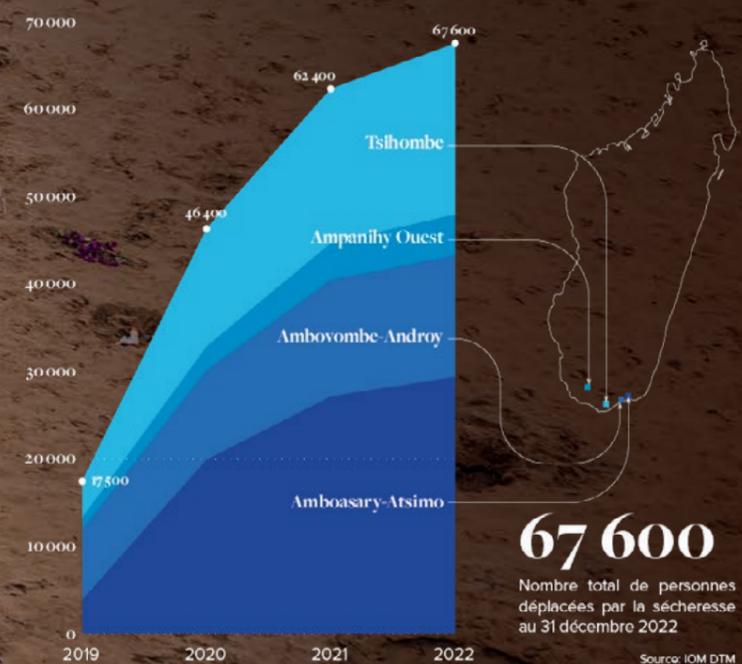
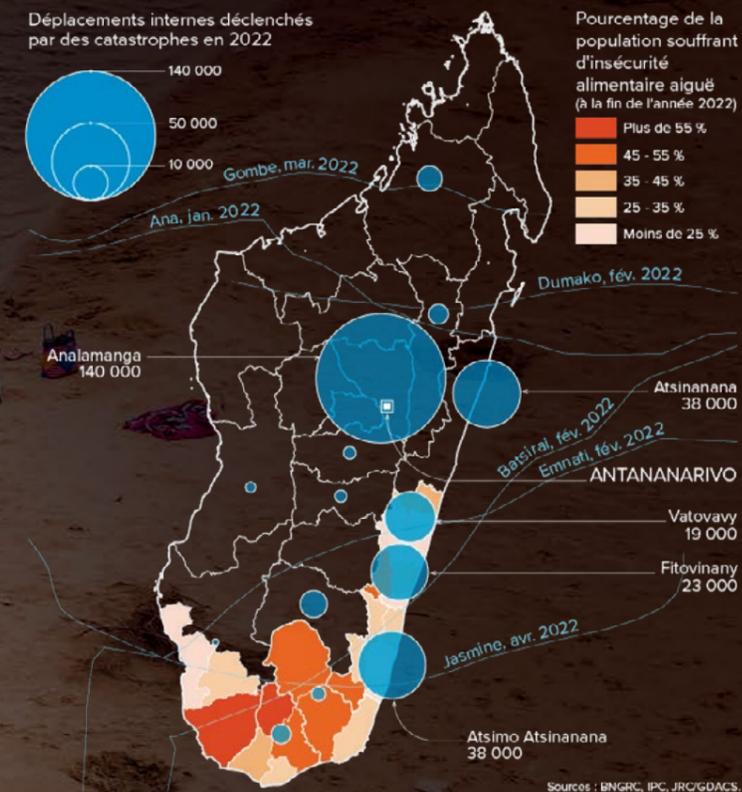
Les tempêtes consécutives de 2022 ont endommagé le manioc, le maïs et les cultures de rente, affaiblissant davantage la production agricole déjà restreinte du pays. Environ 60 000 hectares de rizières ont également été inondés à deux reprises, ce qui a entraîné une récolte inférieure à la moyenne.<sup>100</sup> La région du Grand Sud-Est a pour la première fois été catégorisée comme en phase 3 d'insécurité alimentaire selon l'IPC.<sup>101</sup>

En l'absence de nourriture, certaines personnes n'ont pas eu d'autre choix que de dépendre de l'aide humanitaire. En 2021, Madagascar se situait au quatrième rang mondial pour le nombre de personnes confrontées à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire ou phase 5 de l'IPC, en particulier dans le Grand Sud.<sup>102</sup> Bien que l'aide humanitaire ait augmentée lors de la première moitié de 2022, empêchant ainsi la famine, les conditions restent critiques pour de nombreuses personnes.<sup>103</sup> Parmi les 21 pour cent de la population évalués, environ 2,2 millions de personnes étaient toujours en situation d'insécurité alimentaire aiguë à la fin de l'année.<sup>104</sup> Il n'est pas rare que des membres d'une famille doivent partir à la recherche de meilleures opportunités d'emploi et ne reviennent pas, ce qui accroît la vulnérabilité des personnes dépendantes restées en arrière.<sup>105</sup>

Même sans l'influence du changement climatique, les faibles précipitations font partie de la variabilité cyclique du climat local et une telle situation se reproduira assurément.<sup>106</sup> Des stratégies améliorées et coordonnées d'atténuation climatique, telles que des investissements dans des cultures résistantes à la sécheresse, sont nécessaires pour concrétiser des solutions contre le déplacement interne. Des investissements dans le développement socio-économique des régions rurales du nord-ouest, comme Mahajanga, qui a reçu un afflux de population en provenance d'autres régions, devraient également être encouragés.<sup>107</sup>

Le gouvernement de Madagascar a déployé des efforts importants lors des dernières années pour mieux comprendre les risques et appliquer des politiques pour lutter contre les impacts des catastrophes et du changement climatique. En 2015, il a mis en place une base de données nationale sur les pertes dues aux catastrophes, une initiative qui a permis d'améliorer les informations de base, notamment sur le déplacement dû aux catastrophes.<sup>108</sup> Cette initiative a été suivie d'une révision de la loi nationale sur la gestion des risques de catastrophes et de l'introduction d'une stratégie nationale en la matière l'année suivante.<sup>109</sup> Un plan d'adaptation au changement climatique a également été adopté en décembre 2021, mais ces initiatives n'abordent pas le déplacement.<sup>110</sup>

Ces initiatives ont été suivies de projets visant à renforcer la résilience aux catastrophes, dont un soutenu par plusieurs partenaires internationaux dans le Grand Antananarivo pour développer une planification urbaine tenant compte des risques en améliorant les systèmes de drainage et en utilisant des solutions basées sur la nature pour réduire les risques.<sup>111</sup> Étant donné que le pays est voué à être affecté par des événements météorologiques saisonniers qui provoquent du déplacement, il est primordial d'inclure dans les politiques existantes et futures des éléments qui traitent spécifiquement ce phénomène.



La rivière Mandrare, dans la région du Grand Sud de Madagascar, a débordé après que des tempêtes consécutives aient frappé le pays en janvier 2022, aggravant les impacts de la sécheresse en cours. © UNICEF/UN0673576/Safidy Andrianantenaina, juin 2022



Une boulangerie détruite par les combats en Syrie. Si les conflits et la violence obligent les gens à fuir, ils peuvent aussi avoir de graves répercussions sur leurs moyens de subsistance, ce qui empêche les retours durables. © NRC/Tareq Mnadili, juillet 2022

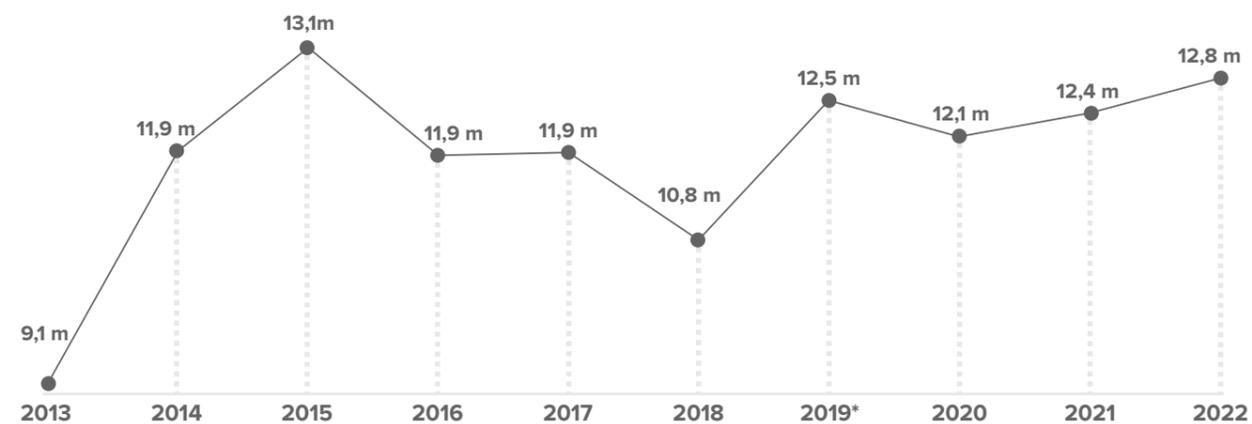
### Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



### Les cinq pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



### Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

### Déplacements internes\* en 2022

\*mouvements



### Les cinq pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



### Déplacements internes causés par les conflits, la violence, et les catastrophes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2013-2022)



Déplacements internes en millions  
\*en milliers

En 2022, le nombre de déplacements internes liés aux conflits et à la violence a diminué au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) pour la troisième année consécutive. Environ 482 000 ont été enregistrés, moins que le un million de 2021. Cependant, les catastrophes ont déclenché 305 000 déplacements, soit 25 pour cent de plus que l'année précédente. La plupart ont été enregistrés dans des pays déjà affectés par des conflits, ce qui illustre la convergence des facteurs dans la région.

Environ 12,8 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne au MENA à la fin de l'année, dont 98 pour cent à cause des conflits et de la violence en Syrie, au Yémen, et en Irak. Les données montrent que, malgré une réduction significative des conflits, le déplacement prolongé constitue un défi majeur à relever.

### Déplacement dû à un conflit prolongé

Les conflits à grande échelle et le déplacement qui en découle ont considérablement diminué dans la région MENA au cours des dernières années, mais les solutions durables restent une perspective lointaine pour de nombreuses personnes de la région déplacées dans leur propre pays. En effet, le nombre de personnes en situation de déplacement à l'intérieur de leur pays a augmenté de 3 pour cent en 2022. Ces tendances opposées montrent qu'une réduction de la violence ne se traduit pas nécessairement par une diminution du nombre de personnes déplacées dans leur pays si ces dernières ne sont toujours pas en mesure de rentrer chez elles, de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs. La Syrie, l'Irak, le Yémen et la Libye représentent à eux seuls 20 pour cent de l'ensemble des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de conflits et de violences dans le monde.

La violence s'est poursuivie en Syrie l'année dernière, en particulier dans les gouvernorats d'Idlib et d'Alep, dans le nord du pays. La hausse des prix alimentaires mondiaux et la dévaluation de la monnaie nationale ont plongé le pays dans la pire crise économique qu'il ait connue depuis le début de la guerre, aggravant la situation humanitaire.<sup>112</sup> La communauté humanitaire a progressé dans la construction d'abris dignes pour les déplacés internes vivant dans des camps, mais des investissements à plus long terme sont nécessaires pour restaurer les logements, les infrastructures, les services de

**52 %**  
de diminution du déplacement lié à des conflits, mais de nombreuses personnes vivent toujours en situation de déplacement prolongé

**25 %**  
d'augmentation des déplacements liés à des catastrophes en 2022



Des Yéménites déplacés à l'intérieur du pays ont vu leur camp inondé par de fortes pluies dans les alentours de Taez, en septembre 2022. © Gettyimages/Ahmad Al-Basha/AFP, septembre 2022



Bâtiments endommagés dans la vieille ville de l'ouest de Mossoul, en Irak, qui est toujours en cours de reconstruction, bien que les combats aient diminué ces dernières années. © NRC/Ahmed Kaka, juin 2022

## 6,9 m

de personnes déplacées internes en Syrie en 2022. Des investissements supplémentaires dans le logement, les infrastructures et les services de base sont nécessaires pour faire avancer les solutions.

base et concrétiser des solutions durables pour les 6,9 millions de personnes déplacées dans le pays.<sup>113</sup>

Malgré une diminution significative des conflits et de nouveaux déplacements au Yémen après une trêve en avril, la crise humanitaire ne s'est pas calmée, et 4,5 millions de personnes vivaient encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Certaines d'entre elles ont tenté de revenir à leur résidence d'origine mais leurs perspectives sont limitées par la menace constante d'un retour de la violence et le manque de moyen de subsistance. Il est estimé que plus de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire aiguë, et l'accès à l'aide humanitaire reste fortement restreint (voir « En détail », p. 43).<sup>114</sup>

L'Irak et la Libye connaissent également du conflit et du déplacement prolongés, mais ces deux pays ont enregistré une baisse significative du nombre de personnes déplacées internes au cours des dernières années. La diminution en Irak coïncide avec la défaite de l'État Islamique du levant en 2017. Il reste cependant des obstacles à surmonter pour trouver des solutions, notamment l'absence de sécurité foncière et la prévalence de groupes armés non étatiques. D'après les derniers chiffres, plus de 592 000 des personnes qui sont retournées chez elles vivaient dans des conditions de pauvreté et de vulnérabilité, et étaient exposées à des risques liés au manque de protection, notamment l'exploitation, l'abus, les violences sexistes, et le trafic d'êtres humains.<sup>115</sup>

Des éruptions de violence ont provoqué près de 32 000 déplacements en 2022. Un tiers de ceux-ci se sont produits au début du mois de mai dans le nord de l'Irak lorsque des forces de sécurité ont affronté des groupes armés non étatiques.<sup>116</sup> Peu de personnes déplacées ont pu retourner à leur foyer, notamment à cause d'un manque de moyens de subsistance, des retards dans la compensation pour les habitations endommagées et les traumatismes liés au déplacement à répétition et à la violence.<sup>117</sup> Les retours durables continuent d'être entravés par le manque de sécurité et la prévalence de multiples groupes armés, en particulier dans les gouvernorats qui ont connu des combats intenses entre 2014 et 2017.

En Irak, les taux de chômage parmi les personnes déplacées sont au moins dix pour cent plus élevés par rapport au reste de la population, ce qui a accru leur insécurité alimentaire. Cette situation a poussé de nombreuses personnes à adopter des stratégies de survie négatives, notamment en retirant leurs enfants de l'école, en vendant des biens productifs, en s'impliquant dans la criminalité et en organisant des mariages précoces.<sup>118</sup>

En Libye, près de 674 000 personnes déplacées dans leur propre pays sont rentrées chez elles depuis 2016.<sup>119</sup> Le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année 2022, était le plus bas depuis 2013, avec près de 135 000 personnes. Près de la moitié d'entre elles se trouvaient dans l'ouest du pays, où les maisons et les infrastructures sont gravement endommagées et où les services de base font défaut dans les zones d'origines.<sup>120</sup>

Les déplacés internes sont confrontés à des risques accrus en matière de protection et de sécurité, y compris le risque d'expulsion. Environ 2 800 personnes se sont vu accorder un jour pour quitter leur campement en mai, sans qu'aucune option de logement ne leur soit proposée.<sup>121</sup> Le gouvernement et les Nations Unies ont lancé en décembre un cadre triennal de coopération pour le développement durable, qui fusionne la gestion des migrations et les stratégies de solutions durables afin d'améliorer la coordination et d'accroître la portée des programmes afin de renforcer la cohésion sociale, ce qui constitue une étape importante pour mettre un terme durable au déplacement.<sup>122</sup>

Cependant, la stabilité instaurée depuis le cessez-le-feu d'octobre 2020 a été menacée l'année dernière par les retards de l'organisation des élections, ce qui a alimenté les tensions entre les administrations rivales et a ravivé les craintes de

nouvelles violences.<sup>123</sup> Des affrontements ont éclaté le 27 et le 28 août, causant des dizaines de morts et 360 déplacements, ce qui constitue la montée de violence la plus importante que le pays ait connue en deux ans.<sup>124</sup> Des bombardements aveugles sur des zones densément peuplées et la destruction de biens civils, y compris des véhicules, des maisons et des installations médicales, ont été signalés.<sup>125</sup>

Le déplacement interne en Palestine est l'un des plus prolongés au monde, et les hostilités ainsi que les démolitions de logements forcent chaque année des personnes à quitter leur foyer.<sup>126</sup> Plus de 1 800 de ces déplacements ont été enregistrés en 2022. L'évènement le plus marquant s'est déroulé dans la bande de Gaza en août, lorsque des frappes aériennes israéliennes ont endommagé plus de 1 700 habitations et déclenché plus de 640 déplacements.<sup>127</sup> Environ 1 000 déplacements ont été signalés en Cisjordanie pendant l'année, principalement à cause de la démolition d'habitations. Dans toute la Palestine, environ 12 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

**Si le nombre de personnes déplacées dans leur pays en Libye a considérablement diminué, les habitations et les infrastructures ont subi des dommages importants et les services de base font défaut dans les zones de retour.**

**Le déplacement interne en Palestine est l'un des plus prolongés au monde.**

## Inondations et tempêtes

Les inondations et les tempêtes ont déclenché 209 000 déplacements dans toute la région en 2022. Le Yémen en a enregistré 170 000, soit 81 pour cent du total. Nombre de ces déplacements étaient des mouvements secondaires des personnes ayant déjà fui des conflits et qui vivaient dans des conditions vulnérables (voir « En détail », p. 43).

La récurrence et la gravité des inondations, qui ont également fait des ravages en 2020 lorsqu'elles ont entraîné le plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes jamais enregistré dans le pays, montrent une fois de plus la nécessité de mieux protéger les personnes déplacées, qui sont souvent plus exposées aux aléas. Ceci montre également la nécessité d'adopter des mesures plus complètes de réduction des risques de catastrophes dans les zones urbaines informelles où vivent la plupart des déplacés, et dans les camps, qui sont susceptibles aux inondations, ce qui oblige les personnes à se déplacer à nouveau.<sup>128</sup>

Au début de l'année 2022, des inondations en Iran ont déclenché au moins 19 000 déplacements, ce qui en a fait l'évènement responsable du plus grand nombre de déplacements du pays pour cette année.<sup>129</sup> Les inondations liées à la mousson et les glissements de terrain à la fin du mois de juillet ont aussi déclenché 11 200 déplacements.<sup>130</sup>

En Syrie, des vents violents ont causé plus de 13 000 déplacements au début du mois de janvier, seulement quelques semaines après que des inondations dans la même région aient détruit les tentes de plus de 5 000 personnes qui avaient fui les conflits.<sup>131</sup> Les tempêtes de neige et les conditions hivernales rigoureuses ont détruit des tentes en janvier, provoquant le déplacement d'environ 1 500 personnes.<sup>132</sup> Ces conditions, combinées à la destruction des infrastructures après une décennie de conflit, ont ralenti l'acheminement de l'aide et des services de santé vers les personnes dans le besoin.<sup>133</sup>

Les effets conjugués des conflits et des catastrophes ont également été évidents en 2022 en Palestine, où les inondations ont entraîné 220 évacuations temporaires dans la bande de Gaza.<sup>134</sup> Le blocus de Gaza a accru les risques d'inondation en entravant le développement d'infrastructures résilientes et en augmentant la vulnérabilité des habitants du territoire.<sup>135</sup>

# 69 000

**déplacements ont été provoqués par les feux de forêt et les sécheresses dans la région du MENA, le chiffre le plus élevé depuis 2016**

**Le Yémen, la Syrie, et l'Irak ont été durement touchés par les impacts cumulés des catastrophes et des conflits**

## Sécheresse et feux de forêt

Le MENA est une des régions les plus arides de la planète. La région est donc confrontée aux aléas à évolution lente, notamment la sécheresse, et est très vulnérable aux effets du changement climatique.<sup>136</sup> Notre compréhension de la manière dont ces facteurs aggravent les vulnérabilités sociales et économiques à l'origine des déplacements reste toutefois limitée, car les données ne sont disponibles que pour un petit nombre de pays.

Les sécheresses et les incendies de forêt ont provoqué 69 000 déplacements dans la région du MENA en 2022, le chiffre le plus élevé depuis 2016. En Irak, 51 000 mouvements ont été enregistrés, ce qui représente environ un sixième de tous les déplacements dus à des catastrophes dans l'ensemble de la région. Huit gouvernorats ont été touchés, en particulier Thi-Qar où se trouvent les marais de Mésopotamie.<sup>137</sup> Les zones humides abritent de grandes communautés d'éleveurs de buffles d'eau dont les moyens de subsistance ont été gravement affectés par la mort du bétail.<sup>138</sup>

La sécheresse a également entraîné une baisse de la production alimentaire et une hausse des prix qui ont mis à mal les moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs en général, en particulier dans le sud.<sup>139</sup> La mauvaise gestion de l'eau et la construction de barrages en amont ont aggravé la situation.<sup>140</sup> À la fin de l'année, près de 69 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison de la sécheresse. Elles étaient réparties dans plus de la moitié des gouvernorats du pays, Missan en accueillant le plus grand nombre.<sup>141</sup>

Le manque de pluie a aussi favorisé les feux de forêt dans la région, ce qui a entraîné davantage de déplacement que les années précédentes. Les pays du bassin méditerranéen, dont le Maroc et l'Algérie, ont été parmi les plus touchés par une vague de chaleur en juillet et août. Les incendies de forêt ont provoqué le déplacement de 9 500 personnes dans les zones rurales du nord du Maroc à la mi-juillet.<sup>142</sup> En octobre 2022, les incendies de forêt avaient détruit plus de terres dans tout le pays que les neuf années précédentes réunies.<sup>143</sup>

Les incendies de forêt ont également provoqué 2 000 déplacements dans le nord-est



Des personnes déjà déplacées par le conflit au nord d'Alep, en Syrie, ont vu leurs tentes endommagées par des tempêtes de neige en janvier 2022. © Gettyimages/Omar Albam/SOPA Images, janvier 2022

de l'Algérie, où ils ont détruit 10 pour cent d'une importante réserve de biodiversité et ses environs, tuant des dizaines de personnes et de nombreuses têtes de bétail.<sup>144</sup> Au Yémen, ils ont déclenché près de 1 200 mouvements, principalement dans le gouvernorat de Hodeidah, également touché par le conflit.<sup>145</sup>

La région du MENA abrite 12 des 17 pays les plus soumis au stress hydrique, ce qui a incité les gouvernements à prendre davantage de mesures pour réduire les risques de sécheresse et mieux gérer les systèmes d'approvisionnement en eau.<sup>146</sup> La Jordanie, le Liban et le Maroc ont conclu un partenariat avec l'Institut international de gestion de l'eau dans le cadre d'un projet visant à anticiper, à préparer et à atténuer les effets de la sécheresse.<sup>147</sup> Des pays tels que la Syrie et l'Irak, confrontés aux effets conjugués de la sécheresse et des conflits et où la sécheresse a déjà alimenté les tensions communautaires, la violence, et le déplacement de population, profiteraient d'une telle initiative.<sup>148</sup>

**Au Maroc, les feux de forêt ont détruit plus de terres en 2022 que lors des 9 dernières années combinées.**

**Les initiatives qui aident les pays à anticiper, à se préparer et à atténuer les effets du déplacement dû aux catastrophes dans la région du MENA devraient être renforcées.**

## En détail – Yémen : la crise persiste malgré la trêve et la diminution du déplacement lié aux conflits

La huitième année du conflit au Yémen a été marquée par une diminution significative des combats, des pertes, et du déplacement après une trêve.<sup>149</sup> Toutefois, le nombre total de nouveaux déplacements internes dus aux conflits et à la violence est resté élevé en 2022, avec 276 000 déplacements. Les catastrophes ont aussi déclenché un grand nombre de mouvements, 171 000 au total. Il s'agit du deuxième chiffre le plus élevé pour le pays depuis que les données sont devenues disponibles en 2008. La majorité des déplacements sont dus à des crues soudaines lors de la saison des pluies.

Les affrontements entre Ansar Allah et la coalition menée par l'Arabie Saoudite se sont intensifiés à la fin de l'année 2021, et ont déclenché un grand nombre de déplacements au premier trimestre 2022. Près de 71 000 mouvements ont été enregistrés pour le seul mois de janvier, et la situation humanitaire des déplacés internes s'est détériorée. Les attaques contre le personnel humanitaire et les obstacles administratifs ont entravé l'accès et la fourniture d'une aide vitale à 21,6 millions de Yéménites dans le besoin.<sup>150</sup> Cette période a été suivie d'une trêve de deux mois qui est entrée en vigueur le 2 avril, suite à des semaines de négociations facilitées par les Nations Unies. Elle a été prolongée deux fois jusqu'au 2 octobre, contribuant à diviser par cinq le déplacement interne, qui est passé d'en moyenne 48 000 au premier trimestre à en moyenne 9 100 au dernier.<sup>151</sup>

Malgré une accalmie significative du conflit suite à la trêve, des déplacements ont continué d'être enregistrés, en particulier autour des zones densément peuplées et des lignes de front. Près de la moitié des mouvements associés ont eu lieu à Hodeidah et Marib, des gouvernorats où se sont déroulés la plupart des combats.<sup>152</sup>

Ces deux gouvernorats, ainsi que celui de Hajjah, ont également été les plus touchés par le déplacement dû aux catastrophes, en particulier pendant la saison des pluies de juin à août. L'intensité des pluies de 2022 était de 300 pour cent supérieure à l'intensité annuelle moyenne, et elles ont balayé 80 pour cent du pays, forçant de nombreuses personnes déplacées à fuir à nouveau.<sup>153</sup> Comme lors des inondations de 2020, les sources d'eau ont été contaminées, diminuant l'accès à l'eau potable et augmentant le risque des maladies transmises par l'eau.<sup>154</sup> La situation était particulièrement sévère pour les personnes déplacées vivant dans des camps, qui ont tendance à manquer d'infrastructures adéquates pour la gestion de l'eau et des déchets.<sup>155</sup>

La trêve a entraîné une augmentation de 77 pour cent du nombre de rapatriés dans les six mois qui ont suivi sa déclaration par rapport aux six mois qui l'ont précédée, passant de 13 200 à 23 500. La situation était très variable entre les gouvernorats. Les retours vers Hodeidah se sont multipliés par quatre, tandis que ceux vers Marib ont diminué de moitié.<sup>156</sup> Le manque de données n'a pas permis de déterminer clairement la sécurité et la durabilité de ces retours.

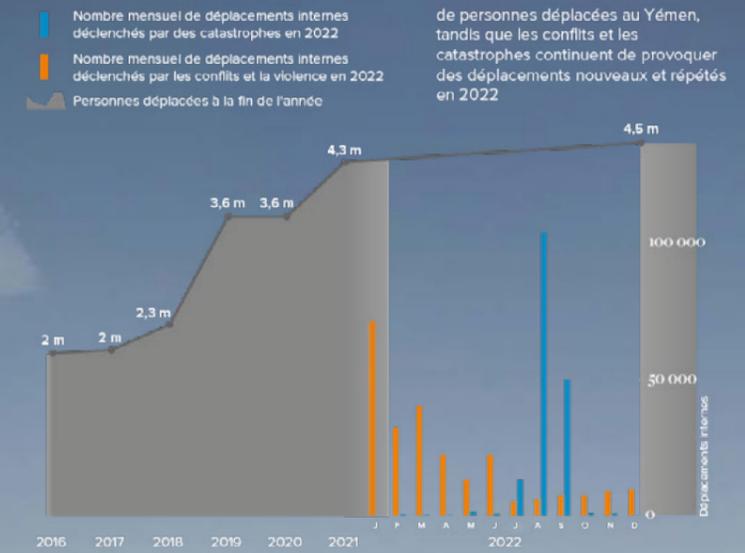
Les retours dans des zones auparavant inaccessibles près des lignes de front ont notamment exposé les personnes déplacées dans leur pays à des mines et à des restes explosifs de guerre (REG). Les inondations ont également déplacé ces restes dans de nouvelles zones et détruit les panneaux d'avertissement. Environ 343 civils ont été blessés ou tués au cours des six mois qui ont suivi la trêve, contre 338 pour l'ensemble de l'année 2021. Une personne déplacée interrogée sur cinq a cité le nettoyage des REG comme crucial pour son retour.<sup>157</sup>

La réduction des risques liés aux catastrophes et l'élimination des REG doivent être des priorités pour diminuer et, au final, éviter le déplacement cyclique et prolongé. La persistance de niveaux élevés d'insécurité et le manque de moyens de subsistance dans les zones de retour découragent également de nombreuses personnes déplacées dans leur pays, qui préfèrent attendre des signes clairs de consolidation de la paix avant de rentrer chez elles.<sup>158</sup>

L'intégration locale pourrait être une solution pour de nombreuses personnes déplacées dans leur pays, mais elle a été entravée par une augmentation significative des expulsions forcées, en partie parce que les personnes déplacées dans leur pays n'ont pas les moyens de payer un loyer dans leur région d'accueil.<sup>159</sup> Ces facteurs combinés signifient que le Yémen enregistre des niveaux élevés et persistants de mouvements nouveaux et répétés, et un nombre croissant de personnes vivant en situation de déplacement à la fin de chaque année. Le chiffre de 2022 était de 4,5 millions, l'un des plus élevés au monde.

## 4.5 millions

de personnes déplacées au Yémen, tandis que les conflits et les catastrophes continuent de provoquer des déplacements nouveaux et répétés en 2022



sources : IOM-DTM, Mécanisme de réponse rapide du PNUAP (Fonds des Nations unies pour la population)

80 pour cent du Yémen a été touché par des précipitations supérieures à la moyenne en août 2022, ce qui a provoqué des inondations et déplacé des personnes qui fuyaient déjà le conflit. © Gettyimages/Mohammed Hamoud/Anadolu Agency, août 2022



# Asie de l'Est et le Pacifique

Lac Sentani dans le district de Jayapura en Papouasie, Indonésie. Les catastrophes géophysiques et météorologiques provoquent chaque année des centaines de milliers de déplacements à travers le pays. © UNICEF/UN0711549/Clark, juillet 2022

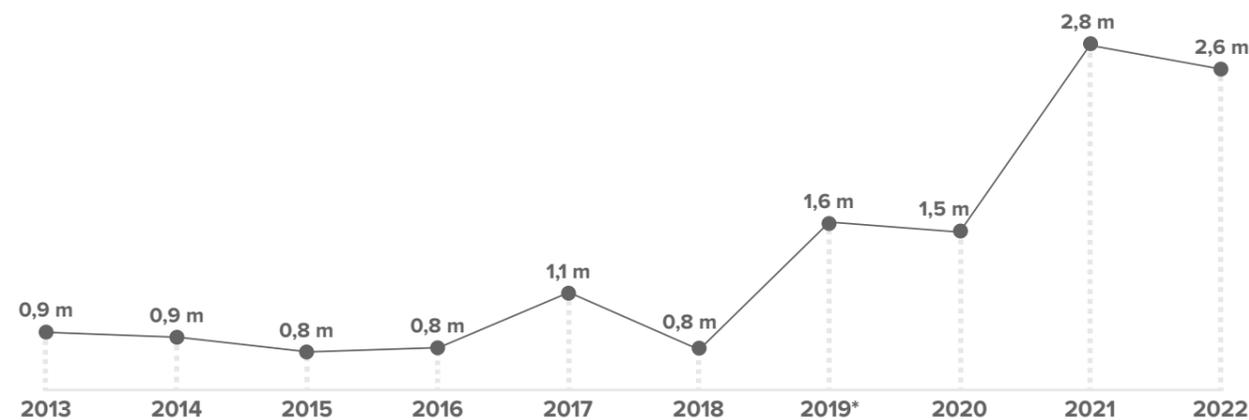
## Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



### Les cinq pays de l'Asie de l'Est et du Pacifique avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



### Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Asie de l'Est et au Pacifique à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

## Déplacements internes\* en 2022

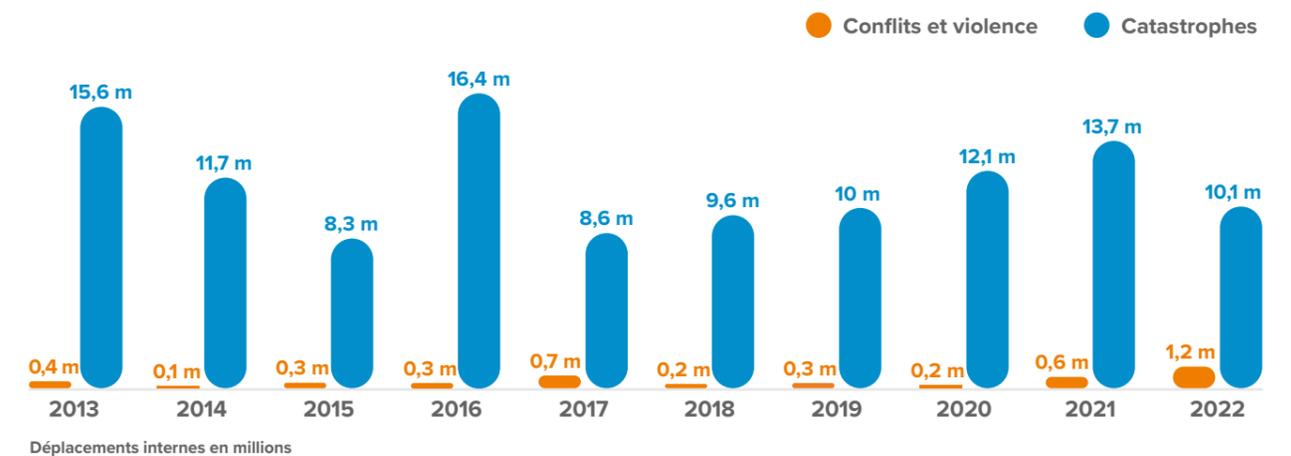
\*mouvements



### Les cinq pays d'Asie de l'Est et du Pacifique avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



### Déplacement interne causé par les conflits, la violence, et les catastrophes en Asie de l'Est et au Pacifique (2013-2022)



Déplacements internes en millions

Les catastrophes ont été le principal facteur de déplacement interne en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2022. Environ 10,1 millions de mouvements ont été enregistrés, ce qui représente une baisse par rapport aux 13,7 millions enregistrés en 2021 et à la moyenne annuelle de 11,6 millions enregistrée au cours de la dernière décennie. Fait rare, le phénomène La Niña s'est poursuivi pour la troisième année consécutive, modifiant considérablement les conditions météorologiques. La plupart des régions d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont connu des saisons des pluies et des cyclones moins intenses et ont enregistré moins de déplacements de population.<sup>160</sup> Toutefois, près d'un tiers des pays de la région ont signalé une augmentation du déplacement provoqué par les catastrophes, dont un grand nombre en Asie du Sud-Est.

Le nombre de déplacements associés aux conflits et à la violence a augmenté de 92 pour cent par rapport à 2021 pour atteindre 1,2 million, le chiffre le plus élevé depuis que des données sont disponibles. La montée des conflits et de la violence au Myanmar représentait environ un million de déplacements, le chiffre le plus élevé jamais signalé pour le pays (voir « En détail », p. 53). Le nombre de déplacements liés à des conflits a aussi augmenté en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour atteindre 64 000, sept fois plus que les 9 500 enregistrés en 2021.

Environ 2,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région à la fin de l'année, dont 1,8 million à cause des conflits et de la violence, dont la vaste majorité était au Myanmar. Les chiffres des personnes vivant en situation de déplacement à cause des catastrophes sont difficiles à obtenir, car la plupart des évaluations des pays se terminent peu de temps après la fin des conséquences principales des catastrophes et ne comptabilisent pas un grand nombre de personnes déplacées.

## Tempêtes

Les tempêtes étaient moins sévères que lors des années précédentes, mais ont tout de même déclenché plus de déplacements que tous les autres aléas. Environ 6,8 millions ont été enregistrés, huit millions de moins qu'en 2021. Les Philippines et la Chine, qui sont toutes deux très exposées aux aléas, ont à nouveau enregistré les chiffres les plus élevés. Les deux pays ont été touchés par la

**~x2**  
augmentation du nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence dans la région depuis 2021

**27 %**  
de diminution du nombre de mouvements liés à des catastrophes dans la région depuis 2021, à cause d'une saison des cyclones plus faible



Un village inondé à Shangrao, dans la province chinoise de Jiangxi. Plus de 3,6 millions de déplacements ont été provoqués par des catastrophes dans le pays. © Getty Images/VCG, juin 2022

tempête tropicale Nalgae, le typhon Muifa, et la tempête tropicale Megi, qui ont causé plus des trois quarts des déplacements liés aux tempêtes dans la région.

Nalgae, qui est dénommée « Paeng » par les populations locales, a traversé dix provinces des Philippines entre le 26 et le 30 octobre, déclenchant près de trois millions de déplacements, le plus grand nombre pour un événement unique dans la région l'année dernière. La plupart de ces déplacements étaient des évacuations préventives et organisées par le gouvernement, qui a mis en place près de 10 700 centres d'évacuation pour accueillir les personnes déplacées.<sup>161</sup> À la fin de l'année, environ 55 000 personnes étaient toujours déplacées à cause de Nalgae.<sup>162</sup>

En avril, Megi a touché les mêmes zones que le typhon Rai quatre mois auparavant qui était la tempête la plus sévère de 2021. Lorsque Megi est arrivée, les personnes qui avaient été déplacées par Rai ont dû fuir à nouveau. Cette situation a mis en lumière la nature répétée du déplacement de nombreuses personnes exposées à de violentes tempêtes aux Philippines (voir « En détail », p. 55).

**51 %**  
de tous les déplacements dus à des catastrophes dans la région ont été déclenchés par trois tempêtes : Nalgae, Muifa et Megi

La plupart des tempêtes qui ont frappé les Philippines se sont déplacées vers le nord, en direction des côtes chinoises, où elles ont provoqué environ 1,8 million de déplacements, principalement dans les provinces de Zhejiang, Guangdong et Guangxi. Le typhon Muifa a provoqué 1,3 million de mouvements dans la province de Zhejiang, toutes des évacuations préventives à l'approche de la tempête.<sup>163</sup> Les évacuations préventives ont représenté 72 pour cent de l'ensemble des déplacements dus à des catastrophes en Chine l'année dernière.<sup>164</sup> Comme aux Philippines, la forte exposition du pays aux tempêtes majeures a incité les autorités à mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des protocoles d'évacuation qui ont permis de réduire le nombre de personnes blessées ou tuées par les catastrophes.

Des protocoles similaires ont été mis en place dans d'autres pays très exposés, dont le Viêt Nam et le Japon. Environ 96 pour cent de tous les déplacements liés à des catastrophes enregistrés au Viêt Nam l'année dernière étaient des évacuations préventives avant le typhon Noru.<sup>165</sup> Au Japon, les évacuations ne sont pas obligatoires. Le gouvernement a lancé des alertes d'évacuation pour près de deux millions de personnes à l'approche du typhon Nanmadol, mais lorsque la tempête est arrivée le 18 septembre, seuls 30 000 déplacements avaient eu lieu.<sup>166</sup>

## Inondations

Les inondations ont provoqué 2,7 millions de déplacements internes dans la région, soit beaucoup moins que les 5,3 millions enregistrés en 2021. Les inondations survenues en Chine pendant la saison de la mousson en Asie de l'Est, entre mai et septembre, ont représenté près des deux tiers du total. Les inondations de la saison des pluies ont également provoqué 20 000 déplacements en Indonésie, ce qui représente une réduction significative par rapport aux 411 000 déplacements signalés en 2021.<sup>167</sup>

À l'inverse, les déplacements dus aux inondations dans le Pacifique ont connu une augmentation significative. L'Australie a été particulièrement touchée. Les États de New South Wales et de Queensland, dans l'est du pays, ont connu des inondations de fin février à début avril, puis à nouveau en juillet. Elles ont provoqué près de 16 000 déplacements, certains concer-

nant des personnes déplacées plus d'une fois. L'étendue des inondations a poussé les autorités à déclarer un état d'urgence national. Il s'agit de la première déclaration de ce type depuis que le Congrès a révisé la loi après la saison meurtrière des feux de brousse de 2019 et 2020.<sup>168</sup>

De nouvelles pluies et inondations ont frappé le sud-est du pays en octobre, provoquant le déplacement de 1 000 personnes dans les États de Victoria, de Tasmanie et de New South Wales, où les sols étaient déjà saturés et les barrages pleins après les fortes pluies précédentes.<sup>169</sup> Les chiffres de déplacement sont prudents, étant donné l'absence de suivi et de rapports systématiques dans le pays. Les inondations de New South Wales ont été considérées comme la catastrophe la plus coûteuse jamais enregistrée en Australie.<sup>170</sup>

Des inondations ont également été signalées dans d'autres régions du Pacifique, notamment en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Nouvelle-Zélande et en Nouvelle-Calédonie.<sup>171</sup> La Nouvelle-Zélande a fait état de fortes précipitations dans les régions du nord et du centre, en particulier au mois d'août, provoquant des inondations qui ont entraîné le déplacement de près de 2 600 personnes.

## Aléas géophysiques

En raison de leur situation sur la ceinture de feu du Pacifique, plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Pacifique sont vulnérables aux tremblements de terre, aux tsunamis et à l'activité volcanique. Ces aléas ont provoqué 518 000 déplacements en 2022, dont 98 pour cent aux Philippines, en Indonésie et en Chine.

Deux puissants tremblements de terre ont frappé la province d'Abra aux Philippines en l'espace de trois mois. Le premier, d'une magnitude de 7, s'est produit le 27 juillet et le deuxième, d'une magnitude de 6,4, le 25 octobre. À eux deux, ils ont provoqué environ 205 000 déplacements, et 50 000 personnes vivaient toujours en situation de déplacement à la fin de l'année.

En Indonésie, un tremblement de terre de magnitude 5,6 s'est produit près de la ville de Cianjur, dans l'ouest de Java, le 21 novembre, provoquant le déplacement d'au moins 115 000 personnes. Plus de 300 personnes ont été tuées, dont

**50 %**  
de diminution des mouvements liés à des inondations par rapport à 2021

**72 %**  
de tous les déplacements dus à des catastrophes en Chine étaient des évacuations préventives



Des habitations détruites par le tremblement de terre de magnitude 5,6 qui a frappé Cianjur, dans la province de Java Ouest, en Indonésie, le 21 novembre 2022. Ce séisme a déclenché au moins 115 000 déplacements. © GettyImages/Aditya Irawan /NurPhoto, novembre 2022

un tiers étaient des enfants.<sup>172</sup> Les glissements de terrain ont isolé de nombreuses communautés, les privant d'accès aux services essentiels. Les répliques et les pluies saisonnières ont encore entravé les secours et l'assistance.<sup>173</sup>

Au Japon, un tremblement de terre de magnitude 7,4 a frappé la côte de Fukushima, provoquant 1 700 déplacements.<sup>174</sup> Le séisme s'est produit à proximité de la zone touchée par le tremblement de terre et le tsunami de 2011 dans l'est du Japon, ce qui a incité les autorités chargées de la gestion des catastrophes à surveiller de près la situation.<sup>175</sup> À la fin de l'année, environ 45 000 personnes vivaient en situation de déplacement dans tout le pays à cause des catastrophes. Parmi elles, 31 000 avaient déjà été déplacées par la catastrophe de 2011.

L'éruption du volcan sous-marin Hunga Tonga-Hunga Ha'apai en janvier a également provoqué des dégâts et un déplacement importants par rapport à la taille et à la population du Tonga. Il a causé un tsunami qui a touché plusieurs îles de l'archipel, déclenchant environ 2 400 mouvements. Le tsunami a également perturbé le réseau électrique du pays, ce qui a ralenti la réponse (voir « En détail », p. 57).<sup>176</sup>

## Conflits et violence

Les conflits et la violence ont provoqué 1,2 million de déplacements en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2022, le chiffre le plus élevé pour la région depuis que les données sont devenues disponibles en 2008. Les déplacements sont survenus au Myanmar, aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et en Indonésie. Le Myanmar représentait 84 pour cent du total alors que la situation sécuritaire dans le pays continue de se détériorer (voir « En détail », p. 53).

Aux Philippines, les conflits et la violence ont provoqué environ 123 000 déplacements, dont 91 pour cent ont eu lieu dans la région autonome de Bangsamoro, dans le Mindanao musulman. Le nombre de personnes déplacées en raison de conflits et de violences dans l'ensemble du pays est passé de 445 300 en 2017 à 102 000 à la fin de l'année dernière. Cette diminution s'explique par le retour de la plupart des personnes qui avaient fui le conflit de 2017

dans la ville de Marawi, mais l'événement représentait encore près de 80 pour cent des personnes vivant encore en situation de déplacement dû aux conflits dans le pays à la fin de 2022.<sup>177</sup>

Le déplacement dû aux conflits a augmenté en Papouasie-Nouvelle-Guinée au cours des dernières années. Les élections nationales de juillet 2022 ont attisé les tensions, et les violences qui ont suivi ont provoqué 64 000 déplacements. L'insécurité persistante dans la région des Hautes-Terres a entravé l'évaluation des besoins, indiquant que les estimations de déplacement sont prudentes. On signale des perturbations dans l'éducation des enfants, une augmentation de la violence sexiste et des lacunes dans les soins de santé à cause du déplacement des équipes médicales, des perturbations d'approvisionnement et des endommagements des installations.<sup>178</sup> À la fin de l'année, environ 91 000 personnes étaient déplacées en raison des conflits et de la violence dans tout le pays, dont 13 000 depuis plus de cinq ans.

Les violences localisées en Indonésie ont provoqué 7 100 déplacements, soit quatre fois moins qu'en 2021. Le parlement du pays a approuvé en juillet une loi visant à créer trois nouvelles zones autonomes dans la province de Papouasie : la Papouasie du Sud, la Papouasie centrale et la Papouasie des Hautes-Terres.<sup>179</sup> Cette décision a suscité une certaine résistance en Papouasie et en Papouasie occidentale, entraînant des protestations et des violences.<sup>180</sup> À la fin de l'année, environ 72 000 personnes étaient déplacées en raison de conflits et de violences dans l'ensemble du pays, souvent pour des périodes prolongées.



*Destruction suite à un tremblement de terre de magnitude 7,3 à Shiroishi, Japon, le 17 mars 2022. Environ 1 700 déplacements ont été enregistrés suite à cet événement. © GettyImages/Charly Triballeau/AFP, mars 2022*

## En détail – Myanmar : la montée du conflit mène à un déplacement sans précédent

En février 2021, une prise de pouvoir par les militaires a déclenché des manifestations qui ont été violemment réprimées. Les manifestations se sont toutefois rapidement transformées en un mouvement de résistance armée qui s'est étendu à l'ensemble du pays : la Force de défense du peuple (PDF).<sup>181</sup> Cette résistance a continué à se développer en 2022, ajoutant une couche de complexité aux conflits de longue date entre l'armée et un certain nombre de groupes armés ethniques non étatiques.

Les combats se sont intensifiés dans tout le pays, avec des offensives à grande échelle et des attaques aveugles qui ont provoqué environ un million de déplacements internes dans onze des quatorze États et régions du Myanmar, soit le chiffre annuel le plus élevé jamais enregistré dans le pays. À la fin de l'année, 1,5 million de personnes étaient déplacées en raison du nouveau conflit ou de la situation prolongée, soit deux fois plus qu'avant la prise du pouvoir par les militaires.<sup>182</sup>

Près de 67 pour cent des nouveaux mouvements ont eu lieu dans les régions de Sagaing et de Magway, au nord-ouest du pays, où 568 000 et 104 000 mouvements ont été enregistrés respectivement.<sup>183</sup> Ces deux régions avaient été relativement épargnées par la violence avant 2021, mais elles sont rapidement devenues des bastions de la résistance.<sup>184</sup> Les raids militaires et les incendies criminels ont forcé des villages entiers à fuir et ont détruit près de 36 000 maisons à Sagaing en 2022.<sup>185</sup>

Le conflit a également forcé des milliers de personnes à quitter leur foyer dans le sud-est du pays. En juillet, les affrontements armés et les frappes aériennes ont également augmenté de manière significative dans la région de Bago, entraînant un grand nombre de déplacements.<sup>186</sup> Environ 56 000 personnes vivaient en situation de

déplacement à Bago au 31 décembre, 91 fois plus qu'au début de l'année.<sup>187</sup>

En plus du conflit déclenché par la prise de contrôle des militaires, les tensions entre l'armée d'Arakan et les forces armées se sont ravivées dans les États de Rakhine et de Chin en juin, mettant fin à un cessez-le-feu informel qui avait duré près de deux ans.<sup>188</sup> Les affrontements armés et la peur de la violence ont déclenché 17 000 déplacements en août et en septembre, s'ajoutant aux 77 000 personnes déplacées au sein de leur pays par le conflit dans les deux États depuis 2018.<sup>189</sup> Un nouveau cessez-le-feu informel a été annoncé le 26 novembre, mais la situation est restée fragile et des déplacements ont continué d'être signalés en décembre.<sup>190</sup>

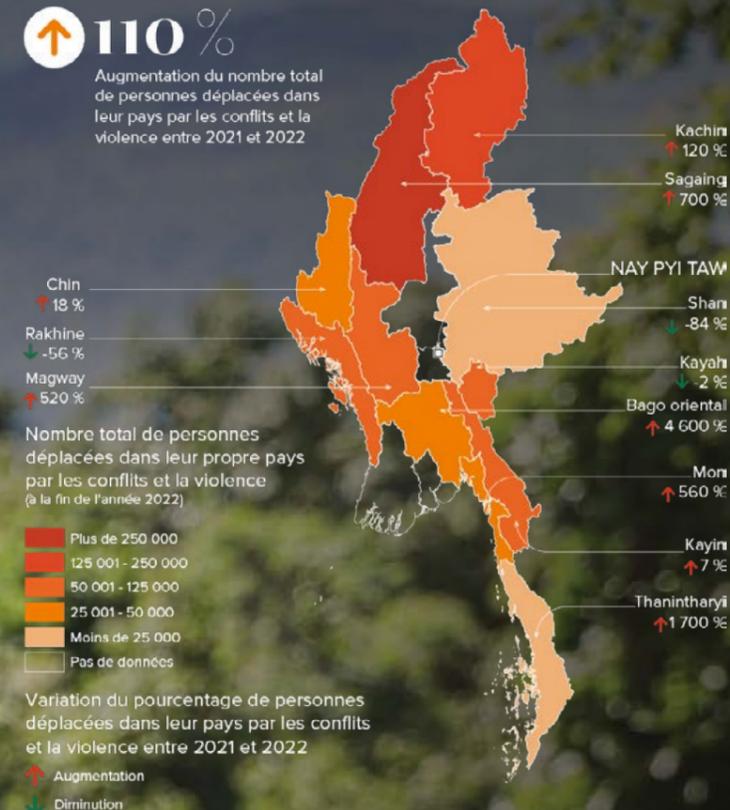
Les besoins humanitaires ont considérablement augmenté dans tout le pays. Selon les prévisions pour 2023, 17,6 millions de personnes auront besoin d'aide en 2023, soit 14,4 millions de plus qu'en 2022.<sup>191</sup> Les personnes déplacées dans leur pays vivent dans des conditions particulièrement précaires de par leur forte exposition à la violence et aux défis qu'elles doivent surmonter pour obtenir de l'aide. La plupart d'entre elles vivent dans des sites informels, tels que des monastères, des églises, ou la forêt à proximité de leur village. L'augmentation de l'utilisation des mines antipersonnel est également très inquiétante.<sup>192</sup> Les personnes déplacées dans le pays ont signalé des décès et des blessures alors qu'elles étaient à la recherche d'un endroit sûr, de nourriture et de produits de première nécessité. Elles ont déclaré que les mines sont un obstacle à leur retour à leur résidence habituelle.<sup>193</sup>

Le système de santé du Myanmar a également été paralysé après la prise de contrôle des militaires, et est devenu de plus en plus impliqué dans le conflit. Au moins 286 inci-

dents de violence contre des installations et du personnel de santé ont été signalés pendant l'année.<sup>194</sup> Ces incidents, couplés aux blocages des vivres pour les camps, ont empêché l'accès aux soins à de nombreuses personnes déplacées.<sup>195</sup>

Environ 15,2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire au mois d'octobre, avec des besoins plus élevés dans le nord-ouest et le sud-est du pays.<sup>196</sup> Dans ces zones, il est très probable que l'accès des personnes déplacées à des revenus, des récoltes et des marchés soit perturbé. En septembre, l'insécurité et la restriction des mouvements dans l'État de Rakhine ont entraîné la suspension des programmes alimentaires et humanitaires dans huit cantons.<sup>197</sup> À partir de décembre, la liberté de mouvement a été réinstaurée dans certaines zones, mais la situation reste complexe et les besoins sont toujours élevés.<sup>198</sup> Les partenaires humanitaires dans l'État de Shan ont également déclaré que les programmes alimentaires destinés aux déplacés internes menacés par la fermeture des camps devaient être amplifiés.<sup>199</sup>

Compte tenu de la sévérité du conflit et de la destruction généralisée des habitations, les perspectives de retour sont limitées. Dans l'État de Kayah, par exemple, seuls 10 pour cent des personnes déplacées depuis février 2021 étaient rentrées chez elles en octobre 2022.<sup>200</sup> Les partenaires ont intensifié leur programmation à l'échelle nationale, mais le plan de réponse humanitaire n'a été financé qu'à hauteur de 41,7 pour cent malgré la détérioration des conditions.<sup>201</sup> En l'absence d'un apaisement du conflit et un meilleur accès humanitaire à travers le pays, les besoins de la population et le risque de déplacement prolongé ou d'un nouveau déplacement continueront d'augmenter.



## En détail – Les Philippines : superposition des impacts des catastrophes et l'importance du suivi du déplacement

Situées à la jonction de la ceinture de feu du Pacifique et de la ceinture des typhons de l'Asie de l'Est, les Philippines est l'un des pays au monde les plus affectés par le déplacement lié aux catastrophes.<sup>202</sup> Les tempêtes sont généralement responsables de la majorité des mouvements, et l'année 2022, où elles ont déclenché 4,6 millions de déplacement, ne fit pas exception à cette règle. Ce chiffre représente 85 pour cent des déplacements liés à des catastrophes enregistrés par le pays pendant l'année. Nombre de ces mouvements étaient liés à des personnes ayant fui des catastrophes passées.

La récurrence des tempêtes et des autres aléas météorologiques a poussé les autorités à renforcer leurs systèmes de suivi, afin de produire plus de données pouvant être utilisées pour informer les politiques et les opérations de réduction des risques de catastrophe et de solutions durables au déplacement interne.

Les efforts du Centre d'information et de suivi des opérations de réponse aux catastrophes (DROMIC) constituent un bon exemple de la manière dont ces données sont produites et permettent une compréhension plus complète des tendances en matière de déplacement. Le suivi fait par le centre après deux catastrophes, le typhon Rai et la tempête tropicale Megi ayant frappé la même région à quatre mois d'intervalle, en est un parfait exemple.

Le typhon Rai, appelé « Odette » par la population locale, a déclenché environ 3,9 millions de déplacements en décembre 2021, le chiffre le plus élevé au monde pour un seul événement en 2022. Des vents soutenus de 195 km/h ont endommagé environ 1,7 million de maisons et déplacé environ 590 000 personnes à la fin de l'année.<sup>203</sup> La moitié d'entre elles n'avait toujours pas pu retrouver leur foyer au début de 2022.<sup>204</sup>

Grâce au suivi attentif du DROMIC, il a été possible de comprendre le rythme des retours après le passage de Rai.<sup>205</sup> La plupart des déplacements se sont déroulés entre le 16 et le 21 décembre 2021, et certaines personnes ont pu revenir après quelques jours.

Dans les Visayas occidentales, où la plupart des déplacements ont été signalés, le rythme des retours a été beaucoup plus rapide. Près de 95 pour cent des personnes déplacées dans leur pays ont retrouvé leur maison après trois semaines.<sup>206</sup> Étant donné l'ampleur du déplacement, un plan spécifique de réhabilitation et de restauration a été établi pour la région. Ce dernier a été crucial pour assurer la mise en œuvre d'une réponse rapide à la catastrophe.<sup>207</sup> Seulement 1 200 personnes étaient toujours en situation de déplacement à la mi-octobre 2022, car leurs maisons avaient été sévèrement endommagées ou détruites.<sup>208</sup> Ce chiffre correspond aux dernières données disponibles pour l'année.

La tempête tropicale Megi, connue localement sous le nom d'« Agaton », a commencé à se former le 4 avril.<sup>209</sup> Elle s'est intensifiée pour devenir une tempête tropicale six jours plus tard, déclenchant plus de 871 000 déplacements.<sup>210</sup> Megi a touché les mêmes régions que Rai, à savoir Caraga, les Visayas occidentales et les Visayas centrales, qui ont représenté près de 80 pour cent des mouvements.<sup>211</sup> Les Visayas occidentales ont été à nouveau les plus touchées. Environ 40 pour cent des personnes qui étaient revenues chez elles après le passage de Rai ont dû fuir à nouveau, et les personnes vivant toujours en situation de déplacement ont vu leur situation se prolonger.<sup>212</sup>

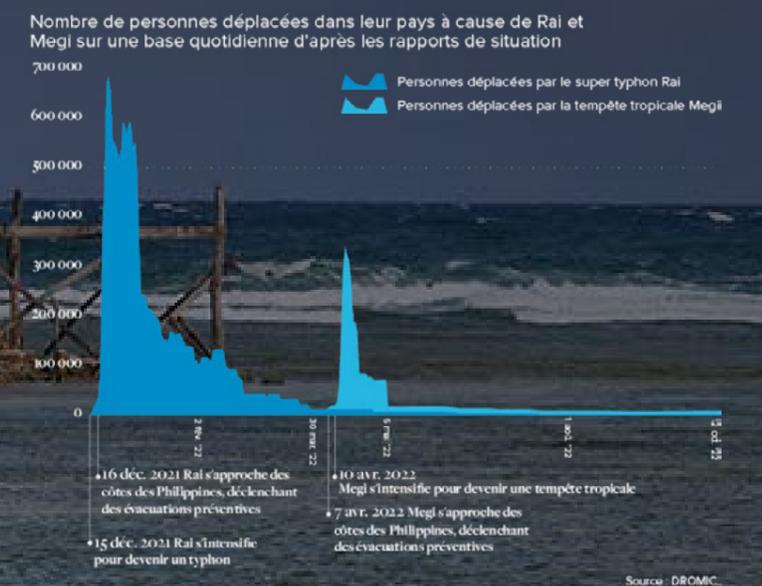
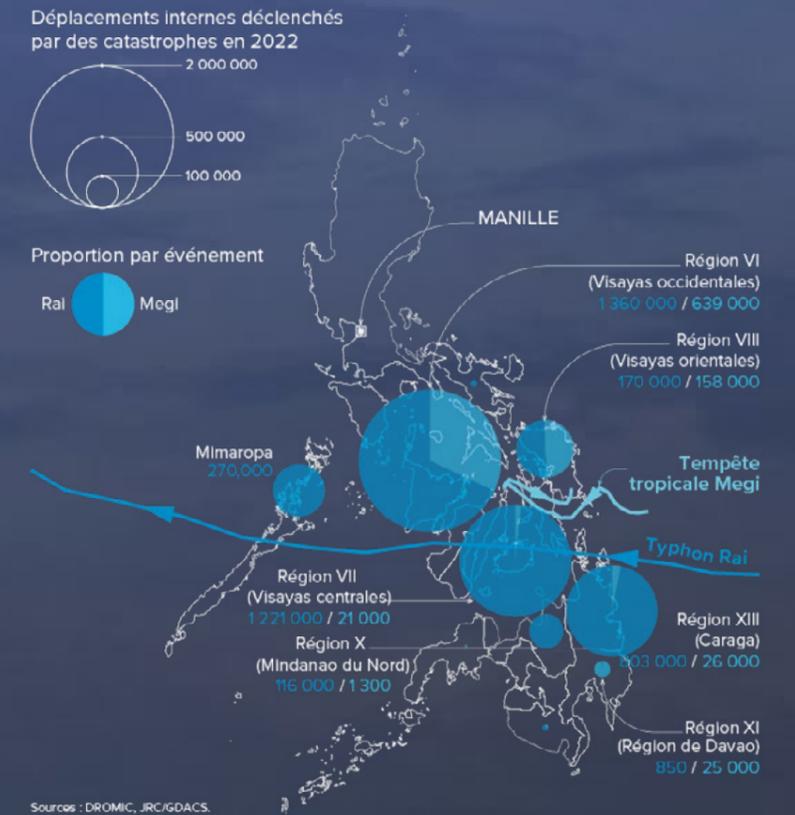
L'ampleur et les impacts des deux tempêtes ont été majeurs, mais ils soulignent aussi une certaine résilience. L'intensité de Rai

était similaire à celle du Typhon Haiyan de 2013, qui a été considéré comme l'une des tempêtes les plus destructrices ayant frappé les Philippines.<sup>213</sup> Cependant, le nombre de morts provoqués par Rai a été 15 fois inférieur, en grande partie grâce aux investissements réalisés depuis Haiyan dans la réduction des risques de catastrophe et les mesures d'atténuation.<sup>214</sup>

La production de données plus opportunes et plus pertinentes pour soutenir les alertes et les actions précoces au niveau local a joué un rôle essentiel dans l'atténuation des effets des catastrophes et dans l'accélération du rétablissement et de la mise en place de solutions durables. Il a fallu plus d'un an à de nombreuses personnes déplacées pour rentrer chez elles après Haiyan, mais le rythme des retours après Rai a été beaucoup plus rapide. Environ 95 pour cent d'entre elles sont revenues chez elles après trois semaines.<sup>215</sup>

Les données du DROMIC peuvent être utilisées pour effectuer des analyses de séries chronologiques et comprendre les tendances du déplacement et des retours dans le temps. Lorsqu'elles sont représentées sur des cartes, elles révèlent l'empreinte géographique du déplacement causé par les catastrophes et identifient les points névralgiques. Ces informations sont précieuses pour organiser une aide humanitaire opportune suite à une catastrophe et pour informer les futures décisions sur la mobilisation et la préparation des ressources pour des événements similaires.<sup>216</sup>

Une désagrégation plus poussée des données par sexe, âge et handicap aiderait les autorités à mieux comprendre les vulnérabilités sociales et économiques des personnes déplacées. Ce travail continue de se parfaire, mais les efforts du DROMIC pour suivre le déplacement lié aux catastrophes en fonction de la localisation et du temps sont louables, en particulier car ils sont fortement alignés avec le cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes. Ils représentent un modèle qui pourrait être reproduit et adapté par les pays qui sont confrontés à des niveaux similaires de risque de déplacement lié à des catastrophes.<sup>217</sup>



Ponton détruit par le typhon Rai à Siargao, sur l'île de Mindanao, aux Philippines. Quelques mois plus tard, un grand nombre des régions du pays ont à nouveau été touchées par la tempête tropicale Megi. © GettyImages/Rio Deluvio /Anadolu Agency, janvier 2022

## En détail – Tonga : une éruption volcanique et des tsunamis mettent en lumière la nécessité de développer la résilience

Après des semaines d'activité, le volcan Hunga Tonga-Hunga Ha'apai de Tonga a produit, le 15 janvier 2022, l'éruption la plus importante au monde depuis plus d'un siècle.<sup>219</sup> Cet événement a déclenché des tsunamis de plus de 15 mètres, causant des dommages aux habitations des régions côtières et recouvrant les îles du pays d'une épaisse couche de cendres.<sup>219</sup> Il a également provoqué 2 400 déplacements sur les archipels de Tongatapu, Ha'apai et 'Eua. Un tiers des personnes déplacées avaient moins de 16 ans.<sup>220</sup>

Les impacts de la catastrophe, qui s'est produite alors que le pays subissait toujours les retombées économiques de la pandémie de COVID-19, étaient majeurs. Le tsunami a détruit toutes les habitations sur l'île de Mango, l'une des plus proches du volcan sous-marin.<sup>221</sup> 53 pour cent des personnes interrogées sur l'archipel d'Ha'apai ont déclaré que leur habitation a été sévèrement endommagée, et 17 pour cent ont rapporté des dégâts modérés.<sup>222</sup>

L'éruption a également sectionné des câbles internet souterrains, coupant les voies de communication des familles séparées et compromettant l'évaluation des besoins.<sup>223</sup> Étant donné que près de 40 pour cent du PIB du pays repose sur les envois de fonds, dont la plupart sont traités par voie électronique, cette panne a eu des conséquences importantes.<sup>224</sup> Les femmes en particulier dépendent de ces sources de revenus et sont moins à même de faire face aux chocs financiers, surtout après que la pandémie ait suspendu l'industrie du tourisme.<sup>225</sup>

La catastrophe a également accru les risques de violence domestique des femmes en situation de déplacement. Le déplacement diminue les options d'hébergement et le soutien communautaire, tout en augmentant les facteurs de stress sur un foyer.<sup>226</sup> Ce contexte était particulièrement préoccupant

lors de la situation d'urgence à Tonga, étant donné que huit femmes sur dix avaient déjà été victimes de violence avant le début de la pandémie.<sup>227</sup>

Les impacts environnementaux de la catastrophe, en particulier les cendres toxiques, ont aggravé les vulnérabilités préexistantes, et induit des conséquences majeures et persistantes pour la sécurité alimentaire des communautés.<sup>228</sup> Environ 86 pour cent des Tonguiens dépendent de l'agriculture et de la pêche pour leur subsistance, et les effets combinés des cyclones tropicaux Gita en 2018 et Harold en 2020 ainsi que la pandémie avaient déjà laissé près d'un quart de la population en situation d'insécurité alimentaire.<sup>229</sup> En plus de ces impacts, jusqu'à 70 pour cent des ménages élevant du bétail ont perdu des animaux, ont vu leurs pâturages endommagés ou leur approvisionnement en eau contaminé à la suite de l'éruption.<sup>230</sup>

Malgré la perturbation des communications qui a entravé la réponse d'urgence au lendemain de la catastrophe, le gouvernement et ses partenaires internationaux ont fait appel à des scientifiques pour produire des données sur les conséquences de l'éruption et du tsunami, et ont intensifié leurs efforts pour effectuer des évaluations des risques liés à la catastrophe. Ces initiatives ont généré des informations qui ont permis d'aider la restauration et la reconstruction.<sup>231</sup>

Des efforts ont été réalisés afin de concrétiser des solutions durables pour les personnes en situation de déplacement dans leur pays. Le projet Paletu'a prévoit la construction d'un nouveau village sur l'île de Matatua afin de réinstaller des centaines de personnes.<sup>232</sup> D'autres habitants de l'île de 'Atata ont été relogés dans le village de Masilamea, sur l'île de Tongatapu.<sup>233</sup> Les habitants de l'île de Mango ont été relogés dans une nouvelle zone de réinstallation à 'Eua au début de l'année 2023.<sup>234</sup>

Le gouvernement a également lancé le plan de restauration et de résilience Hunga-Tonga-Hunga-Ha'apai, qui se concentre principalement sur la réparation et la reconstruction des infrastructures clés.<sup>235</sup> Cette initiative est importante, mais d'autres mesures sont nécessaires pour aider les personnes déplacées dans leur pays à trouver des solutions et à rétablir les filets de sécurité sociale qui leur permettraient d'être autonomes. Soutenir la restauration des secteurs de la pêche et de l'agriculture sera crucial pour accomplir cet objectif.<sup>236</sup>

Les îles de Tonga continueront d'être confrontées au déplacement dû à des catastrophes dans les années à venir, notamment en raison de leur exposition aux effets du changement climatique, et la question a fait l'objet d'une attention croissante dans les programmes nationaux de réduction des risques des catastrophes et de lutte contre le changement climatique.<sup>237</sup> Le gouvernement a inauguré sa première feuille de route stratégique pour la gestion des urgences et des risques liés aux catastrophes en 2021, et a mis en place un groupe pour gérer le déplacement dû aux catastrophes. Un projet de loi sur la gestion des situations d'urgence est également en cours de discussion et devrait inclure des mesures visant à réduire les phénomènes et à y remédier.<sup>238</sup> Ensemble, ces initiatives sont porteuses d'espoir pour renforcer la résilience du pays.

Impact des cendres volcaniques sur la couverture végétale

- Élevé (50 à 100 km)
- Moyen (100 à 150 km)
- Faible (150 à 250 km)



2 400

Déplacements dus à l'éruption volcanique et au tsunami de Hunga Tonga-Hunga Ha'apai

Sources : Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (P-ROE).

L'île de Nomuka, Tonga, est recouverte de cendres suite à l'éruption volcanique du 17 janvier. Les impacts environnementaux de la catastrophe auront des conséquences persistantes sur la sécurité alimentaire. © Gettyimages/ New Zealand Defense force, janvier 2022



Les pluies de mousson sans précédent qui se sont abattues sur le Pakistan ont provoqué 42 pour cent de tous les déplacements liés aux inondations dans le monde. © OCHA/Pierre Peron, septembre 2022

# Asie du Sud

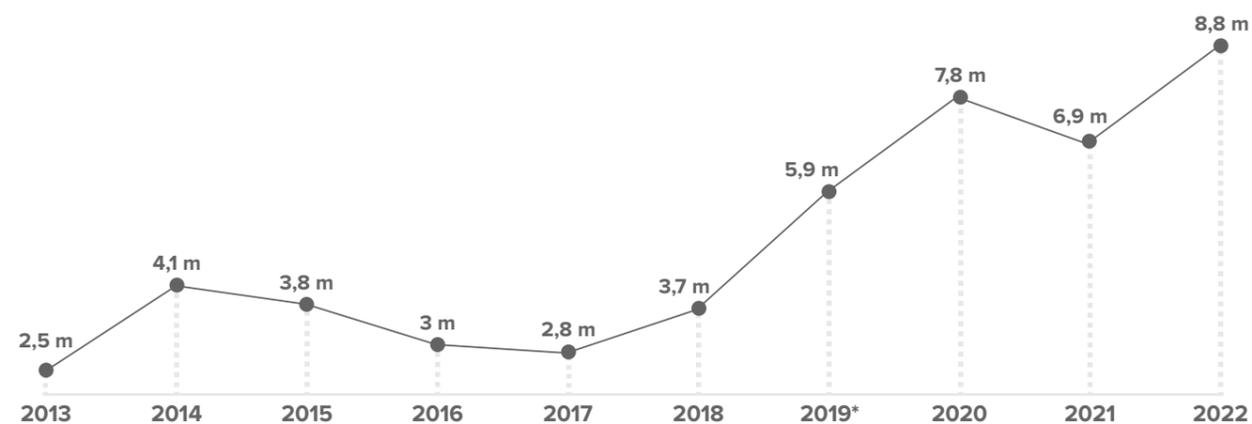
Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



Les cinq pays de l'Asie du Sud avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Asie du Sud à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes\* en 2022

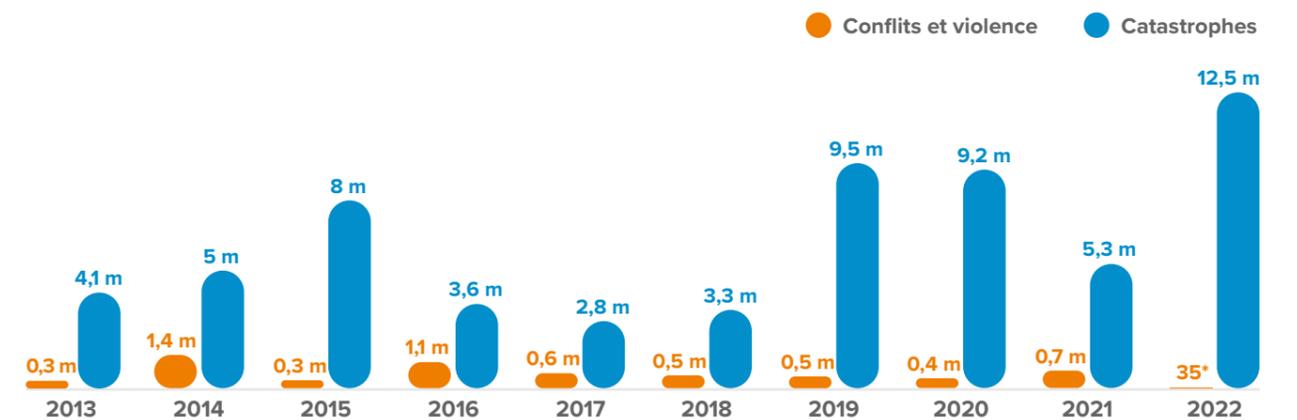
\*mouvements



Les cinq pays d'Asie du Sud avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



Déplacement interne causé par les conflits, la violence, et les catastrophes en Asie du Sud (2013-2022)



Déplacements internes en millions  
\*en milliers

En Asie du Sud, les catastrophes sont responsables de la vaste majorité des déplacements internes, et l'année 2022 ne fit pas exception à cette règle. Environ 12,5 millions de ces déplacements ont été enregistrés, deux fois plus que la moyenne annuelle de 6,3 millions au cours de la décennie précédente. L'augmentation a été principalement due aux inondations de grande ampleur qui ont eu lieu au Pakistan lors de la mousson.

Les conflits et la violence ont déclenché 35 000 déplacements, soit une diminution de 95 pour cent par rapport à 2021. Cette baisse est principalement due à une accalmie du conflit en Afghanistan, qui historiquement représentait la plupart des déplacements de la région liés à des conflits. À la fin de l'année, environ 8,8 millions de personnes étaient en situation de déplacement interne en Asie du Sud, dont 5,5 millions à cause des conflits et de la violence et 3,3 millions à la suite de catastrophes.

### Une saison de la mousson en plein changement

Les inondations ont été à l'origine de 90 pour cent des déplacements provoqués par les catastrophes dans la région en 2022. Tous les pays ont signalé du déplacement suite aux inondations, mais le Pakistan, l'Inde, et le Bangladesh ont été les plus touchés. Les niveaux de précipitation de la mousson ont été normaux ou en dessous de la moyenne pour la plupart des pays, et la plupart des mouvements ont eu lieu lors de la mousson du sud-ouest, entre juin et septembre.

Cependant, cela n'a pas été le cas pour le Pakistan. Des précipitations records et des inondations soudaines de juillet à septembre ont laissé dix pour cent du pays sous l'eau et ont entraîné le plus grand nombre de déplacements depuis dix ans.<sup>239</sup> Les inondations ont été l'évènement qui a déclenché le plus de déplacements dans le monde en 2022, avec 8,2 millions de mouvements, près des deux tiers du total des déplacements liés à des catastrophes de la région.<sup>240</sup>

Cet évènement exceptionnel a entraîné de sévères impacts immédiats et sur le long terme. À partir d'octobre, les taux de maladies ont augmenté parmi les personnes déplacées, et les dégâts causés aux infrastructures, à l'agriculture et aux

En 2022,  
**90 %**  
des déplacements liés à des catastrophes dans la région ont été provoqués par des inondations

**25 %**  
des déplacements mondiaux liés à des catastrophes ont été déclenchés par des inondations dues à la mousson au Pakistan



La côte de la Baie du Bengal dans le sud du Bangladesh après le passage du Cyclone Sitrang le 25 octobre 2022. Il a déclenché plus d'un million d'évacuations et entraîné la destruction d'un grand nombre d'habitations. © UNICEF/UN0724676/ Abu Sufian Jewel, octobre 2022

moyens de subsistance devraient aggraver l'insécurité alimentaire et la pauvreté pour des millions de personnes, prolongeant ainsi de nombreux déplacements (voir « En détail », p. 69).<sup>241</sup>

Des inondations se sont produites en Inde et au Bangladesh avant même le début officiel de la mousson, qui survient généralement entre mi-juillet et septembre.<sup>242</sup> L'État d'Assam, situé dans le nord-est de l'Inde, a été particulièrement touché par ces inondations précoces en mai, et les mêmes zones ont été à nouveau inondées en juin. Près de cinq millions de personnes ont été impactées dans tout l'État. Les gens ont fui dans des embarcations improvisées lorsque leurs maisons ont été détruites, et beaucoup d'entre eux se sont logés dans des camps où l'eau et les conditions sanitaires étaient médiocres.<sup>243</sup> Dans le district de Nagaon, la rivière Kopili a atteint une hauteur record de plus d'un mètre au-dessus du niveau de danger.<sup>244</sup> Environ 742 000 déplacements liés aux inondations ont été enregistrés lors de la saison précédant la mousson entre mi-mai et mi-juillet.<sup>245</sup> Les pluies torrentielles qui ont touché l'Inde en mai ont également fait déborder des rivières du Bangladesh en aval, provoquant près de 5 500 déplacements dans les districts de Habiganj, Sunamganj et Sylhet.<sup>246</sup>

Les précipitations et les inondations ont été normales ou inférieures à la moyenne pour le reste de la saison de la mousson dans les deux pays. Certaines régions de l'Inde ont enregistré leurs plus faibles précipitations en juillet depuis 122 ans.<sup>247</sup> À la fin de la mousson, 2,1 millions de déplacements avaient été enregistrés en Inde, ce qui représente une baisse significative par rapport aux cinq millions de personnes déplacées au cours de la saison de 2021. Au Bangladesh, les inondations liées à la mousson ont déclenché au moins 482 000 déplacements. Les dégâts subis par les routes et le manque de bateaux ont entravé les aides pour les centres d'évacuation et les abris temporaires.<sup>248</sup>



*Maisons sous les eaux à Colombo, au Sri Lanka. Après une saison de la mousson relativement calme, de fortes pluies à la mi-octobre ont provoqué des inondations majeures. © GettyImages/Thilina Kaluthotage/NurPhoto, octobre 2022*

Au Népal, la saison de la mousson a été décalée par rapport à sa période habituelle. Les pluies sont arrivées en mai, une semaine plus tôt que d'habitude, laissant présager des précipitations supérieures à la moyenne, ce qui a incité les agriculteurs à ajuster leurs semailles. Les autorités ont également initié des protocoles de gestion des catastrophes.<sup>249</sup> Cependant, les pluies attendues ne sont pas venues. Cette surprise a peut-être en partie été due aux modèles de prévision qui n'étaient pas spécifiques au Népal. D'autre part, les tendances météorologiques sont aussi devenues plus irrégulières.<sup>250</sup>

De nombreux districts ont connu des périodes sèches et des conditions de sécheresse en août, ce qui a diminué les rendements et la résilience des agriculteurs.<sup>251</sup> Le véritable impact de la mousson ne s'est produit qu'à partir d'octobre, soit une semaine plus tard que d'habitude.<sup>252</sup> Les précipitations hors saison ont entraîné des inondations et des glissements de terrain qui ont été aggravés par la sécheresse des sols dans plusieurs provinces.<sup>253</sup> Plus de 89 000 déplacements ont été enregistrés dans tout le pays lors de la mousson, dont plus de la moitié en octobre.<sup>254</sup> Des événements similaires se sont produits après la mousson en 2021.<sup>255</sup>

Le Sri Lanka a connu une mousson relativement calme entre mai et août, avec seulement 4 300 mouvements enregistrés, soit 96 pour cent de moins qu'à la même période en 2021. Cependant, les pluies se sont intensifiées à la fin de la saison, et ont déclenché un déplacement majeur entre le 14 et le 20 octobre, en particulier dans les districts de Colombo et Gampaha, les plus peuplés du pays.<sup>256</sup> Les inondations et les glissements de terrain ont provoqué 5 600 déplacements dans les provinces de l'Ouest, de Sabaragamuwa, du Centre et du Nord-Ouest, ce qui représente la moitié du nombre annuel de déplacements dans le pays.

L'évolution des conditions météorologiques en Asie du Sud rend manifestement la mousson plus imprévisible, non seulement en ce qui concerne le début et la fin de la saison, mais aussi son caractère. Ces incertitudes peuvent avoir des conséquences importantes sur les efforts visant à réduire les risques de catastrophes et de déplacement. Elles nécessitent des prévisions plus précises et des systèmes d'alerte précoce, ainsi qu'une planification plus souple de la réponse d'urgence. Se fier aux tendances des moussons précédentes sera probablement insuffisant pour les années à venir.

### Des tempêtes moins nombreuses et moins sévères

En 2022, les tempêtes ont provoqué environ 1,1 million de déplacements internes en Asie du Sud. Le golfe du Bengale est l'une des régions les plus touchées par les cyclones tropicaux.<sup>257</sup> Ils se forment pendant la mousson, mais sont plus nombreux au début et à la fin de la saison.

Le cyclone Sitrang s'est formé dans le golfe du Bengale le 20 octobre et est arrivé au Bangladesh cinq jours plus tard, avec des vents d'une vitesse maximale de 83 km/h.<sup>258</sup> Il a touché plus de 1,5 million de personnes dans six districts et provoqué environ un million d'évacuations, le chiffre le plus élevé pour une tempête dans la région en 2022. Ses effets ont été moins graves que prévu et toutes les personnes déplacées sont rentrées chez elles en l'espace de quelques jours.<sup>259</sup> Sitrang a également provoqué 66 000 déplacements en Inde, apportant des précipitations et des vents violents dans les États d'Odisha et du Bengale occidental avant de s'affaiblir pour devenir une dépression.<sup>260</sup>

Deux autres cyclones se sont formés en Asie du Sud au cours de l'année, et ils ont tous les deux impacté l'Inde. Le cyclone Asani a provoqué 1 500 déplacements vers des camps de secours dans l'Andhra Pradesh entre le 5 et le 12 mai, et le cyclone Mandous a entraîné 9 500 déplacements dans le Tamil Nadu, l'Andhra Pradesh et Puducherry en décembre.<sup>261</sup> Aucune des deux tempêtes n'a

entraîné des dommages sévères aux habitations, et les personnes déplacées ont pu revenir chez elles quelques jours plus tard.

### Aléas géophysiques

En 2022, les tremblements de terre ont déclenché 151 000 déplacements dans la région, plus que lors des six années précédentes combinées. Quatre-vingt-dix-sept pour cent ont eu lieu en Afghanistan, et le reste au Népal et au Pakistan.

Le 17 janvier, la province afghane de Bagdhis a été touchée par un tremblement de terre de magnitude 5,3.<sup>262</sup> Il a endommagé ou détruit près de mille habitations, et déclenché près de 21 000 déplacements.<sup>263</sup> De fortes pluies avaient affaibli les maisons en briques de terre les jours précédents, les rendant plus susceptibles de s'effondrer. Le tremblement de terre s'est également produit en plein hiver, exposant les personnes déplacées à la neige et au froid extrême, ce qui a accru leurs besoins.<sup>264</sup>

Un deuxième tremblement de terre a touché le pays le 22 juin. Considéré comme le plus meurtrier depuis 20 ans, le séisme superficiel de magnitude 5,9 et ses répliques ont provoqué environ 118 000 déplacements dans les provinces orientales de Khost, Paktika et Paktia.<sup>265</sup> Environ 1 000 personnes ont été tuées et 70 pour cent des maisons ont été endommagées ou détruites dans certaines régions. Les jours qui ont suivi le tremblement de terre, les pluies continues ont augmenté le risque de glissements de terrain et d'inondations et ont ralenti la réponse humanitaire.<sup>266</sup>

Badghis est l'une des provinces les plus pauvres d'Afghanistan. Elle a été touchée par la sécheresse ces dernières années et par une recrudescence des conflits en 2021.<sup>267</sup> Les communautés touchées par le tremblement de terre à Khost et Paktika avaient déjà des besoins humanitaires importants en raison de la crise économique du pays, et de nombreuses personnes ont exprimé leur inquiétude de ne pas avoir les moyens de reconstruire.<sup>268</sup>

# 147 000

déplacements ont été déclenchés par des tremblements de terre en Afghanistan dans des régions déjà touchées par la sécheresse et la violence

### Une réduction des conflits et de la violence

En 2022, les conflits et la violence ont déclenché 35 000 déplacements en Asie du Sud, le chiffre le plus bas depuis plus d'une décennie. Cette diminution est en grande partie le résultat d'un changement majeur dans les dynamiques de déplacement en Afghanistan, qui représentait auparavant la plupart du déplacement lié au conflit dans la région.

Avec la prise de contrôle du pays par les talibans le 15 août 2021 et le retrait des forces militaires étrangères, les conflits de grande ampleur et le nombre de déplacements associés ont diminué, passant de 723 000 en 2021 à 32 000 en 2022.<sup>269</sup> Une diminution de la violence a été aussi synonyme d'une augmentation du nombre de retours. Plus de 4,6 millions de personnes sont revenues chez elles entre janvier 2021 et avril 2022, près de la moitié des chiffres enregistrés depuis 2012.<sup>270</sup>

Toutefois, les déplacés internes, tout comme le reste de la population afghane, sont toujours confrontés à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde, alimentée par une forte augmentation du chômage, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.<sup>271</sup> En plus de stimuler les déplacements nouveaux et répétés, ces crises qui se superposent les prolongent également. En décembre 2022, plus de 6,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à l'intérieur de l'Afghanistan, deux tiers d'entre elles en raison des conflits et de la violence et un tiers à cause des catastrophes. Le pays compte la plus grande population de personnes déplacées dans leur pays d'Asie du Sud, et la deuxième au monde après la Syrie.

Des conflits et des violences localisés ont également eu lieu au cours de l'année en Inde et au Pakistan, entraînant du déplacement à petite échelle.<sup>272</sup> À la fin de l'année, environ 631 000 personnes en Inde étaient toujours déplacées en raison des conflits et de la violence.

Au Pakistan, une augmentation de l'insécurité dans la province de Pakhtunkhwa a provoqué des centaines de déplacements dans la vallée de Tera en septembre.<sup>273</sup> La situation a également prolongé le sort de plus de 21 000 personnes déplacées par

le conflit et la violence entre 2007 et 2014. Des initiatives pour faciliter leur retour ont démarré en juin, mais ont été suspendues après deux mois.<sup>274</sup>

Plus de 5,5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de conflits et de violences en Asie du Sud, souvent depuis des décennies. Leur nombre a diminué au Pakistan par rapport à 2021, mais dans la majeure partie de la région, les chiffres restent inchangés. Peu d'informations sont disponibles sur les conditions de vie des déplacés internes ou sur la mesure dans laquelle ils ont pu trouver des solutions durables à leur déplacement.

# 6,6 m

de personnes déplacées dans leur pays en Afghanistan, le deuxième chiffre le plus élevé au monde derrière la Syrie

## Progrès et difficultés du suivi

Bien qu'ils soient très exposés aux catastrophes, la plupart des pays d'Asie du Sud ne disposent toujours pas de données complètes sur le déplacement qu'elles provoquent. Les rapports sur les catastrophes au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan ne sont généralement établis que pour des événements de moyenne ou grande ampleur, ce qui signifie que les catastrophes de faible ampleur qui, ensemble, pourraient entraîner des chiffres de déplacement beaucoup plus élevés ne sont pas prises en compte.

Les évaluations ont également tendance à se concentrer sur les dommages et les pertes causés par les catastrophes, mais pas sur le déplacement, de sorte que les chiffres doivent être extrapolés à partir des données sur la destruction des logements en appliquant des calculs relatifs à la taille moyenne des ménages. Lorsqu'un déplacement est spécifiquement signalé, les données ne prennent en compte que les personnes se trouvant dans des camps de secours ou celles évacuées par les autorités, et non celles qui cherchent à s'abriter avec des familles d'accueil ou dans des sites informels, ce qui conduit à des sous-estimations.

L'absence de couverture exhaustive et de données chronologiques signifie également que les estimations doivent être produites par triangulation et en agrégeant les rapports des gouvernements et des médias, dont les niveaux de fiabilité sont variables. De même, le déplacement associé à des aléas à évolution lente tels que la sécheresse, l'érosion des berges et des côtes et la fonte des glaciers ne sont souvent pas signalés.

L'Afghanistan était le seul pays pour lequel des données sur le déplacement dû à la sécheresse étaient disponibles pour 2022, année au cours de laquelle 17 000 mouvements ont été enregistrés.<sup>275</sup> Le Pakistan et l'Inde ont également été confrontés à une vague de chaleur sévère qui a déclenché une sécheresse, mais aucun chiffre sur le déplacement n'était disponible. Il convient de redoubler d'efforts pour suivre le déplacement dû à des aléas à évolution lente, compte tenu de la vulnérabilité de la région au changement climatique.<sup>276</sup>

Malgré ces difficultés, des mesures positives ont été prises pour mieux comprendre le déplacement en Asie du Sud en 2022.

Le Centre national indien de réponse aux urgences (NERC) a publié des rapports quotidiens sur les dégâts causés par les inondations et les précipitations, notamment sur la destruction des habitations, le nombre d'évacuations et le nombre de personnes hébergées dans des centres de secours.<sup>277</sup> Le NERC a également produit une estimation cumulative du nombre de personnes déplacées pendant la mousson, en normalisant les données disponibles dans tous les États et territoires de l'Union et en améliorant la fiabilité de nos estimations.

Les rapports sur le déplacement dû à la mousson se sont également améliorés dans d'autres pays. La Croix-Rouge népalaise a procédé à des évaluations d'urgence, et les autorités provinciales pakistanaises chargées de la gestion des catastrophes ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont procédé à des évaluations des personnes déplacées touchées par les inondations. Les deux organisations ont fourni des informations sur les mouvements initiaux et sur les personnes qui étaient toujours déplacées des mois plus tard, donnant un compte rendu plus complet des impacts géographiques et temporels de la saison de la mousson.<sup>278</sup>

Ces efforts ont permis de révéler la véritable ampleur du déplacement dans la région. Disposer d'une base de référence plus précise sur la durée du déplacement dû aux catastrophes et aux conflits permettrait également de comprendre dans quelle mesure les programmes de soutien des solutions durables parviennent à mettre un terme au déplacement de millions de personnes dans la région.



Des femmes et des enfants en train de collecter de l'eau dans le village de Garhwa, en Inde. Une canicule sévère a engendré des conditions de sécheresse dans les régions agricoles de l'Inde, mais aucun chiffre concernant le déplacement lié à la sécheresse n'était disponible.  
© Gettyimages/Ritesh Shukla, mai 2022

## En détail – Pakistan : des inondations déclenchent le plus important déplacement lié à des catastrophes depuis une décennie

La saison de la mousson de 2022 a donné lieu à des précipitations record qui ont touché 33 millions de personnes au Pakistan.<sup>279</sup> Les inondations ont déclenché 8,2 millions de déplacements internes, ce qui en a fait le plus grand déplacement lié à des catastrophes des dix dernières années.<sup>280</sup> Lors du mois d'août, au plus fort de la mousson, environ 85 000 km<sup>2</sup>, soit dix pour cent du pays, était sous les eaux.<sup>281</sup> L'eau a mis des mois à se retirer et a causé des dommages directs et des pertes économiques estimées à environ 30 milliards de dollars, déclenchant la pire crise humanitaire que le pays ait connue depuis des décennies.<sup>282</sup>

Une série de nouvelles catastrophes ont aggravé les conséquences de la mousson de 2022 et diminué la résilience des communautés touchées. Plusieurs provinces ont subi des inondations sévères en 2021 qui ont endommagé les récoltes et durement touché les communautés rurales. Au mois de mars 2022, de fortes températures et un déficit de précipitations de 62 pour cent a touché des millions de personnes et n'ont fait qu'empirer les conditions préexistantes dans le pays.<sup>283</sup> La canicule a également provoqué une fonte rapide des neiges et le débordement des lacs glaciaires en mai.<sup>284</sup>

La mousson est arrivée en juin et s'est considérablement intensifiée au mois d'août, qui a été considéré comme le plus humide jamais enregistré dans certaines provinces. La province de Sindh a enregistré une augmentation de 730 pour cent des précipitations par rapport à la moyenne mensuelle historique, et le chiffre pour le Baloutchistan était 590 pour cent plus élevé.<sup>285</sup> Les fortes précipitations et le ruissellement glaciaire ont également déclenché des crues soudaines et des glissements de terrain. En octobre, 20,6 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire.<sup>286</sup>

Avec plus de 2,3 millions de maisons endommagées ou détruites et des routes inondées, la mousson a mis à rude épreuve la capacité de réaction du gouvernement et des agences humanitaires.<sup>287</sup> Environ 70 pour cent des personnes en situation de déplacement dans leur pays n'avaient toujours pas d'abri adéquat plusieurs semaines après que l'urgence soit déclarée.<sup>288</sup> Il a été également difficile d'accéder aux personnes dans le besoin car moins de huit pour cent des personnes en situation de déplacement interne étaient abritées dans des camps.<sup>289</sup> Des millions de personnes ont trouvé refuge sur le bord des routes, des berges, ou chez des connaissances, sans pouvoir recevoir de l'assistance.<sup>290</sup> Au mois d'octobre dans les régions du Sindh et du Baloutchistan, où se trouvaient 90 pour cent des personnes déplacées par les inondations, se procurer un abri était toujours une priorité.<sup>291</sup>

La sécheresse avait déjà réduit de 60 pour cent la récolte estivale de mangues dans le Sindh et l'inondation consécutive de 3,1 millions d'acres de cultures devrait faire passer le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Pakistan à 14,6 millions en 2023, soit deux fois plus qu'avant les inondations.<sup>292</sup> Au Baloutchistan, au moins 435 000 têtes de bétail ont péri, privant la population d'une source de revenus essentielle dans une province où la sécheresse avait déjà tué des animaux en 2021.<sup>293</sup> Certaines personnes déplacées ont évité les camps de secours en raison des restrictions imposées à l'hébergement du bétail.<sup>294</sup>

La contamination de l'eau et les dommages causés aux installations sanitaires ont également entraîné des épidémies, en particulier parmi les personnes déplacées.<sup>295</sup> Les cas de diarrhée ont été multipliés par cinq dans le Sindh et le Baloutchistan.<sup>296</sup> Certaines régions avaient déjà connu une épidémie de choléra à cause de la pénurie

d'eau au début de l'année.<sup>297</sup> Les districts désignés comme sinistrés souffraient déjà d'une grande pauvreté et d'un accès limité aux services avant les inondations, qui devraient faire basculer 12,1 millions de personnes dans la pauvreté.<sup>298</sup>

Les catastrophes majeures ne sont pas un phénomène nouveau au Pakistan. En 2010, les inondations ont provoqué le déplacement de 11 millions de personnes, ce qui a incité le gouvernement à créer l'Autorité nationale de gestion des catastrophes.<sup>299</sup> Depuis, des progrès significatifs ont été réalisés en termes de réduction des risques et de réponse, mais les catastrophes ont continué à provoquer un important déplacement de population. Environ 16,4 millions de mouvements ont été signalés au cours de la dernière décennie.<sup>300</sup> Par comparaison, les inondations de 2022 ont déclenché la moitié de ces mouvements en seulement quelques semaines. Les experts ont suggéré que le changement climatique a joué un rôle dans l'ampleur et la gravité de cet événement exceptionnel.<sup>301</sup>

Au mois de décembre, plus de 1 million de personnes étaient en situation de déplacement, ce qui illustre les défis que ces personnes doivent surmonter pour trouver des solutions suite à une catastrophe de cette ampleur.<sup>302</sup> Le gouvernement reconnaît l'importance d'améliorer ses réponses et de reconstruire des communautés plus résistantes aux chocs futurs.<sup>303</sup> Cette volonté sera plus que nécessaire étant donné que le Pakistan est très vulnérable au changement climatique. D'après les scientifiques, la probabilité que de nouvelles inondations et canicules se produisent est élevée, et leur intensité ainsi que leur fréquence sont susceptibles d'augmenter.<sup>304</sup>

La reconstruction et le rétablissement des communautés après les inondations de 2022 devraient s'accompagner d'efforts visant à réduire la pauvreté en tant que facteur de risque de catastrophe, étant donné que les communautés régulièrement touchées par les catastrophes sont souvent les plus pauvres et les plus vulnérables.<sup>305</sup> Pour réussir dans cette entreprise, il est essentiel de comprendre le déplacement dû aux catastrophes et d'intégrer des mesures visant à les prévenir et à les traiter dans les politiques et les cadres juridiques relatifs à la réduction des risques de catastrophe, à l'adaptation au changement climatique et à la résilience.





# Les Amériques

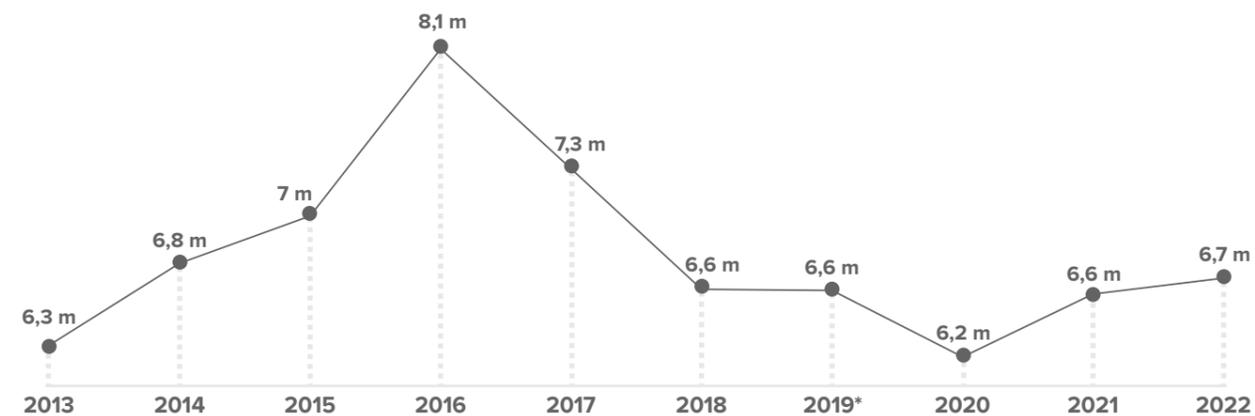
Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



Les cinq pays des Amériques avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays aux Amériques à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes\* en 2022

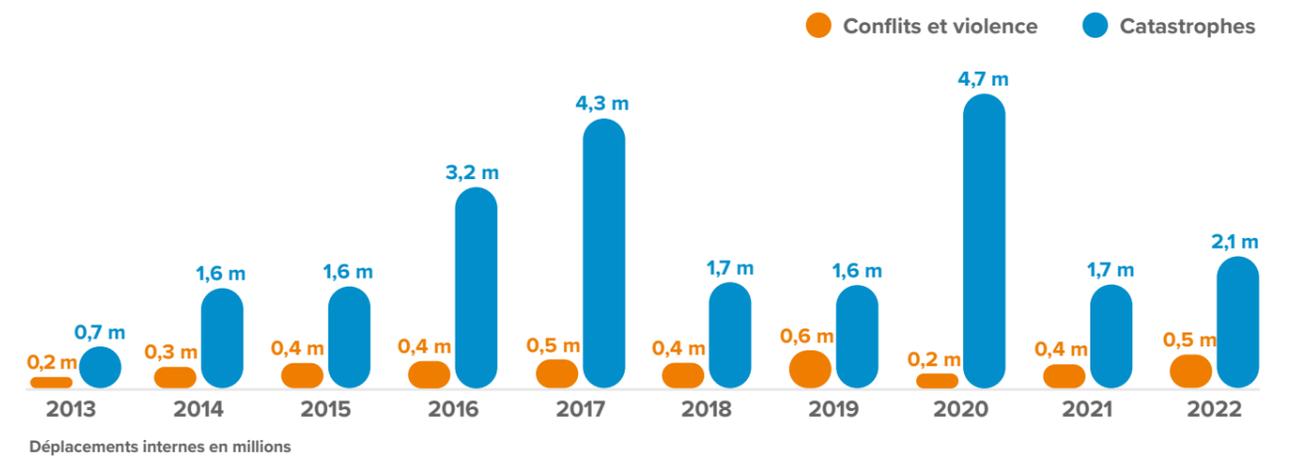
\*mouvements



Les cinq pays des Amériques avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



Déplacement internes causé par les conflits, la violence, et les catastrophes aux Amériques (2013-2022)



Déplacements internes en millions

En 2022, 2,6 millions de déplacements internes ont été enregistrés, soit 600 000 de plus qu'en 2021. Environ 80 pour cent d'entre eux ont été déclenchés par des catastrophes. Le Brésil et les États-Unis, qui possèdent une large population exposée aux aléas, représentaient un tiers du total. À la fin de l'année, environ 720 000 personnes vivaient en situation de déplacement à cause des catastrophes dans la région. Les États-Unis représentaient les trois quarts de ce total, mais cela s'explique en partie par le fait que la plupart des pays de la région ne suivent pas le déplacement dû à des catastrophes au-delà de la phase de crise initiale et manquent par conséquent de données sur le déplacement prolongé.

Les conflits et la violence ont provoqué environ 533 000 déplacements, une estimation prudente mais tout de même supérieure au chiffre de 2021. La plupart de ces déplacements avaient eu lieu en Colombie, mais les violences liées à la criminalité à Haïti et au Mexique y ont également contribué. À la fin de l'année, près de 5,9 millions de personnes étaient déplacées en raison de conflits et de violences dans la région, dont 4,8 millions en Colombie. Ce chiffre est influencé par une meilleure disponibilité des données par rapport aux autres pays.

### Tempêtes et inondations

Les tempêtes ont provoqué environ 1,2 million de déplacements dans la région, et les inondations ont entraîné près de la moitié de ce chiffre. La plupart du déplacement provoqué par les tempêtes a eu lieu pendant la saison des ouragans dans le Bassin caribéen, tandis que le déplacement dû aux inondations a eu lieu tout au long de l'année, principalement au Brésil et en Colombie.

La saison des ouragans de 2022 a compté moins de tempêtes nommées que l'année précédente, mais elle a été la troisième plus coûteuse jamais enregistrée.<sup>306</sup> La saison a débuté plus tard que d'habitude avec la première tempête majeure, Fiona, qui a provoqué 94 000 déplacements, en mi-septembre. La plupart d'entre eux ont eu lieu à Porto Rico et en République dominicaine, où la tempête a entraîné de graves inondations et des glissements de terrain qui ont entravé l'acheminement d'aide humanitaire

**2/3**  
de tous les déplacements liés à des catastrophes dans la région ont eu lieu dans seulement 2 pays : le Brésil et les États-Unis

**× 10**  
augmentation du nombre de déplacés internes suite à des conflits en Haïti depuis 2021



Côte de Nagua, en République dominicaine, lors du passage de l'ouragan Fiona, qui a frappé des communautés se rétablissant encore du passage de l'ouragan Maria en 2017. © Gettyimages/Erika Santelices/AFP, septembre 2022

et empêché l'accès aux services essentiels. Certaines des personnes touchées par Fiona étaient toujours en train de se remettre de l'ouragan Maria de 2017.<sup>307</sup>

L'ouragan Ian, le plus dévastateur de la saison, était une tempête de catégorie 3 lors de son arrivée à Cuba à la fin du mois de septembre. Il a déclenché 80 000 déplacements, dont la plupart étaient des évacuations préventives.<sup>308</sup> Il s'est ensuite dirigé vers les États-Unis où il est devenu un ouragan de catégorie 4, et entraîné 301 000 déplacements, dont la majorité dans l'État de la Floride.<sup>309</sup> Pas moins de 2,5 millions de personnes ont reçu l'ordre d'évacuer avant la tempête, mais un grand nombre d'entre elles n'ont pas pu partir à cause de facteurs tels que le handicap, les barrières linguistiques, le manque d'argent ou de moyens de transport.<sup>310</sup> L'agence gouvernementale de gestion des urgences soutenait encore 4 000 personnes en termes d'hébergement à la fin de l'année.<sup>311</sup>

La tempête tropicale Julia a gagné en intensité en traversant plusieurs pays du Bassin caribéen en octobre, et s'est transformée en un ouragan avant d'atteindre la côte est de l'Amérique centrale.<sup>312</sup> Elle a provoqué 72 000 déplacements dans huit pays, dont 56 pour cent au Guatemala. De nombreuses régions d'Amérique centrale touchées par Julia se remettaient encore des ouragans Eta et Iota qui ensemble, avaient provoqué 1,9 million de déplacements en 2020.<sup>313</sup>

D'autres tempêtes ont provoqué des déplacements majeurs au Brésil. De fortes pluies ont frappé l'État de Pernambouc, au nord-est du pays, entre le 24 et le 30 mai, provoquant plus de 131 000 déplacements internes, soit le deuxième événement le plus important dans la région après l'ouragan Ian.<sup>314</sup> Les pluies ont aussi provoqué des glissements de terrain et la déclaration d'un état d'urgence dans une dizaine de municipalités.<sup>315</sup> L'événement a été considéré comme la pire catastrophe ayant frappé l'État depuis un demi-siècle, son intensité étant attribuée à La Niña et à un phénomène météorologique local.<sup>316</sup> La municipalité de Jaboaão dos Guararapes a été la plus durement touchée, avec 100 000 personnes déplacées.<sup>317</sup> Les fortes pluies de la fin de l'année 2021 ont également continué à affecter l'État de Minas Gerais en janvier 2022, provoquant 107 000 déplacements au cours des deux premières semaines du mois.

Ensemble, les deux événements ont été responsables d'un tiers des déplacements liés à des catastrophes enregistrés au Brésil en 2022. Le pays a également été touché par 1 300 catastrophes de plus faible intensité, dont 800 d'entre elles ont provoqué moins de 100 déplacements chacune. Toutefois, 708 000 déplacements ont été recensés à la fin de l'année, le chiffre le plus élevé depuis une décennie.

Les chiffres du déplacement dû aux catastrophes ont également été les plus élevés depuis plus de dix ans en Colombie, où les inondations liées à de fortes pluies ont été à l'origine de la quasi-totalité des 281 000 mouvements enregistrés. Ces chiffres très élevés sont aussi le fait d'une meilleure disponibilité des données. Les déplacements les plus nombreux ont eu lieu dans les départements septentrionaux de Sucre et Bolívar. Plus de la moitié des déplacements enregistrés à Sucre se sont produits en mai, au plus haut de la saison des pluies.

Les deux départements, qui font partie de la sous-région de La Mojana, sont très exposés aux inondations car ils sont traversés par de grands fleuves, notamment le Cauca et le Magdalena. La géographie de La Mojana joue généralement un rôle protecteur contre les inondations, mais une troisième année de La Niña, le changement climatique et une gestion inadéquate des terres ont réduit la capacité d'absorption du sol et augmenté progressivement le risque d'inondation. Les inondations de 2022 n'ont pas seulement endommagé les habitations et entraîné du déplacement. Elles ont également rendu les routes impraticables, ce qui a entravé l'acheminement de l'aide aux communautés dans le besoin.<sup>318</sup>

À la fin de l'année, environ 41 000 personnes étaient déplacées à la suite de catastrophes en Colombie, dont 39 000 avaient fui les inondations et les tempêtes. La plupart d'entre elles se trouvant dans les départements de basse altitude qui constituent la région des Caraïbes et qui ont subi de plein fouet les effets de La Niña.

**708 000**  
déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés au Brésil, le chiffre le plus élevé depuis plus d'une décennie

**66 %**  
des déplacements provoqués par des feux de forêt dans le monde ont été enregistrés aux Amériques

## Incendies de forêt

Les incendies de forêt ont provoqué plus de déplacements dans les Amériques que dans toute autre région en 2022, reflétant la tendance des années précédentes. Environ 241 000, soit 66 pour cent du total mondial, ont été enregistrés. Les États-Unis en ont enregistré 228 000, les conditions de plus en plus chaudes et sèches ayant provoqué 66 000 incendies, soit le nombre le plus élevé depuis dix ans.<sup>319</sup> Près des trois quarts des déplacements ont été signalés en Californie, au Tennessee, et au Nouveau-Mexique. Même dans les États où les incendies sont prévalents, les feux ont démarré plus tôt que d'habitude et sont restés une menace pendant toute l'année. Le changement et la variabilité climatique modifient et prolongent la saison des feux de forêt.<sup>320</sup>

Au cours des deux dernières décennies, les États de l'Ouest ont subi la pire sécheresse depuis 1 200 ans.<sup>321</sup> La Californie a été la plus touchée, et a subi la canicule la plus longue et la plus chaude en 2022, ce qui a alimenté les feux de forêt qui ont déclenché 111 000 déplacements.<sup>322</sup> L'événement le plus important a été l'incendie de Fairview au début du mois de septembre, qui a provoqué 67 000 déplacements.<sup>323</sup> Le Tennessee a été durement touché par le feu de Hatcher Mountain, qui a démarré dans le Comté de Sevier le 30 mars.<sup>324</sup> Après avoir vécu de sévères feux de forêt en 2016, la population locale a pris au sérieux les avertissements d'évacuation, et 27 000 déplacements ont été enregistrés en une seule journée.<sup>325</sup>

Le sud-ouest du pays est souvent touché par des feux de forêt, mais l'incendie d'Hermit's Peak, qui a débuté le 6 avril dans la forêt nationale de Santa Fe, au Nouveau-Mexique, a commencé la saison plus tôt que d'habitude et en est devenu l'un des principaux événements.<sup>326</sup> Ce brasier a fusionné avec le feu de Calf's Canyon le 24 avril, et est devenu l'incendie le plus important de l'histoire récente de l'État, détruisant 430 maisons et provoquant 28 000 déplacements.<sup>327</sup>



Des fumées d'incendies surplombant des collines en Californie, aux États-Unis, où 111 000 déplacements dus à des feux de forêt ont été enregistrés en 2022. © Getty Images/Eric Thayer/Bloomberg, août 2022

L'activité des feux de forêt au Canada a été plus faible qu'en 2021, ce qui s'explique en grande partie par la persistance de La Niña, qui a contribué à prolonger l'enneigement printanier.<sup>328</sup> Lorsque les conditions sont devenues plus chaudes et plus sèches à la fin du mois de juin, les incendies ont provoqué 5 500 déplacements à travers le pays, soit nettement moins que les 41 000 enregistrés l'année précédente.

Cuba a connu le pire feu de forêt de son histoire en août, lorsque la foudre a frappé la principale installation de stockage de carburant du pays dans la zone industrielle de Matanzas. L'incendie qui a suivi a entraîné des coupures de courant généralisées et 4 700 déplacements.<sup>329</sup>

## Conflits et violence

Le déplacement lié aux conflits était concentré dans peu de pays en 2022, en particulier en Colombie et à Haïti, qui ont enregistré respectivement 339 000 et 106 000 mouvements. Des chiffres bas ont été signalés au Mexique, en Amérique Centrale, et au Brésil.

Le chiffre de la Colombie a été le plus élevé depuis plus d'une décennie. Cela est en partie dû à une augmentation du nombre de déplacements liés aux attaques menées par des groupes armés non étatiques (GANE) contre des civils, d'autres GANE, et l'armée. Un changement méthodologique pour estimer le déplacement a également joué un rôle.<sup>330</sup> Les départements du sud-ouest, dont Cauca, Valle del Cauca, Putumayo et Nariño, ont été parmi les plus touchés, de même qu'Antioquia, Chocó et Córdoba dans le nord-ouest. Du déplacement a également été signalé à Caquetá, Cesar et Magdalena. La plupart des incidents ont eu lieu lors de la première moitié de l'année.<sup>331</sup>

Les GANE ont particulièrement ciblé et intimidé les leaders sociaux et communautaires, ainsi que les défenseurs de l'environnement et des droits humains, les obligeant à fuir.<sup>332</sup> Certaines communautés rurales ont été dépossédées de leurs terres.<sup>333</sup>

L'augmentation du nombre de déplacements et les cas de confinement forcé ont aggravé les besoins humanitaires dans le pays, tandis que l'accès s'est détérioré pendant l'année.<sup>334</sup> Les besoins de 97 pour cent des personnes déplacées n'ont pas été satisfaits dans au moins un secteur de l'aide humanitaire, contre 67 pour cent chez les communautés d'accueil.<sup>335</sup>



La communauté indigène Embera Katio située dans la partie rurale de la côte Pacifique de la Colombie. En 2022, la communauté a subi des situations de confinement et de déplacement en raison de conflits armés prolongés. © NRC/Elegante Lab

# 40 %

d'augmentation des déplacements dus à des conflits aux Amériques, principalement en Colombie et à Haïti

La Colombie possède l'un des meilleurs registres du déplacement interne au monde, mais ce dernier repose sur l'inscription volontaire. Le manque d'enregistrement des personnes déplacées a été souligné l'année dernière, ce qui a amené à des sous-estimations.<sup>336</sup> Une enquête a suggéré que 51 pour cent des déplacés internes n'étaient pas inscrits, soit parce qu'ils craignaient pour leur sécurité, qu'ils ne savaient pas comment s'inscrire, ou pensaient que cela ne les aiderait pas.<sup>337</sup>

À la fin de l'année, près de 4,8 millions de personnes étaient déplacées en raison de conflits et de violences, ce qui représente une diminution par rapport aux 5,2 millions de 2021. Ce chiffre ne correspond pas au chiffre historique de l'Unité des victimes du gouvernement, qui est cumulatif, car les déplacés internes qui sont décédés, ont disparu ou ont surmonté leurs vulnérabilités liées au déplacement sont soustraits par l'IDMC pour atteindre une estimation de fin d'année. Environ 200 000 personnes déplacées dans leur pays ont été identifiées comme ayant surmonté ces vulnérabilités en 2022.<sup>338</sup>

À Haïti, 106 000 déplacements ont été déclenchés par la violence criminelle qui a augmenté lors des dernières années, en particulier depuis l'assassinat du président en juillet 2021.<sup>339</sup> Les incidents violents ont quasiment doublé en 2022 par rapport à l'année précédente alors que les gangs ont pris le contrôle de 60 pour cent de Port-au-Prince, la capitale du pays.<sup>340</sup> Le nombre total de déplacements doit être considéré comme une sous-estimation étant donné que la collecte des données était entravée par l'insécurité.<sup>341</sup>

L'augmentation de la violence à Port-au-Prince a également déclenché 9 000 déplacements vers les départements de Grand'Anse et Sud, où l'insécurité et la fermeture des routes ont restreint l'accès des personnes déplacées dans leur pays à l'aide humanitaire. Environ 11 000 personnes déplacées dans leur pays ont aussi été recensées ailleurs dans le pays, notamment dans les départements septentrionaux d'Artibonite et Centre, qui ont été également touchés par la violence locale.<sup>342</sup>

À la fin de l'année, près de 171 000 personnes vivaient en situation de déplacement en raison des conflits et de la violence, soit dix fois plus qu'en 2021. Environ 88 pour cent d'entre elles étaient concentrées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et certaines vivent en situation de

déplacement depuis plus d'un an. Près des trois quarts d'entre elles vivaient dans des communautés d'accueil plutôt que dans des sites de déplacement, et un grand nombre étaient confinées dans leur quartier avec un accès limité aux biens et aux services.<sup>343</sup> La violence sexiste continue d'être un problème majeur à Haïti. Les cas ne sont pas suffisamment signalés, et le problème a infiltré les camps, ce qui peut inciter certaines personnes déplacées à éviter les sites officiels.<sup>344</sup>

La violence a provoqué 9 200 déplacements au Mexique en 2022, ce qui représente une baisse significative par rapport aux 29 000 déplacements enregistrés en 2021. Ces chiffres reflètent toutefois ceux de 2019 et 2020.<sup>345</sup> La plupart des municipalités enregistrant du déplacement en 2022 avaient déjà noté des mouvements les années précédentes.

Presque tous les déplacements enregistrés ont été provoqués par la violence criminelle, et 90 pour cent ont eu lieu dans les États de Chiapas, Michoacán et Zacatecas. La violence à Chiapas a entraîné le déplacement d'environ 4 300 personnes des municipalités de La Trinitaria et de Frontera Comalapa en juillet, ce qui représente près de la moitié du nombre total de personnes déplacées dans le pays.<sup>346</sup>

Le cartel de drogue Jalisco Nouvelle Génération a été responsable d'au moins 2 700 déplacements à Michoacán et Zacatecas. Environ 2 100 se sont produits le 29 septembre lorsque des membres du cartel sont entrés dans la municipalité de Chinicuila à Michoacán moins de deux semaines après un séisme de magnitude 7,7.<sup>347</sup> Ils auraient déjà forcé plus de la moitié de la population de la ville à fuir à la fin de l'année 2021.<sup>348</sup> Les affrontements territoriaux entre groupes criminels rivaux à Zacatecas ont provoqué 600 déplacements en mai, en particulier dans la communauté rurale d'El Mirador. De nombreuses familles sont revenues chez elles, mais l'insécurité persistante accroît le risque de déplacement répété.<sup>349</sup>

À la fin de l'année, environ 386 000 personnes vivaient en situation de déplacement à cause des conflits et de la violence au Mexique, un chiffre en constante augmentation lors de la dernière décennie.

Obtenir des données sur le déplacement lié aux conflits et à la violence dans le nord de l'Amérique Centrale reste un défi majeur. Le seul pays où les données de l'enquête permettent de dresser un tableau annuel est le Salvador, où environ 52 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année 2022. Puisque certaines personnes ont été contraintes de fuir à plusieurs reprises, le nombre de déplacements au cours de l'année a été estimé à 73 000.<sup>350</sup>

Les données pour le Honduras remontent à 2018, lorsque 247 000 personnes avaient été estimées être déplacées au sein du pays.<sup>351</sup> Depuis, le manque d'information entrave l'analyse des tendances récentes. Les données concernant le Guatemala sont encore plus anciennes, les dernières remontant à 1997, lorsque 242 000 personnes avaient été déplacées à cause du conflit interne dans le pays.<sup>352</sup> Peu de déplacements ont pu être confirmés dans ces deux pays l'année dernière, mais cela ne rend probablement pas compte de l'ampleur du phénomène, ce qui souligne la nécessité de combler les lacunes en matière de données.<sup>353</sup>

L'IDMC a obtenu des données sur le déplacement lié aux conflits et à la violence au Brésil pour la première fois en 2021, et les derniers chiffres indiquent que les litiges fonciers ont provoqué 5 600 mouvements l'année dernière, principalement dans les zones rurales. Plus de 20 pour cent de ces mouvements ont été signalés dans l'État de Goiás. Le déplacement associé à d'autres formes de violence, y compris la violence criminelle urbaine, n'est pas pris en compte, ce qui fait des chiffres globaux une sous-estimation de la réalité.



La rivière Chamelecón au Honduras vue depuis la maison d'une famille déplacée par les inondations et les tempêtes, notamment les ouragans Eta et Iota qui sont survenus en 2020. © OCHA/Vincent Tremau, août 2022



Des murs détruits par des bombardements révèlent l'intérieur d'appartements à Kharkiv, en Ukraine. Des évacuations ont été organisées dans la zone pendant l'été afin de protéger les civils et d'anticiper les conditions hivernales. © GettyImages/Serhii Mykhalchuk/Global Images Ukraine, juin 2022

# Europe et Asie centrale

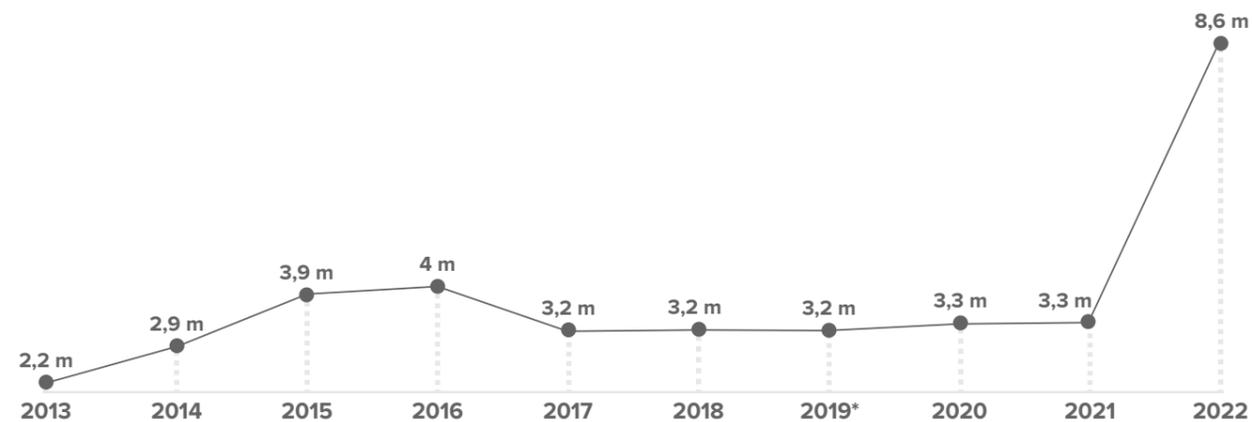
## Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2022



### Les cinq pays d'Europe et d'Asie centrale avec le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays à la fin de 2022



### Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Europe et en Asie centrale à la fin de l'année (2013-2022)



Nombre total de personnes déplacées en millions  
\*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

## Déplacements internes\* en 2022

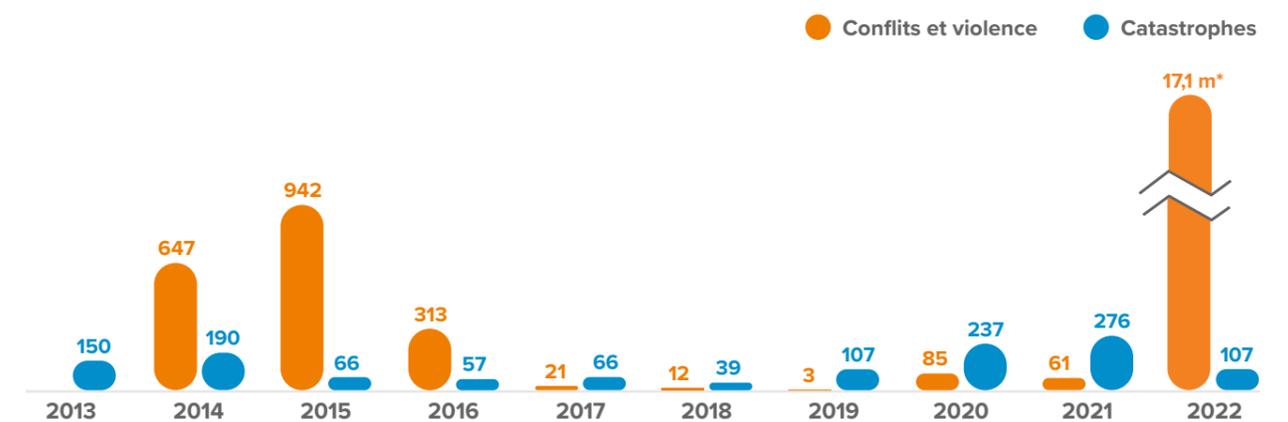
\*mouvements



### Les cinq pays d'Europe et d'Asie centrale avec le plus grand nombre de déplacements internes en 2022



### Déplacements internes causés par les conflits, la violence, et les catastrophes en Europe et en Asie centrale (2013-2022)



Déplacements internes en milliers  
\*en millions

En 2022, l'Europe et l'Asie centrale ont connu un bouleversement significatif des tendances de déplacement interne, principalement en raison de la guerre en Ukraine. À elle seule, cette crise a engendré 16,9 millions de mouvements, et 5,9 millions de personnes ont été obligées à vivre en situation de déplacement interne à la fin de l'année, faisant de l'Ukraine la situation de déplacement lié à un conflit avec la croissance la plus rapide au monde (voir « En détail », p. 87).<sup>354</sup>

D'autres pays, notamment le Kirghizstan, l'Arménie, la Russie, et le Kazakhstan ont aussi connu du déplacement interne associé à des conflits et à la violence, mais à une moindre échelle. Dix-sept millions de ces mouvements se sont produits dans toute la région, le chiffre le plus élevé depuis plus d'une décennie.

Le nombre de déplacements liés à des catastrophes était de 107 000 en 2022, une diminution par rapport aux 276 000 déplacements de 2021. La plupart ont été provoqués par des feux de forêt dans le bassin méditerranéen, particulièrement en France et en Espagne. Les inondations ont également forcé les personnes à quitter leur maison dans toute la région.

### Conflits et violence

La Russie a signalé un nombre de déplacements internes liés à la guerre en Ukraine relativement faible. Le gouverneur de Belgorod a déclaré que 7 000 mouvements ont eu lieu entre les mois de février et novembre pour des raisons de sécurité.<sup>355</sup>

Des affrontements frontaliers entre le Kirghizstan et le Tadjikistan ont été signalés tout au long de l'année, provoquant plus de 166 000 déplacements du côté kirghize, soit trois fois plus qu'en 2021. Ces affrontements se sont déroulés en janvier et à la mi-avril, et ont entraîné respectivement 11 000 et 19 000 déplacements.<sup>356</sup> Cependant, l'événement le plus marquant a eu lieu en septembre, lorsque des gardes se sont affrontés le long d'une section contestée de la frontière, ce qui a incité le gouvernement kirghize à déclarer l'état d'urgence. Près de 137 000 évacuations ont eu lieu dans la région de Batken.<sup>357</sup>

Presque 93 000 personnes ont pu retrouver leur foyer à la fin du mois après le retour à une stabilité relative. Toutefois, certaines

**16,9 m**  
de déplacements liés au conflit  
en Ukraine, le chiffre le plus élevé  
jamais enregistré pour un pays

**61 %**  
de diminution des déplacements  
liés à des catastrophes dans  
la région par rapport à 2021



Une forêt brûlée en Espagne après un incendie le 17 juillet. La France et l'Espagne ont représenté 85 pour cent des déplacements dus aux feux de forêt en Europe. © GettyImages/Paco Freire/SOPA Images, juillet 2022

personnes déplacées ne se sentaient pas assez en sécurité pour rentrer après avoir déjà été déplacées par des affrontements lors des deux années précédentes.<sup>358</sup> À la fin de l'année, environ 4 000 personnes étaient toujours déplacées à cause du conflit.<sup>359</sup> Aucun chiffre n'était disponible pour le Tadjikistan.

Dans le Caucase du Sud, les tensions se sont intensifiées entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et ont conduit à des affrontements le long de la frontière entre les deux pays en septembre. Les autorités arméniennes ont fait état de 7 600 déplacements dans les provinces de Gegharkunik, Syunik et Vayots Dzor, un chiffre bien plus élevé que les 800 signalés en 2020. Un accord a été conclu à la fin de l'année pour permettre un suivi externe de la situation afin d'éviter de nouvelles violences et de nouveaux déplacements.<sup>360</sup>

### Chaleur extrême et feux de forêts

Depuis 2014, le monde a connu les années les plus chaudes jamais enregistrées, ce qui indique une normalisation des températures record. Ce phénomène est particulièrement ressenti en Europe, où les températures ont augmenté deux fois plus vite que la moyenne mondiale au cours des 30 dernières années.<sup>361</sup> L'année dernière a été la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée dans la région, qui a également connu l'été le plus chaud de son histoire et la pire sécheresse depuis 500 ans.<sup>362</sup> Les scientifiques ont mis en garde que ce phénomène récurrent de déficit hydrique empirait et pourrait devenir la nouvelle norme.<sup>363</sup>

Les conditions sèches ont alimenté une saison intense d'incendies de forêt, à la fois en termes de fréquence des incendies et d'étendue des zones brûlées. Près de 6 900 incendies ont brûlé plus de 1,4 million d'hectares de terres en 2022.<sup>364</sup> Ils ont également provoqué 88 000 déplacements internes, le deuxième chiffre le plus élevé jamais atteint pour ce risque dans la région après les feux de forêt de l'été 2021. La France et l'Espagne représentaient 85 pour cent du total, avec respectivement 45 000 et 31 000 personnes, la plupart lors de l'été.

**88 000**  
déplacements dus à des feux de forêt, le deuxième chiffre le plus élevé de la région après les incendies de 2021

**11 000**  
déplacements provoqués par les inondations et les tempêtes, soit presque dix fois moins qu'en 2021

Les chiffres pour la France étaient les plus élevés jamais enregistrés. La grande majorité du déplacement a eu lieu dans le département du sud-ouest de la Gironde, dont la moitié est boisée.<sup>365</sup> Deux incendies qui se sont déclarés en juillet ont brûlé en une semaine près de deux fois plus de terres que la moyenne nationale annuelle et ont entraîné 30 000 évacuations.<sup>366</sup> L'un des incendies s'est rallumé en août, provoquant 8 000 évacuations supplémentaires.<sup>367</sup>

Le nombre d'incendies en Espagne et l'étendue de la zone brûlée ont été quatre fois supérieurs à la moyenne pour la période 2006-2021.<sup>368</sup> La plupart ont éclaté en juillet, y compris l'événement qui a entraîné la plupart des déplacements. Un incendie qui a brûlé dans la province occidentale de Zamora entre le 15 et le 21 juillet a provoqué le déplacement de 5 800 personnes d'au moins 30 villages.<sup>369</sup>

Les évacuations ont permis d'atténuer les victimes potentielles des feux dans les deux pays, ce qui illustre la manière dont le déplacement peut sauver des vies. Les mécanismes français de prévention et de lutte contre les incendies de forêt se sont avérés efficaces par le passé, mais l'évolution de la nature et de l'intensité de ces incendies, alimentée par la hausse des températures et le changement climatique, ont conduit à proposer une nouvelle législation et à accroître le financement, l'équipement et le personnel afin de réduire l'impact des futurs incendies.<sup>370</sup>

Les États membres de l'UE ont renforcé leurs mesures préventives après les incendies de 2021 sous la coordination du Centre de coordination de la réaction d'urgence.<sup>371</sup> Le système européen d'information sur les feux de forêt suit le nombre d'incendies et les zones brûlées, mais n'enregistre pas le déplacement, les évacuations et les retours.<sup>372</sup> La production de ces données pourrait permettre de suivre l'efficacité des réponses et d'adapter les stratégies afin d'identifier les risques de déplacement et d'éviter les mouvements répétés.

L'Italie, le Portugal, le Kazakhstan et la Russie ont également enregistré 9 000 déplacements dus aux feux de forêt. La Turquie et la Grèce ont enregistré respectivement 1 500 et 700 déplacements, soit une baisse significative par rapport aux 81 000 et 58 000 de 2021. La Turquie a renforcé sa capacité de lutte contre les incendies depuis les incendies dévastateurs de 2021, et a également bénéficié de conditions météorologiques moins propices aux feux de forêt en 2022.<sup>373</sup> En conséquence, la superficie brûlée l'année dernière a diminué de 90 pour cent pour atteindre environ 16 000 hectares. En Grèce, ce chiffre était inférieur de 83 pour cent.<sup>374</sup>

### Inondations et tempêtes

Les inondations et les tempêtes ont provoqué 11 000 déplacements dans la région, soit près de dix fois moins qu'en 2021, où 100 000 déplacements avaient été enregistrés, principalement en raison des inondations exceptionnelles de juillet en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne, au Luxembourg, et aux Pays-Bas.<sup>375</sup>

La Turquie a été le pays le plus touché, représentant un quart du total de 2022. La région occidentale de la mer Noire a été frappée par des inondations à la fin du mois de juin qui ont provoqué près de 2 800 déplacements.<sup>376</sup> La fonte des neiges au Kazakhstan a provoqué des inondations en avril qui ont entraîné l'évacuation de 1 600 personnes dans les régions d'Aktobe, de Karaganda, de Pavlodar et du Kazakhstan occidental. Presque toutes les personnes évacuées ont pu retourner chez elles peu de temps après.<sup>377</sup>

La tempête la plus importante dans la région a été Franklin, qui a provoqué le déplacement de 1 200 personnes au Royaume-Uni à la mi-février.<sup>378</sup> Après Dudley et Eunice, il s'agissait de la troisième tempête nommée à frapper le pays en l'espace d'une semaine.<sup>379</sup> Les vents d'Eunice étaient plus intenses, mais les fortes précipitations de Franklin ont donné lieu à plus de 100 alertes aux inondations rien qu'en Angleterre.<sup>380</sup>

## En détail– Ukraine : la guerre déclenche 60 pour cent du déplacement mondial lié à un conflit

L'est de l'Ukraine subit du conflit et du déplacement depuis 2014, lorsque la Russie a annexé la région autonome de Crimée et que des groupes armés non étatiques se sont emparés de certaines parties des régions de Donetsk et de Louhansk. La réponse militaire de l'Ukraine et les combats qui ont suivi ont provoqué 1,7 million de déplacements internes entre 2014 et 2021.<sup>381</sup>

Le conflit a pris une nouvelle dimension lorsque la Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022. Les bombardements et les frappes aériennes ont touché les principales villes, du pays y compris la capitale, Kyiv. Les civils ont cherché à se mettre à l'abri dans les souterrains et les voitures ont encombré les autoroutes et les postes frontaliers, tandis que les trains évacuaient des centaines de milliers de personnes des zones touchées.<sup>382</sup>

Le déplacement interne a été une nécessité constante tout au long de l'année en raison des attaques, des dommages causés aux infrastructures essentielles et du manque d'accès aux services de base.<sup>383</sup> La situation s'est rapidement aggravée, déclenchant 16,9 millions de mouvements. La plupart étaient des déplacements répétés de personnes incapables de gagner un revenu ou de trouver un logement, ou de personnes en quête de sécurité et d'accès aux services.<sup>384</sup> Ce chiffre représente 59,6 pour cent de tous les déplacements internes associés aux conflits et à la violence enregistrés l'année dernière dans le monde.

Les déplacements et les retours ont suivi les fluctuations du conflit. Certaines personnes ont cherché à se protéger des frappes aériennes et des bombardements, tandis que d'autres se sont éloignées des lignes de front en constante évolution dans le nord, l'est et le sud du pays. Fin juillet, le gouverne-

ment a déclaré l'évacuation des civils dans la région de Donetsk obligatoire afin d'éviter de nouvelles victimes.<sup>385</sup>

Les demandes d'évacuation ont rapidement été étendues à d'autres zones près des lignes de front telles que Kharkiv, Kherson, Mykolaiv et Zaporijjia.<sup>386</sup> Elles se sont intensifiées à la fin de l'été, en partie en prévision de l'hiver, car les habitants risquaient de se retrouver sans chauffage ni services essentiels pour survivre au froid. Les autorités avaient organisé l'évacuation de plus de 350 000 civils des zones dangereuses avant la fin du mois de novembre.<sup>387</sup> D'innombrables autres personnes déplacées ont pris le risque d'évacuer par leurs propres moyens.

En décembre, 74 pour cent des personnes déplacées pensaient que le retour à leur lieu d'origine offrirait la meilleure solution à leur déplacement au long terme. Ces intentions étaient toutefois irréalisables pour beaucoup, en raison de l'insécurité, de la présence de restes explosifs de guerre, de l'absence de services et de moyens de subsistance ou de la conviction que leurs maisons avaient été détruites ou se trouvaient sous le contrôle des forces russes.<sup>388</sup>

Au 5 décembre, il était estimé qu'environ 5,9 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de l'Ukraine.<sup>389</sup> De nombreux autres ont franchi la frontière, portant le nombre de réfugiés à huit millions.<sup>390</sup> L'évolution rapide de la situation a rendu la collecte de données difficile, et les informations concernant les zones occupées, y compris la Crimée et certaines parties de l'Est, sont difficiles à obtenir, ce qui signifie que les chiffres relatifs au déplacement interne doivent être considérés comme inférieurs à la réalité.<sup>391</sup>



### Conséquences du déplacement

Le logement est devenu un problème majeur dans les zones d'accueil dans les mois qui ont suivi l'invasion, alors qu'il devenait évident que le conflit allait se prolonger. Dans des villes comme Lviv, où plus de 200 000 personnes ont cherché refuge au cours des deux premières semaines du conflit, les prix des logements ont grimpé en flèche, ce qui a exercé une pression sur les communautés et les marchés locaux.<sup>392</sup> Le coût des denrées alimentaires, des médicaments et du carburant a également augmenté dans l'ensemble du pays.<sup>393</sup>

Les personnes déplacées dans leur pays ont tendance à être confrontées à davantage de difficultés que les personnes non déplacées, notamment la perte de revenus et le manque d'accès à la nourriture, à l'éducation, et à l'eau potable. Leurs besoins variaient également selon les régions. À Louhansk, 25 pour cent ont déclaré avoir eu du mal à se procurer suffisamment de nourriture, tandis qu'à Kharkiv, 44 pour cent ont fait état de difficultés économiques.<sup>394</sup> Les besoins globaux des personnes déplacées dans leur pays se sont accrus au cours de l'année, mais l'aide financière est restée la plus urgente.<sup>395</sup>

En partie à cause de la conscription des hommes, la grande majorité des personnes déplacées étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées, avec chacun des besoins et des vulnérabilités spécifiques.<sup>396</sup> Les femmes ont fait état de besoins plus importants pour presque tous les indicateurs, notamment en ce qui concerne le soutien financier, les vêtements, les produits d'hygiène et d'autres articles non alimentaires. Dix-sept pour cent des ménages ont déclaré que leurs enfants ne pouvaient pas aller à l'école et de nombreux mineurs se sont déplacés sans être accompagnés.<sup>397</sup>

Les personnes âgées et les personnes handicapées ont eu du mal à obtenir des informations et de l'aide humanitaire.<sup>398</sup> Un quart de la population ukrainienne a plus de 60 ans, et certains ont déclaré qu'ils n'avaient pas accès à leurs médicaments ou à leur réseau de soutien en raison de leur déplacement.<sup>399</sup> Les personnes à mobilité réduite ont été confrontées à des difficultés pour se mettre à l'abri, car les transports d'évacuation, les abris anti-bombes et les sites de transit n'étaient pas toujours accessibles en toute sécurité, ce qui a contraint certaines personnes à rester chez elles malgré les menaces imminentes qui pesaient sur elles.<sup>400</sup> Les abris et les sites de déplacement peuvent contenir une plus grande proportion de personnes vulnérables qui n'ont pas pu être hébergées par des familles d'accueil ou qui ont besoin d'une assistance spécifique.<sup>401</sup>

### Répondre à la crise

L'ampleur, l'intensité et l'imprévisibilité du conflit ont entravé la mobilisation des ressources humaines et financières. Les travailleurs humanitaires et les volontaires locaux ont aussi été forcés de se déplacer, ce qui a ralenti la réponse humanitaire. Les fonctionnaires ont également été contraints de fuir, ce qui a entravé le travail des institutions gouvernementales locales et nationales.<sup>402</sup>

Néanmoins, le financement de l'aide humanitaire a augmenté de manière significative au cours de l'année.<sup>403</sup> Le gouvernement disposait également d'une base juridique solide pour sa réponse, grâce à la loi de 2014 sur le déplacement interne, à la création du Ministère de la réintégration des territoires temporairement occupés en 2016 et à l'approbation par le cabinet d'une Stratégie sur l'intégration des personnes déplacées internes et les solutions à moyen terme au déplacement en 2021.<sup>404</sup> Depuis, le gouvernement

*Une adolescente est assise dans les ruines de son école à Zhytomyr, en Ukraine. Le déplacement lié aux conflits force des millions d'enfants à quitter l'école chaque année, mettant en péril leur stabilité et leur développement. © UNICEF/UN0718987/ Ibarra Sánchez, septembre 2022*

a alloué des fonds aux personnes qui se déplacent dans le pays ou franchissent les frontières. Il a également élargi l'accès des personnes déplacées internes aux services sociaux et aux pensions de retraite et a modifié la législation pour compenser la destruction des logements.<sup>405</sup>

L'une des premières actions du Ministère de la politique sociale après l'invasion a été d'améliorer la capacité des personnes déplacées à s'enregistrer dans leur nouveau lieu de résidence.<sup>406</sup> En collaboration avec le ministère de la transformation numérique et l'ONU, il a perfectionné l'application mobile Diia pour faciliter leur enregistrement et leurs demandes de pensions, de subventions gouvernementales et de services.<sup>407</sup>

Les organisations nationales et internationales ont collaboré pour mettre en place des politiques et des protocoles visant à soutenir les personnes déplacées à accélérer la production opportune de données afin d'améliorer la réponse à la crise. Des études ont été menées pour évaluer les besoins, ce qui a permis de récolter des données pour la conception de l'aide financière et de l'aide au logement.<sup>408</sup> Plus de 1,4 million de personnes ont demandé à bénéficier de cette dernière par l'intermédiaire des services numériques.<sup>409</sup>

Les personnes déplacées et leurs hôtes ont également joué un rôle remarquable dans la réponse à la crise. Les réseaux de bénévoles se sont multipliés et les initiatives communautaires se sont accrues dans tout le pays. Elles ont permis de fournir une aide plus rapide aux personnes dans le besoin, en particulier dans les zones les plus touchées par le conflit et inaccessibles aux organisations humanitaires. Libres des procédures bureaucratiques des grandes organisations, elles ont accéléré la fourniture de médicaments, de nourriture et d'autres articles.<sup>410</sup>

L'expérience antérieure des Ukrainiens en matière de déplacement leur a permis d'adapter rapidement les réponses. La Charity Foundation Stabilisation Support Services, par exemple, a mis en place des conseils de personnes déplacées en 2019 afin d'accroître la participation et de protéger les droits des personnes ayant fui le conflit dans l'est depuis 2014. Composés de personnes déplacées et affiliés à des entités gouvernementales locales, les conseils font un suivi des priorités des communautés, mettent en place des mécanismes de coordination, et plaident en faveur de solutions durables pour les personnes déplacées internes par le biais de l'intégration socio-économique locale, tout en mettant l'accent sur les groupes vulnérables.<sup>411</sup>

Les trois premiers conseils étaient affiliés aux autorités locales de la ville de Kramatorsk et aux administrations régionales de Kharkiv et de Louhansk, toutes situées dans l'est du pays.<sup>412</sup> D'autres ont été créés depuis le début de l'invasion russe pour couvrir plus de 440 000 déplacés internes, et la fondation a réorienté son travail sur la réponse humanitaire, y compris la coordination de l'aide et du logement d'urgence.<sup>413</sup> D'autres conseils étaient en cours de création à la fin de l'année, dont un dans le district d'Obolon à Kyiv.<sup>414</sup>

Ensemble, les initiatives gouvernementales, internationales et communautaires ont montré l'intérêt de combiner les approches globales et locales pour permettre une réponse plus flexible dans des situations très volatiles. L'augmentation de l'aide humanitaire internationale, les dispositions juridiques, politiques et institutionnelles préexistantes en matière de déplacement interne et une société civile dynamique ont été essentielles à l'adaptation rapide des Ukrainiens.



Une adolescente dans son école à Irpin, en Ukraine, qui a été fortement endommagée pendant les combats. En 2022, deux tiers des enfants du pays ont été forcés de quitter leur foyer. © UNICEF/UN0718997/ Ibarra Sánchez, septembre 2022

# Partie 2: déplacement interne et sécurité alimentaire



*Une femme en train de cuisiner du manioc dans la province d'Ituri, en RDC, où l'augmentation des prix de la nourriture a aggravé l'insécurité alimentaire. © NRC/ Hugh Kinsella Cunningham, avril 2022*

## Chevauchement des crises

Comme le montre la première partie de ce rapport, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'a cessé d'augmenter en 2022 pour atteindre le chiffre record de 71,1 millions. En plus d'avoir contribué à cette augmentation, la guerre en Ukraine a entraîné des conséquences socioéconomiques bien au-delà de ses frontières. La Russie et l'Ukraine comptent parmi les principaux producteurs d'engrais et de céréales, notamment de maïs et de blé, et le conflit a perturbé les systèmes alimentaires et entraîné une forte hausse des prix mondiaux du pétrole, des engrais et des denrées alimentaires.<sup>415</sup>

Le phénomène La Niña, le refroidissement à grande échelle des températures de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial, a de nouveau été exceptionnellement long, apportant des précipitations plus importantes dans certaines parties de l'Asie et du Pacifique tout en provoquant une grave sécheresse et des températures extrêmes dans la Corne de l'Afrique et dans certaines parties des Amériques et de l'Europe.<sup>416</sup> Des catastrophes ont été enregistrées dans le monde entier, provoquant des déplacements importants et détruisant des habitations, des récoltes et des moyens de subsistance agricoles, avec, potentiellement, des conséquences au long terme.

Ensemble, les conflits de longue durée, les catastrophes, et le déplacement ont aggravé l'insécurité alimentaire mondiale, qui était déjà source d'inquiétude suite à la récupération lente et inégale de la pandémie de COVID-19.<sup>417</sup> Les pays à faible revenu, dont beaucoup sont confrontés au déplacement interne, ont été les plus touchés, notamment en raison de leur dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires, d'engrais, et d'aide humanitaire internationale.<sup>418</sup>

Plus de 182 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux de Crise d'insécurité alimentaire ou pire à la fin de l'année

2022.<sup>419</sup> Des efforts ont été déployés pour fournir davantage d'aide humanitaire, mais l'ampleur et la gravité de la situation ont dépassé les fonds alloués pour la combattre.<sup>420</sup> Le regroupement de ces facteurs constitue une conjonction néfaste dans laquelle les personnes les plus vulnérables, notamment celles en situation de déplacement interne, sont les plus touchées.

Le déplacement interne et l'insécurité alimentaire s'aggravent simultanément dans certaines parties du monde, ce qui a des implications importantes sur la réponse humanitaire à court terme et le développement à long terme. Il est donc d'autant plus important de mieux comprendre leurs moteurs et leurs impacts communs, et de produire davantage de données et d'analyses afin d'informer les politiques et les interventions qui mènent à des solutions durables. Ce chapitre aborde ces enjeux en détail et propose des pistes pour relever ces défis.

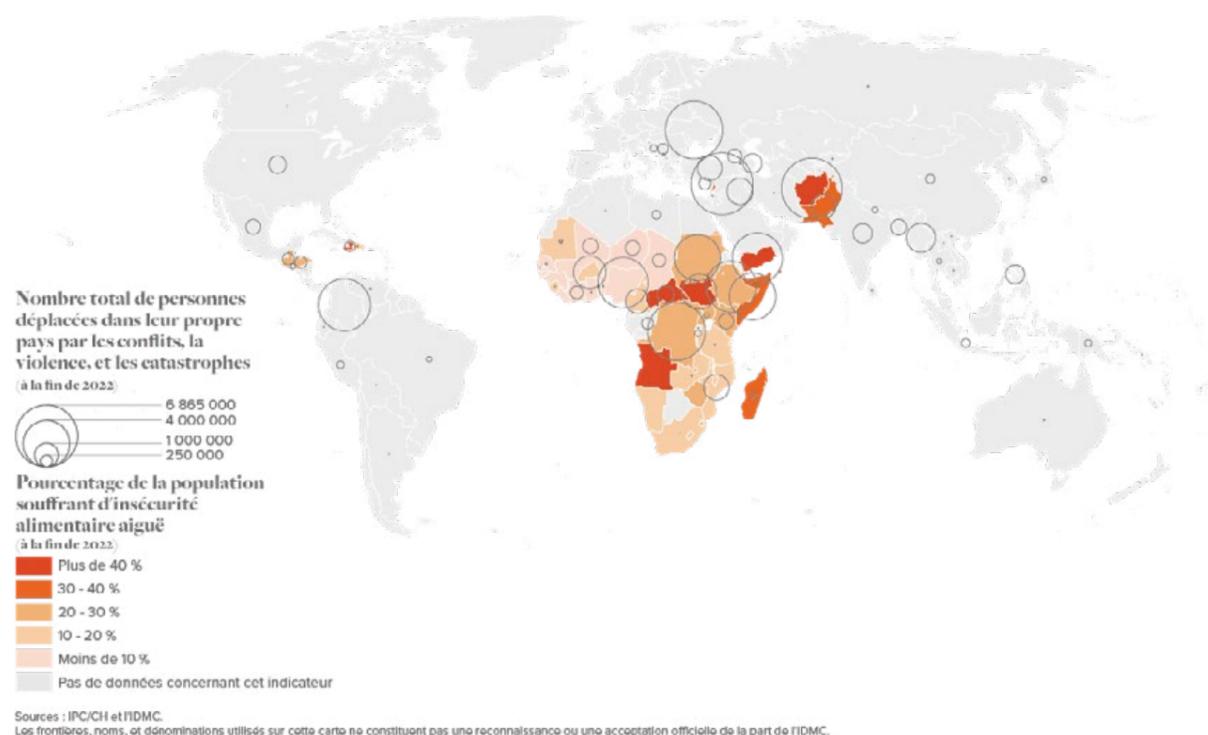
### Ce que révèlent les données

Les données disponibles sur la sécurité alimentaire et le déplacement interne sont loin d'être exhaustives, mais elles révèlent néanmoins la façon dont les deux phénomènes se recoupent. Plusieurs des pays qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur pays sont également confrontés à de l'insécurité alimentaire de niveau Crise ou pire. C'est ce qu'on appelle l'insécurité alimentaire aiguë, ou la phase 3+ du Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire (IPC) (voir l'encadré 1 pour plus d'informations, p. 95).<sup>421</sup> Il n'y avait que 49 pays pour lesquels des données IPC/CH étaient disponibles, et 37 d'entre eux - soit les trois quarts - comptaient des populations déplacées à l'intérieur de leur pays.

La République Démocratique du Congo, le Nigeria, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Yémen comptaient le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité

**75 %**  
des pays considérés comme étant confrontés à des niveaux de crise en matière d'insécurité alimentaire ont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

**5**  
pays avec les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire comptaient plus de 26 millions de personnes déplacées



Comparaison entre l'insécurité alimentaire et le nombre de personnes déplacées dans leur pays au niveau mondial

alimentaire aiguë (phase 3+ de l'IPC) en 2022, soit 53 pour cent de l'ensemble des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les 49 pays couverts par l'IPC. Ensemble, ces cinq pays abritaient plus de 26 millions de personnes déplacées internes en 2022, soit près de 37 pour cent du total mondial.

Aucune donnée IPC n'était disponible pour certains pays ayant d'importantes populations déplacées, notamment la Colombie, le Myanmar et la Syrie. Il est essentiel de combler ces lacunes, car de nombreuses personnes déplacées dans leur pays sont probablement en état d'insécurité alimentaire sans que leurs besoins soient identifiés.

Le Burkina Faso, le Nigeria et la Somalie sont les seuls pays pour lesquels les données de l'IPC sont désagrégées selon le statut de déplacement. Environ 2,7 millions de personnes déplacées internes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans ces trois pays. Les informations, qui sont désagrégées au niveau sous-national, révèlent également dans quelle mesure les

personnes déplacées internes étaient beaucoup plus exposées à l'insécurité alimentaire que les populations non déplacées. Au Burkina Faso, par exemple, la sécurité alimentaire et le déplacement interne ont augmenté depuis 2018, et des données récentes montrent comment les deux phénomènes se chevauchent dans plusieurs régions (voir « En détail », p. 97).<sup>422</sup>

La Somalie a été le seul pays dont toute la population a été évaluée par l'IPC, y compris les personnes déplacées internes. Les résultats ont indiqué que plus de 10 pour cent de la population du pays était en insécurité alimentaire aiguë et en situation de déplacement interne. Plus d'un tiers de ces personnes vivent dans la région de Banadir, où se situe la capitale Mogadiscio. Certaines zones de Banadir ont été classées comme subissant des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence (phase 4 de l'IPC). Le conflit persistant, ainsi que la sécheresse intense, expliquent des chiffres si élevés. La situation est probablement aggravée par le déplacement interne (voir « En détail », p. 29).<sup>423</sup>

**ENCADRÉ 1:**

**Définitions des termes «sécurité alimentaire» et des «systèmes alimentaires» utilisés dans ce rapport**

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une personne est en situation d'insécurité alimentaire « lorsqu'elle n'a pas un accès régulier à une nourriture saine et nutritive en quantité suffisante pour assurer une croissance et un développement normaux ainsi qu'une vie active et saine. Ce manque d'accès peut être dû à l'indisponibilité de la nourriture et/ou des ressources insuffisantes pour obtenir de la nourriture ».424

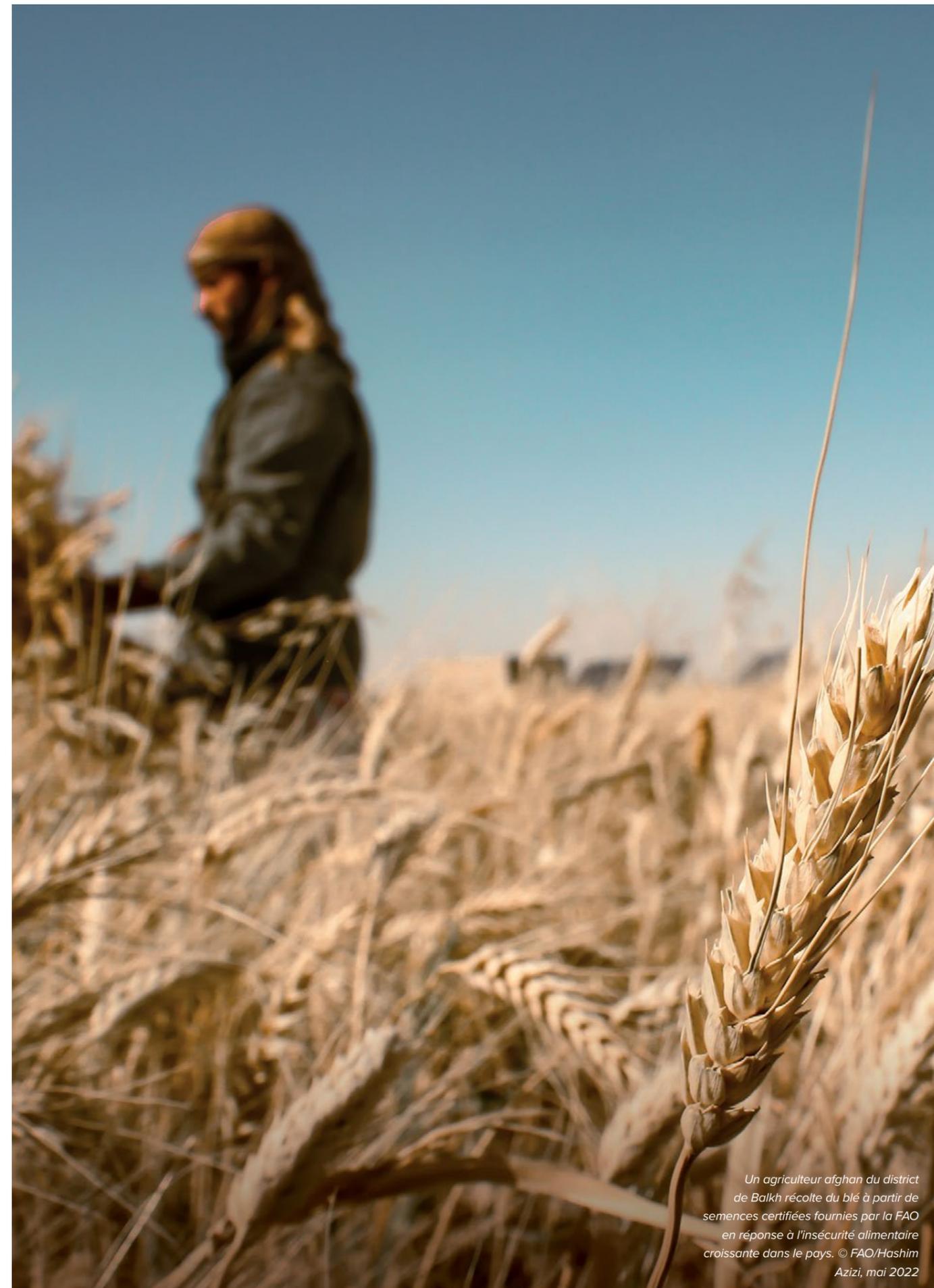
Il existe différentes manières de mesurer l'insécurité alimentaire. La communauté humanitaire a tendance à

utiliser le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et le Cadre Harmonisé qui lui est lié (IPC/CH).425 L'IPC comporte trois échelles : l'insécurité alimentaire aiguë, l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition aiguë. Les données utilisées dans ce rapport suivent la première échelle, qui « classe l'insécurité alimentaire constatée à un moment précis et d'une gravité telle qu'elle menace la vie ou les moyens de subsistance, ou les deux, indépendamment des causes, du contexte ou de la durée ».426 Cette définition est différente de l'insécurité alimentaire chronique, qui se caractérise par « l'impossibilité de consommer suffisamment de nourriture sur une période prolongée pour maintenir un mode de vie normal et actif dans le temps, principalement en raison de causes structurelles, y compris l'insécurité alimentaire saisonnière intra-annuelle ».427

L'échelle d'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC comporte cinq phases, qui sont résumées ci-dessous. Ce rapport utilise des données pour les pays en situation de crise ou plus, ce qui est souvent appelé insécurité alimentaire aiguë, ou phase 3+ de l'IPC. Les personnes en phase 3 et plus de l'IPC sont considérées comme ayant besoin d'une aide humanitaire.

La sécurité alimentaire doit être perçue comme le fonctionnement plus large d'un système alimentaire, défini par la FAO comme un système qui « rassemble tous les éléments (environnement, personnes, intrants, processus, infrastructures, institutions, etc.) et activités liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation de denrées alimentaires, ainsi que les résultats de ces activités, y compris les résultats socio-économiques et environnementaux ».428

Nom de la phase et description	Phase 1 Aucun/Minime	Phase 2 Stressé	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe / Famine
	Les ménages sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans s'engager dans des stratégies atypiques et non durables d'accès à la nourriture et aux revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimale adéquate mais ne peuvent pas faire face à certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies de gestion du stress.	Les ménages doivent soit : • présenter des déficits de consommation alimentaire qui se traduisent par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale ; ou • être marginalement capables de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux, mais seulement en épuisant leurs moyens de subsistance essentiels ou en adoptant des stratégies d'adaptation aux situations de crise.	Les ménages doivent soit : • présenter d'importants écarts de consommation alimentaire qui se traduisent par une malnutrition aiguë et une surmortalité très élevée ; ou • être en mesure d'atténuer les écarts importants de consommation alimentaire, mais uniquement en recourant à des stratégies de subsistance d'urgence et à la liquidation des actifs.	Les ménages manquent cruellement de nourriture et/ou d'autres produits de première nécessité, même après avoir utilisé toutes les stratégies de survie. La famine, la mort, la pauvreté et des niveaux de malnutrition aiguë extrêmement critiques sont évidents.  (Pour être classée dans la catégorie « famine », une région doit présenter des niveaux extrêmement critiques de malnutrition aiguë et de mortalité).
Objectifs de réponse prioritaires	Mesures à prendre pour renforcer la résilience et réduire les risques de catastrophe	Mesures à prendre pour réduire les risques de catastrophes et protéger les moyens de subsistance	Une action urgente est requise pour : Protéger les moyens de subsistance et réduire les lacunes de consommation alimentaire		Annuler/empêcher la mortalité généralisée et l'effondrement total des moyens de subsistance



Un agriculteur afghan du district de Balkh récolte du blé à partir de semences certifiées fournies par la FAO en réponse à l'insécurité alimentaire croissante dans le pays. © FAO/Hashim Azizi, mai 2022

## En détail – Burkina Faso : les données désagrégées révèlent des liens entre le déplacement et l'insécurité alimentaire

La violence, le déplacement interne, et l'insécurité alimentaire ont augmenté de manière significative depuis le début du conflit au Burkina Faso. Le nombre d'incidents violents a été multiplié par sept entre 2018 et 2022, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire par neuf et le nombre de personnes déplacées dans leur pays par 30. À la fin de l'année, environ 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays et 2,6 millions connaissaient une insécurité alimentaire aiguë.<sup>429</sup> Ces deux chiffres sont parmi les plus élevés jamais enregistrés dans le pays.

Le nombre de zones présentant des contraintes d'accès sévères a également augmenté au cours du second semestre de l'année. Des GANE ont détruit les infrastructures de transport et attaqué les convois humanitaires pour les piller ou dissuader l'envoi d'autres convois.<sup>430</sup> Ils ont également empêché les camions d'eau d'atteindre les personnes dans le besoin, contaminé des puits, détruit des installations d'eau et saboté des générateurs d'eau pendant la saison sèche, ce qui a affecté près de 840 000 personnes.<sup>431</sup> En conséquence, les livraisons de nourriture et d'autres formes d'aide ont diminué, les conditions sanitaires se sont détériorées et la production agricole a chuté.<sup>432</sup> Un quart de la population du pays, soit environ 5,7 millions de personnes, avait besoin d'une aide humanitaire au mois d'août, ce qui représente une augmentation de 40 pour cent en six mois.<sup>433</sup>

Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont également celles qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées. Les régions du Sahel et du Centre-Nord ont accueilli plus de la moitié des personnes déplacées internes et plus d'un tiers des personnes confrontées à de l'insécurité alimentaire de type crise ou pire, soit la phase 3+ de l'IPC. La province

de Sanmatenga, dans la région Centre-Nord, comptait à la fois le plus grand nombre de personnes déplacées internes et le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë du pays. La province de Soum, dans la région du Sahel, a enregistré le deuxième plus grand nombre de personnes déplacées et a été la seule province où la population a été confrontée à des niveaux d'insécurité alimentaire de type catastrophe/famine (phase 5 de l'IPC).<sup>434</sup>

Dans six des douze provinces qui composent les régions du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est, les données relatives à la sécurité alimentaire ont été désagrégées en fonction du statut de déplacement, révélant des impacts différents sur les communautés déplacées et les communautés d'accueil. En moyenne, 45 pour cent des personnes déplacées internes ont connu une insécurité alimentaire aiguë, contre 28 pour cent des membres des communautés d'accueil.<sup>435</sup> Toutefois, l'écart diffère considérablement d'une province à l'autre, ce qui reflète la nature distincte de chaque situation et souligne le fait qu'une telle désagrégation est essentielle pour mieux comprendre et traiter l'insécurité alimentaire.

Les personnes déplacées dans leur pays à Sanmatenga, par exemple, étaient presque trois fois plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire aiguë que les membres de la communauté d'accueil, ce qui témoigne de leur plus grande vulnérabilité. Les chiffres pour Soum, en revanche, étaient presque les mêmes pour les personnes déplacées dans leur pays que pour les membres de la communauté d'accueil, ce qui indique des niveaux de besoins généralisés.<sup>436</sup> Cette situation est en partie due au blocus de la capitale provinciale de Djibo, en place depuis février 2022, qui a gravement interrompu les lignes d'approvisionnement, entravé l'accès humanitaire et accru l'insécurité alimentaire

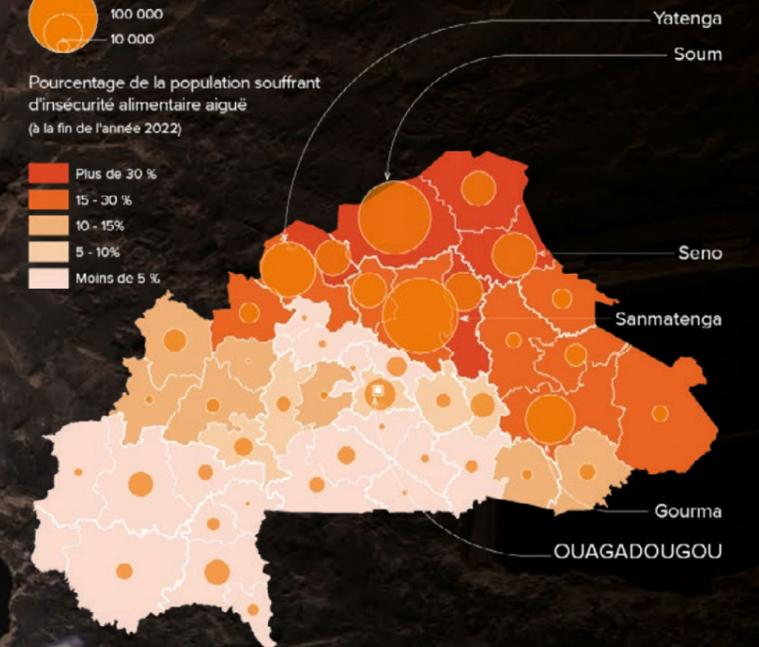
pour tous les habitants. Djibo a accueilli plus de 250 000 personnes déplacées depuis 2019, soit plus des trois quarts de la population de la ville.<sup>437</sup>

Le Burkina Faso est l'un des rares pays où les données sur le déplacement interne et l'insécurité alimentaire, selon les mesures de l'IPC, sont désagrégées au niveau régional et par statut de déplacement, ce qui permet de révéler l'ampleur réelle de ces crises qui se superposent et de mettre en évidence leurs empreintes temporelles et spatiales.<sup>438</sup> Ces informations sont extrêmement précieuses pour la conception de programmes humanitaires.

Nombre total de personnes déplacées dans leur propre pays par les conflits et la violence (à la fin de l'année 2022)



Pourcentage de la population souffrant d'insécurité alimentaire aiguë (à la fin de l'année 2022)



Sources: CONASUR, Cadre Harmonisé, ACLED.

Une femme cuisine à l'extérieur au Burkina Faso, où le déplacement interne et l'insécurité alimentaire se superposent.  
© NRC/Ingebjørg Kårstad, 2021

Lorsqu'un conflit éclate ou qu'une catastrophe survient, ils peuvent endommager ou détruire les biens, les ressources et les articles non alimentaires nécessaires au fonctionnement des systèmes alimentaires. Les personnes qui produisent des denrées alimentaires ou travaillent dans la chaîne d'approvisionnement peuvent être blessées, tuées, forcées de déménager ou simplement incapables d'exécuter leurs fonctions habituelles. Les marchés alimentaires se voient alors perturbés, entraînant des pénuries et une volatilité des marchés, ce qui à son tour compromet la sécurité alimentaire des communautés, voire du pays.<sup>439</sup> De nombreux facteurs peuvent contribuer à aggraver les conflits, les catastrophes, et l'insécurité alimentaire. Selon la façon dont ces facteurs interagissent, ils peuvent forcer les personnes à se déplacer.

### Conflits et violence

Les conflits et la violence sont les principaux déclencheurs du déplacement interne et comptent également parmi les principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë dans le monde, notamment en raison de la perturbation de la production et de la distribution des denrées alimentaires.<sup>440</sup> En Syrie, les villes assiégées et le blocage des transports ont été fréquents depuis le début du conflit et ont joué un rôle majeur dans l'augmentation de l'insécurité alimentaire.<sup>441</sup> Après avoir subi des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë, certaines populations prises au piège ont fui en masse après la levée des sièges.<sup>442</sup>

Le conflit a entraîné une diminution de la production agricole au fil des années. Cette situation a été aggravée par une crise économique et des sanctions qui ont empêché les agriculteurs d'acheter les machines, les engrais et les autres produits non alimentaires dont ils avaient besoin pour produire de la nourriture.<sup>443</sup> En conséquence, la sécurité alimentaire de la Syrie s'est détériorée significativement, et le pays doit davantage compter sur les importations et l'aide humanitaire, ce qui a provoqué une forte augmentation du prix des denrées alimentaires de base.<sup>444</sup> De plus en plus de personnes déplacées internes qui ont fui le conflit mentionnent l'insécurité alimentaire comme la raison principale de leur départ.<sup>445</sup>

Dans d'autres régions du globe, les acteurs dans les conflits et les violences peuvent délibérément cibler les systèmes alimentaires, les réserves de nourriture,

et priver les populations de leur accès aux commodités essentielles et à l'aide humanitaire.<sup>446</sup> L'année dernière, des GANE ont pillé les réserves alimentaires en RDC, où la fréquence croissante des affrontements entre les forces armées et le mouvement M23 en particulier a perturbé la production et la distribution des denrées alimentaires ainsi que la fourniture de l'aide humanitaire dans les provinces orientales.<sup>447</sup> Plusieurs villages qui accueillent des personnes déplacées étaient inaccessibles pendant plusieurs jours, les confrontant, ainsi que leurs hôtes, à des pénuries alimentaires (« En détail », p. 27).<sup>448</sup>

Le Yémen a également été touché par la conjonction des conflits, du déplacement, et de l'insécurité alimentaire. Hodeidah, le port principal du pays qui est une artère majeure pour l'importation de nourriture, de médicaments, et de carburant, est devenu le théâtre d'intenses combats urbains en 2018. Les affrontements ont entravé la livraison d'aide vitale à plus de 20 millions de personnes.<sup>449</sup> Un silo à nourriture utilisé par l'ONU et un camion de livraison de nourriture ont également été attaqués.<sup>450</sup> De nombreuses personnes ont été contraintes de fuir Hodeidah et ses environs en quête de sécurité, de services et d'aide humanitaire, notamment de la nourriture, pour se rendre dans d'autres villes, comme Sanaa, Aden et Taiz.<sup>451</sup> Hodeidah a encore été touché par le conflit et le déplacement interne en 2022, et reste un port vital pour l'importation d'aide alimentaire.

Le manque d'opportunités, la prévalence des besoins humanitaires et l'insécurité alimentaire rendent les personnes déplacées vulnérables à l'exploitation et au recrutement par les groupes armés non étatiques. Un mécanisme d'adaptation négatif peut être de rejoindre leurs rangs, ce qui ne fait qu'alimenter davantage les conflits et l'instabilité.<sup>452</sup> Au Nigeria, par exemple, Boko Haram a exploité l'insécurité alimentaire et le manque de moyens de subsistance pour recruter des combattants. Cette situation alimente à son tour les conflits, le déplacement de population, et l'insécurité alimentaire.<sup>453</sup>

### Catastrophes

Les aléas à évolution rapide, tels que les pluies torrentielles, les inondations, les cyclones, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques, provoquent chaque année un déplacement important de population. Ils endommagent ou détruisent également les récoltes et les stocks alimentaires, les entrepôts et les autres actifs nécessaires à la production, la livraison et la vente des denrées alimentaires.<sup>454</sup> Les aléas à évolution lente, tels que la sécheresse, l'érosion et la salinisation, peuvent rendre des zones entières impropres à l'agriculture et obliger les communautés à se déplacer. Lorsque ces deux types de catastrophes se combinent, leurs effets peuvent être dévastateurs et le déplacement peut se prolonger.

La province de Sindh, dans le sud du Pakistan, en est un exemple. La province, qui joue un rôle clé dans la production agricole du pays, a souffert d'une grave sécheresse en 2021 et au début de 2022. La pénurie d'eau est devenue une menace majeure pour la production, entre autres, de coton et de blé, compromettant les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs et incitant le gouvernement à lancer des alertes.<sup>455</sup>

Les inondations de la mousson d'août 2022 ont laissé 18 pour cent de la province sous les eaux, provoquant un déplacement massif et endommageant gravement les récoltes (voir « En détail », p. 69).<sup>456</sup> Les pertes nationales du secteur agricole se sont élevées à 9,2 milliards de dollars, dont 72 pour cent ont été enregistrées à Sindh.<sup>457</sup>

Nombreux sont ceux qui avaient prévu que les inondations pourraient déclencher une crise alimentaire, ce qui s'est avéré être une prédiction exacte.<sup>458</sup> Près de six millions de personnes ont été confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire IPC 3+

au Pakistan au plus fort de la mousson en juillet et août. Plus de la moitié d'entre elles se trouvaient dans le Sindh, qui est, avec le Baloutchistan, la province qui a enregistré le plus grand nombre de déplacements dus aux inondations.<sup>459</sup>

Le déplacement et les pertes agricoles ont également été importants au Honduras après une succession de catastrophes. Les ouragans Eta et Iota ont provoqué 918 000 déplacements internes en deux semaines en novembre 2020. De nombreux agriculteurs ont été touchés, ce qui a eu des répercussions considérables sur le secteur agricole dans 16 départements. Les cultures telles que le café et les bananes, qui représentent une part importante des exportations et du PIB du pays, ont été endommagées.<sup>460</sup>

Le Honduras se trouve dans le corridor sec de l'Amérique centrale et la sécheresse a contribué ces dernières années à réduire les récoltes et à déstabiliser la résilience des agriculteurs. Les effets combinés de la sécheresse et des tempêtes de 2020 ont divisé par deux la production agricole et accentué l'insécurité alimentaire, forçant de nombreuses personnes à fuir dans le pays ou par-delà les frontières.<sup>461</sup> Pour résoudre cette situation, le gouvernement et ses partenaires considèrent la relance de la production agricole comme l'une des principales priorités des années à venir et comme le moyen le plus durable de lutter contre l'insécurité alimentaire et le déplacement de population.<sup>462</sup>

En Afghanistan, la sécheresse et les inondations se sont conjuguées au conflit pour aggraver le déplacement et l'insécurité alimentaire.<sup>463</sup> Des situations similaires se produisent également dans d'autres pays, le Soudan du Sud étant un clair exemple (voir « En détail », p. 101).<sup>464</sup>

## 6 millions

de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë au Pakistan à la suite des pires inondations de la décennie.

## En détail – Soudan du Sud : les inondations, la violence, et l'insécurité alimentaire contribuent à la crise persistante

En 2022, la combinaison des inondations, des conflits, et de l'insécurité alimentaire a déclenché 933 000 déplacements internes au Soudan du Sud. Les conflits et la violence ont contribué à 337 000 mouvements, et 596 000 étaient dus aux inondations. Le pays a connu des précipitations supérieures à la moyenne pour la quatrième année consécutive. Les inondations qui ont suivi ont provoqué de lourds dégâts agricoles et ont touché 36 comtés. Trente-et-un d'entre eux ont signalé du déplacement.<sup>465</sup> En conséquence, près de 54 pour cent de la population, soit environ 6,6 millions de personnes, ont été classées comme étant confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aigüe (phase 3+ de l'IPC) à la fin du mois de novembre.<sup>466</sup>

Les pluies et les inondations se sont produites tout au long de l'année, et les deux tiers du pays étaient sous les eaux à la mi-octobre. Les inondations ont affecté les communautés déplacées vivant dans des camps et certaines ont construit des digues pour éviter un nouveau déplacement. Des routes impraticables ont empêché la fourniture de nourriture et d'autres formes d'aide à plus de 460 000 personnes déplacées dans leur pays à Bentiu, la capitale de l'État d'Unité.<sup>467</sup>

Les organisations humanitaires ont dû adopter d'autres moyens d'acheminement, notamment par avion et par bateau.<sup>468</sup> Cependant, entre juillet et octobre, des groupes armés non étatiques ont augmenté le nombre de points de contrôle le long du Nil Blanc. Ils ont pillé les convois et extorqué les organisations humanitaires pour de l'argent et des approvisionnements.<sup>469</sup> L'interruption des lignes d'approvisionnement humanitaire a réduit les stocks, entravé le

fonctionnement des marchés alimentaires et augmenté les prix, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire.<sup>470</sup>

Certaines analyses ont suggéré une corrélation entre les anomalies climatiques, la violence localisée et le risque accru de déplacement au Soudan du Sud.<sup>471</sup> En plus de la variabilité climatique accrue, les raids de bétail, les attaques de vengeance et la violence contre les civils par des éleveurs armés ont encore perturbé les schémas de mobilité habituels des éleveurs et ont déclenché au moins 257 000 déplacements.<sup>472</sup> Ces dynamiques, qui ont souvent une dimension ethnique, représentent un défi pour la mise en œuvre de l'accord de paix revitalisé signé en 2018.<sup>473</sup>

Les interventions en matière de développement et de gouvernance seront essentielles pour briser ce cercle vicieux. Le gouvernement du Soudan du Sud a lancé en mai un projet de quatre ans avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations et du gouvernement néerlandais afin de réduire les risques d'inondation en développant des systèmes locaux d'alerte précoce et des infrastructures de gestion de l'eau résistantes aux inondations.<sup>474</sup> La FAO a également lancé une stratégie pluriannuelle de soutien au développement agricole. Le Soudan du Sud dispose d'un important potentiel de production alimentaire, mais seulement quatre pour cent des terres agricoles de première qualité sont cultivées de manière régulière.<sup>475</sup> Combinées à des efforts renouvelés pour mettre en œuvre l'accord de paix, ces initiatives pourraient contribuer à résoudre les crises actuelles de déplacement et d'insécurité alimentaire dans le pays.<sup>476</sup>



*Une femme transporte son enfant à travers les eaux au Soudan du Sud, où les inondations ont déclenché 596 000 déplacements internes en 2022. Elles ont également provoqué une destruction massive des récoltes et aggravé l'insécurité alimentaire. © Action contre la faim/Peter Caton, 2022*

# Impacts sociaux et économiques

Le déplacement interne a des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire des populations non déplacées et déplacées. Les données suggèrent que les conditions sont souvent pires pour ces dernières, qui ont tendance à diminuer leur apport de nourriture suite à un déplacement, quelle qu'en soit la cause. Plus elles sont déplacées, plus leur insécurité alimentaire a tendance à s'aggraver. Comprendre la manière dont ces caractéristiques se manifestent dans différentes situations est essentiel pour l'élaboration de politiques et d'interventions destinées à diminuer l'insécurité alimentaire pour toutes les populations touchées par le déplacement.

Une étude menée par l'IDMC dans plusieurs pays a mis en lumière les conséquences du déplacement sur la sécurité alimentaire des déplacés internes. Au Cameroun, 87 pour cent des personnes interrogées déplacées par les conflits et la violence ont signalé des difficultés dans l'accès à la nourriture, soit une augmentation de 66 pour cent par rapport à avant leur déplacement. Seulement 20 pour cent des personnes non déplacées de la même région avaient des difficultés similaires. Au Mali, 61 pour cent des personnes déplacées ont signalé des difficultés pour accéder à de la nourriture, soit trois fois plus qu'avant leur déplacement. Ce chiffre est significativement moins élevé chez les personnes qui ne sont pas déplacées.<sup>477</sup> Les chiffres des deux pays indiquent que les personnes ayant subi des mouvements répétés doivent faire face à des niveaux d'insécurité alimentaire plus élevés. Au Mali, par exemple, 85 pour cent des personnes interrogées qui ont été déplacées deux fois ont déclaré avoir des difficultés pour accéder à de la nourriture, contre 57 pour cent pour les personnes qui ont été déplacées une seule fois.

Dans la région de Diffa au Niger, 42 pour cent des personnes interrogées qui ont été déplacées par les inondations avaient des difficultés pour accéder à de la nourriture, contre 16 pour cent avant leur déplacement. Ce chiffre est à nouveau supérieur à celui des personnes non déplacées dans la même région.<sup>478</sup> Plus

des deux tiers des participants ont signalé avoir diminué leurs apports de nourriture, et un tiers avait emprunté de la nourriture ou avait eu recours à leurs amis ou leur famille pour manger. Huit pour cent ont déclaré avoir dû envoyer leurs enfants chez des proches en raison des difficultés d'accès à la nourriture. Ces stratégies d'adaptation négatives étaient plus fréquentes parmi les personnes qui ont été déplacées plus d'une fois.

Les évaluations multisectorielles des besoins (MSNA) menées par IMPACT Initiatives dans plusieurs autres pays en 2022 ont également révélé que les personnes déplacées dans leur pays devaient adopter des stratégies d'adaptation pour se procurer suffisamment de nourriture.<sup>479</sup> Plus de la moitié des personnes interrogées en Colombie ont déclaré avoir réduit la qualité ou la quantité de nourriture qu'elles consommaient, avoir sauté des repas ou emprunté de la nourriture ou de l'argent.<sup>480</sup> Une autre évaluation menée par le Programme Alimentaire Mondial a révélé que 30 pour cent des personnes déplacées interrogées en Irak ont déclaré avoir eu recours à des stratégies d'adaptation alimentaires pour survivre. Elles ont mentionné les prix élevés de la nourriture, la perte des moyens de subsistance, et l'insécurité comme leurs inquiétudes principales.<sup>481</sup>

Les communautés rurales, les populations autochtones, les agriculteurs et les éleveurs dépendent généralement des ressources naturelles comme source d'alimentation et de revenus, mais lorsqu'ils sont contraints de se déplacer, ils laissent ces ressources derrière eux. Nombre d'entre eux ne parviennent pas à trouver d'autres activités génératrices de revenus dans leur région d'accueil, ce qui accroît leur insécurité alimentaire.<sup>482</sup> Cette situation se concrétise surtout pour ceux qui s'installent en milieu urbain. La sécheresse qui sévit près de la ville éthiopienne de Gode a non seulement entraîné un déplacement urbain, mais aussi la mort du bétail des personnes déplacées, ce qui a encore affaibli leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire.<sup>483</sup> Les personnes déplacées par la violence dans la ville nigé-

riane de Jos ont également déclaré qu'elles avaient eu du mal à subvenir à leurs besoins après avoir laissé leurs fermes derrière elles et avoir été incapables de trouver d'autres moyens de subsistance.<sup>484</sup>

Le déplacement interne peut aussi affecter la sécurité alimentaire des communautés qui ne sont pas déplacées, mais davantage de données sont nécessaires afin de mieux comprendre cette relation. Une étude menée dans le nord du Nigeria a mis en évidence que l'arrivée de personnes déplacées dans leur pays augmentait la demande pour la nourriture, mettant une pression sur la capacité des marchés et augmentant les difficultés pour toutes les personnes de la région, y compris les communautés d'accueil.<sup>485</sup> Des évaluations plus approfondies de ce type permettraient d'analyser pleinement ces implications et de comprendre comment les disponibilités alimentaires et les variations de prix influencent les niveaux de sécurité alimentaire pour toutes les populations touchées par les conflits et les catastrophes. Elles permettraient également de mieux orienter les ressources humanitaires, souvent limitées, là où elles sont le plus nécessaires.

Les contraintes d'accès prennent de nombreuses formes et peuvent représenter un obstacle majeur à l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris la nourriture, dans de nombreuses situations de déplacement. Elles peuvent être physiques, lorsque les inondations rendent les routes impraticables ou que les aléas naturels isolent les destinataires, ou elles peuvent être le résultat d'un conflit, de l'insécurité ou de la violence à l'encontre des humanitaires. Les autorités ou les groupes armés non étatiques peuvent empêcher l'évaluation des besoins ou l'acheminement de l'aide, ou les personnes déplacées peuvent ne pas être prises en compte dans les évaluations en raison d'autres contraintes. Certaines ne peuvent pas recevoir d'aide si elles ne présentent pas de documents d'identité, ce que de nombreuses personnes déplacées perdent au cours de leur fuite.<sup>486</sup> La question de l'accès doit faire l'objet d'une attention particulière, étant donné qu'il peut accroître ou réduire l'insécurité alimentaire.

## Intersection des vulnérabilités

Le déplacement interne aggrave les vulnérabilités préexistantes des populations.

Des enquêtes menées au Cameroun, au Kenya, au Mali, et au Niger au début de l'année 2023 montrent que les personnes déplacées issues de groupes à faibles revenus, de minorités ethnolinguistiques, religieuses ou culturelles, ou celles vivant avec des maladies ou des handicaps de longue durée, risquent davantage de tomber dans l'extrême pauvreté et l'isolement, ce qui a des répercussions sur divers aspects de leur vie, y compris leur sécurité alimentaire.<sup>487</sup> Les ménages déplacés comprenant au moins une personne handicapée ont également toujours fait état de plus de difficultés d'accès à la nourriture que les ménages n'en comprenant pas, quels que soient les événements qui ont déclenché leur déplacement.<sup>488</sup>

Les évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition révèlent des niveaux de malnutrition plus élevés chez les enfants déplacés que chez leurs pairs non déplacés, ce qui peut être dû à la perte de moyens de subsistance de leurs familles, mais aussi aux mauvaises conditions d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les sites de déplacement.<sup>489</sup> Les enfants sous-alimentés peuvent avoir un développement physique et cognitif altéré, et sont plus susceptibles d'être contraints à travailler ou à se marier.<sup>490</sup> Au Soudan du Sud, par exemple, une évaluation réalisée en 2022 a révélé que l'insécurité alimentaire augmentait le risque de mariage précoce et forcé chez les filles.<sup>491</sup> Notre compréhension de ces questions est loin d'être complète, car la plupart des informations disponibles sur l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les déplacements internes sont recueillies au niveau des ménages et ne sont pas désagrégées selon l'âge.<sup>492</sup>

Lorsque de telles données sont disponibles, elles révèlent la manière dont les personnes de chaque tranche d'âge vivent des conséquences distinctes. Les résultats des études menées par l'IDMC montrent que les personnes déplacées de 60 ans et plus ont davantage de difficultés à accéder à de la nourriture.<sup>493</sup> Celles-ci peuvent aussi être mises à l'écart des aides nutritionnelles et des programmes de distribution de nourriture, ou leurs besoins spécifiques peuvent ne pas être reconnus. Le déplacement a également tendance à les isoler et à rompre leurs liens sociaux.<sup>494</sup> Elles peuvent avoir des difficultés à s'inscrire pour obtenir des rations, à assister aux distributions de nourriture ou à transporter de la nourriture et de l'eau jusqu'à chez elles.<sup>495</sup>



Des personnes déplacées par le cyclone tropical Eloise de 2021 font la queue pour obtenir de la nourriture au centre de relocalisation de Tica, au Mozambique.  
© UNICEF/UN0407060/Ricardo Franco, janvier 2021

Les normes de genre jouent un rôle dans l'accès des femmes à la nourriture et aux moyens de subsistance avant et pendant le déplacement.<sup>496</sup> Les femmes déplacées sont généralement davantage en situation d'insécurité alimentaire que les hommes. Dans les zones est et ouest de Hararghe en Éthiopie, les femmes déplacées chefs de ménage étaient moins impliquées dans les activités rémunérées que les hommes chefs de famille, et étaient plus sujettes aux pénuries alimentaires.<sup>497</sup> Les cheffes de ménage dans les camps de déplacés du nord-est du Nigeria ont déclaré qu'elles avaient des difficultés à accéder à la nourriture et aux produits non alimentaires en raison de leur statut matrimonial.<sup>498</sup> Dans certaines régions du Pakistan, seuls les hommes ont été autorisés à se rendre aux points de distribution des secours pour recevoir de l'aide et des approvisionnements après les inondations de la mousson de 2022.<sup>499</sup> En l'absence d'une alimentation et d'une nutrition adéquates, les femmes déplacées enceintes et allaitantes sont particulièrement exposées à des conséquences immédiates et à plus long terme sur leur santé.<sup>500</sup>

Les impacts différenciés du déplacement interne sont souvent le résultat de la superposition de facteurs de marginalisation et de discrimination, de pauvreté multidimensionnelle, d'insécurité et de risques accrus en matière de protection. Pour prévenir et répondre efficacement à l'insécurité alimentaire dans les situations de déplacement, il est essentiel de comprendre les vulnérabilités spécifiques auxquelles sont confrontés les différents groupes de personnes déplacées dans leur pays en recueillant des données exhaustives et désagrégées et en les utilisant pour élaborer des programmes sur mesure. Ces actions doivent être complétées par des évaluations sur les impacts économiques de l'insécurité alimentaire des personnes déplacées dans leur pays (voir l'encadré 2 p. 106).

**Il a été démontré que les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les femmes enceintes et allaitantes vivant dans des zones de déplacement interne sont tous exposés à un risque accru de malnutrition et d'insécurité alimentaire**

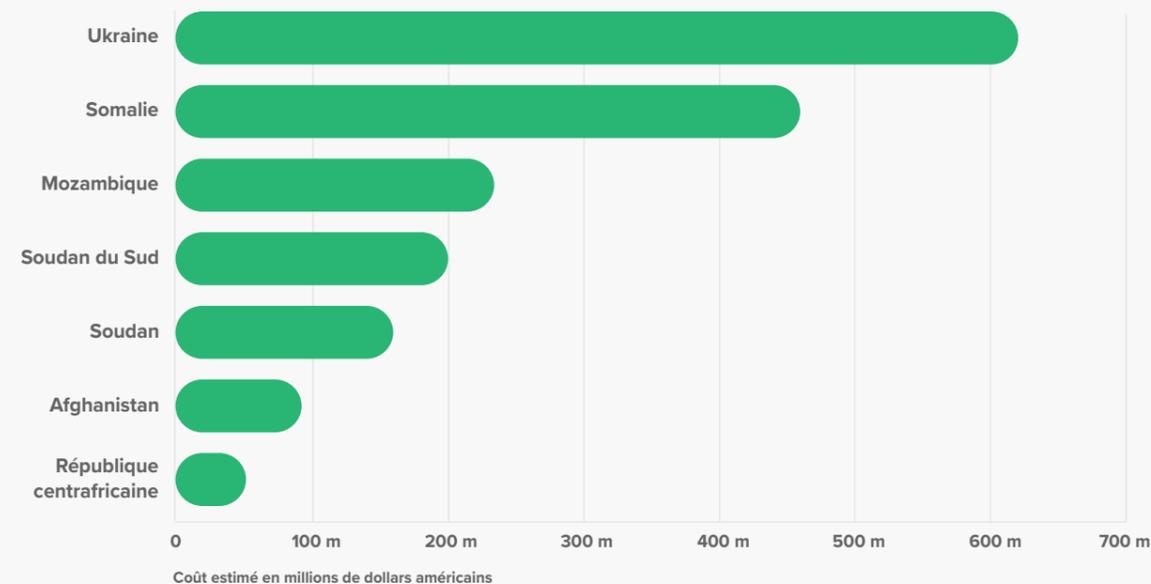
## ENCADRÉ 2

### Impacts économiques de l'insécurité alimentaire des personnes déplacées dans leur pays

Le déplacement interne a des conséquences financières importantes au niveau individuel, national et mondial.<sup>501</sup> D'après l'analyse des informations publiées sur 18 pays dans les plans de réponse humanitaire (PRH) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), les aperçus des besoins humanitaires (ABH) et d'autres sources, l'IDMC a estimé que le coût économique de la prise en charge des besoins de base des personnes déplacées dans leur pays pour une année de déplacement était d'environ 21,5 milliards de dollars au niveau mondial en 2021. Le coût de la prise en charge de leurs besoins alimentaires représentait un quart du total.<sup>502</sup>

D'après les données des ABH et des PRH publiées en 2023 pour sept pays, le coût moyen de l'assistance à la sécurité alimentaire pour chaque personne déplacée dans leur pays pendant un an a été estimé à 131 dollars, allant de 53 dollars au Soudan à 224 dollars au Mozambique. Cette somme inclut notamment la provision de nourriture et, dans certains cas, de semences, de bétail et d'outils agricoles, de programmes rémunérés et de subventions monétaires visant à constituer des actifs productifs et à créer des activités génératrices de revenus.<sup>503</sup> Des ressources supplémentaires sont consacrées à la prévention de la malnutrition chez les enfants déplacés de moins de cinq ans et chez les femmes enceintes et allaitantes. Le coût moyen estimé pour les sept pays était de 84 dollars par personne, allant de 38 dollars en République centrafricaine à 144 dollars au Soudan du Sud.

Fournir une aide à la sécurité alimentaire pendant un an à toutes les personnes déplacées qui étaient dans le besoin en Ukraine coûterait plus de 621 millions de dollars, soit le montant le plus élevé de tous les pays évalués.<sup>504</sup> Le coût total de la sécurité alimentaire et de l'assistance nutritionnelle aux personnes déplacées dans les sept pays s'élèverait à plus de 1,8 milliard de dollars. Le coût de l'aide humanitaire dans les différents pays dépend, entre autres, de la gravité de la crise, des fluctuations du marché, du type d'interventions prévues, du coût des provisions et du soutien logistique. L'analyse complète de ces coûts peut permettre d'orienter les actions et les investissements visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et le déplacement interne.



Estimation du coût de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour toutes les personnes déplacées internes dans le besoin en 2023 grâce à des plans de réponse humanitaire.<sup>505</sup>

## Répercussions sur le long terme

Lorsque le déplacement est de grande ampleur et se prolonge, les répercussions peuvent s'étendre à l'ensemble des sociétés et affecter les systèmes alimentaires à long terme.<sup>506</sup> En Colombie, de nombreux agriculteurs se sont installés de manière définitive dans les zones urbaines en raison du conflit prolongé qui sévit dans le pays.<sup>507</sup> Des groupes armés non étatiques ont également imposé des restrictions de mouvement, ce qui a encore entravé la production et le transport des denrées alimentaires. Cette mesure est une arme à double tranchant, car les communautés déplacées qui dépendent de la production agricole et du commerce pour assurer leur subsistance sont incapables de produire et de vendre de la nourriture, tandis que les restrictions de mouvement et les autres conséquences du conflit continuent d'aggraver leur insécurité alimentaire. Les conséquences locales et régionales de cette situation ont été importantes, en particulier pour les petits exploitants déplacés.<sup>508</sup>

Dans le nord de l'Éthiopie, 80 pour cent de la population dépendait de l'agriculture comme principale source de revenus et de nourriture avant que le conflit n'éclate en novembre 2020. Lors du conflit, les cultures ont été brûlées et pillées, obligeant les agriculteurs à abandonner leurs terres. Les outils pour l'agriculture et le bétail ont été détruits, l'accès aux champs a été restreint et le transport de nourriture bloqué. Ces facteurs ont augmenté l'insécurité alimentaire dans la région.<sup>509</sup>

Certains fermiers déplacés ont pu revenir après une trêve en mars 2022, mais les dégâts causés à leurs terres et à leur équipement continuent d'entraver la production alimentaire. La majeure partie de la saison des semis était déjà passée au moment de leur retour, ce qui, combiné à une sécheresse prolongée, a empêché les agriculteurs d'entamer un nouveau cycle de production qui aurait pu améliorer la sécurité alimentaire des populations déplacées et non déplacées.<sup>510</sup> L'Éthiopie est également très dépendante des importations de carburant, de blé et d'engrais, et la hausse des prix des produits de base due à la guerre en Ukraine a encore aggravé la situation.<sup>511</sup>

La dépendance à l'égard de l'aide alimentaire était élevée dans toutes les zones touchées par le conflit en 2022, mais de nombreux problèmes, notamment les blocages et les pillages, ont entravé l'acheminement de l'aide.<sup>512</sup> Pour tenter de remédier à cette situation, les Nations unies ont accordé aux agriculteurs du Tigré un prêt de 10 millions de dollars en août afin d'augmenter l'approvisionnement en engrais et de stimuler la production agricole.<sup>513</sup> Ce prêt a été suivi d'un accord de cessez-le-feu qui a permis la mise en place de quatre couloirs d'aide humanitaire vers le Tigré à partir des régions voisines d'Afar et d'Amhara. Des milliers de camions ont acheminé de l'aide humanitaire, principalement de la nourriture, empêchant ainsi la sécurité alimentaire du pays de se détériorer à nouveau.<sup>514</sup>

Des investissements à plus long terme sont nécessaires pour renforcer la résilience des communautés touchées et menacées par le déplacement. Ils permettraient d'accroître les possibilités pour les personnes déplacées de retourner chez elles ou de s'intégrer dans leurs communautés d'accueil, d'accéder à la terre et de rétablir leurs moyens de subsistance. Cela permettrait non seulement d'améliorer leur bien-être, mais aussi de réduire le besoin d'aide humanitaire. Ces investissements renforceraient également les systèmes alimentaires et amélioreraient la stabilité et le développement socio-économique.



Une adolescente récupère de l'eau dans un puits avant le début de l'école en Éthiopie. Les normes de genre jouent un rôle dans l'accès des femmes à la nourriture et aux moyens de subsistance avant, pendant et après le déplacement. © UNICEF/UN0694032/Demissew Bizuwerk, août 2022

# Sécurité alimentaire et solutions durables

L'augmentation du déplacement interne et l'aggravation de l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale appellent à des efforts concertés pour traiter ces deux questions ensemble. Cette section examine les mesures qui pourraient être prises à cette fin en concevant et en mettant en œuvre des politiques et des programmes fondés sur des données probantes en faveur de solutions durables. Elle aborde également les lacunes en termes de données qui doivent être comblées.

## Soutien aux personnes déplacées dans leur pays via l'aide financière et la protection sociale

L'approvisionnement traditionnel d'aide alimentaire fait toujours partie des réponses d'urgence suite à des chocs. Néanmoins, il y a eu un changement au cours de la dernière décennie dans la façon dont les organisations humanitaires aident les personnes dans le besoin. Les parties prenantes travaillant sur la sécurité alimentaire ont de plus en plus pris des mesures d'anticipation, passant avec succès du paradigme de l'aide d'urgence à la fourniture d'autres formes d'assistance, y compris l'aide financière pour renforcer la résilience.<sup>515</sup>

Le Programme Alimentaire Mondial a lancé son programme d'action anticipative en 2015 afin d'aider les gouvernements et les communautés à mieux se préparer et se remettre de chocs climatiques grâce au financement et à l'alerte précoce. Ce programme a depuis été mis en œuvre dans 21 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, couvrant environ deux millions de personnes en 2022.<sup>516</sup>

Les inondations de 2020 au Bangladesh ont été parmi les plus dévastatrices de l'histoire du pays. Elles ont provoqué 1,9 million de déplacements internes, mais une action anticipée réussie a permis de réduire leurs effets à long terme sur les personnes déplacées.<sup>517</sup> Pour soutenir les communautés à

risque, le Programme alimentaire mondial a collaboré avec le gouvernement, la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh et le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour distribuer des transferts d'argent inconditionnels aux ménages vivant le long de la rivière Jamuna jusqu'à quatre jours avant que les eaux n'atteignent leur niveau le plus élevé. Cela leur a permis d'acheter de la nourriture et de déplacer leurs biens vers des zones plus sûres.<sup>518</sup> Une évaluation indépendante a montré que la plupart des personnes ont utilisé l'argent pour acheter de la nourriture et de l'eau, ce qui a amélioré leur sécurité alimentaire pendant et après les inondations.<sup>519</sup>

L'aide financière inconditionnelle est une option viable et flexible pour répondre aux besoins immédiats des personnes touchées par les crises, en leur laissant le choix de gérer leurs propres dépenses. Ceci est particulièrement important pour les personnes déplacées dans leur pays, dont les priorités et les besoins changent lorsqu'elles quittent leur maison et leurs moyens de subsistance. La nourriture peut devenir l'un de leurs besoins les plus pressants, et le fait d'avoir les moyens de l'acheter peut réduire le risque d'insécurité alimentaire et les aider à se remettre de leur situation.<sup>520</sup>

Dans les pays vulnérables à la sécheresse, le déstockage du bétail permet de minimiser les pertes des éleveurs et fonctionne bien lorsqu'il existe un risque imminent de ralentissement économique. Avant la sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2017, la FAO avait acheté des animaux à des éleveurs de la région Somali de l'Éthiopie qui étaient fortement menacés par la faim, la pauvreté et le déplacement. En achetant des moutons et des chèvres déjà faibles à des prix équitables, le programme a créé un marché là où il n'y en avait plus, et a apporté aux éleveurs un soutien financier indispensable pour faire face à la situation.<sup>521</sup> Les organisations humanitaires ont commencé à mettre en œuvre des initiatives similaires au Niger.<sup>522</sup>

**Les actions anticipatoires, y compris l'aide financière, peuvent diminuer les conséquences de l'insécurité alimentaire liée au déplacement.**

**Les systèmes de protection sociale représentent une autre forme de solution, en particulier lorsqu'ils sont conçus pour répondre aux vulnérabilités spécifiques de groupes tels que les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.**

Ces mesures à court terme permettent d'éviter des pertes importantes, mais elles ne permettent pas de relever les défis à long terme, en particulier dans les pays où la sécheresse, les conflits et le déplacement se prolongent. Elles ont tendance à être liées aux budgets et aux calendriers de projets spécifiques, et les agences humanitaires ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour assurer leur continuité et les relier aux systèmes de protection sociale mis en place par les gouvernements et leurs partenaires de développement. Un financement plus souple et à plus long terme est donc essentiel pour prévenir les crises liées à la sécurité alimentaire et au déplacement interne, ainsi qu'y répondre de manière durable.<sup>523</sup>

La FAO et le Programme alimentaire mondial ont aidé les gouvernements à mettre en place et à maintenir des systèmes de protection sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition.<sup>524</sup> Certaines de ces initiatives ont eu des résultats positifs pour les personnes déplacées internes et pour leurs hôtes. Cependant, le déplacement interne n'a pas toujours été explicitement inclus dans ces initiatives, ce qui rend difficile l'identification des bonnes pratiques. Ces informations seraient précieuses pour l'élaboration de politiques et d'interventions visant à lutter contre les effets conjugués du déplacement et de l'insécurité alimentaire.

Une étude récente met en lumière le domaine naissant de la protection sociale des personnes déplacées dans leur pays et l'importance des filets de sécurité pour répondre au déplacement interne. Elle met en évidence un décalage important entre les systèmes de données concernant les personnes déplacées et celles qui ne le sont pas. Très peu de pays gèrent des systèmes qui couvrent les deux populations tout en les différenciant, ce qui rend invisibles les besoins spécifiques des personnes déplacées et les difficultés qu'elles rencontrent pour accéder aux services de protection

sociale.<sup>525</sup> Il est essentiel de combler cette lacune, notamment parce que les parties prenantes qui fournissent une protection sociale aux personnes souffrant d'insécurité alimentaire ne sont pas toujours alignées avec celles qui fournissent des services similaires aux personnes déplacées, ce qui entraîne des efforts non coordonnés, des duplications et des incohérences financières.

La Colombie est un bon exemple de pays qui relie l'aide humanitaire à la protection sociale des personnes déplacées internes. Elle dispose de plusieurs régimes de protection sociale, dont le principal est le système d'identification des bénéficiaires potentiels des programmes sociaux (SISBEN). Le SISBEN fournit un score calculé basé sur une série d'indicateurs qui mesurent la vulnérabilité, y compris l'insécurité alimentaire. Cela permet au gouvernement d'adapter la protection sociale aux différents groupes de population. Les personnes déplacées internes et les autres victimes du conflit qui sont enregistrées dans le registre des victimes sont intégrées dans la base de données SISBEN, ce qui permet aux agences gouvernementales et aux autres partenaires de les aider par des transferts d'argent et d'autres formes de protection sociale.<sup>526</sup> Le Programme Alimentaire Mondial, par exemple, a aligné ses interventions d'aide alimentaire sur le système national.<sup>527</sup>

Une autre étude récente montre la manière dont le régime de protection sociale colombien a réussi à soutenir les personnes déplacées à l'intérieur du pays ainsi que les réfugiés et les migrants vénézuéliens vulnérables. Elle conclut qu'il s'agit d'un bon exemple d'initiative gouvernementale capable de s'adapter rapidement à l'évolution des besoins des bénéficiaires. L'étude reconnaît la valeur de l'apport des agences internationales dans la réponse au déplacement, mais elle souligne l'importance d'aligner leurs interventions sur les priorités gouvernementales et les structures de protection sociale.<sup>528</sup>

## Soutenir les moyens de subsistance et le développement des compétences pour favoriser l'autonomie des personnes déplacées

Il est clair que les personnes déplacées dans leur pays devraient être au cœur de leurs propres solutions, mais leur rôle dans les réponses humanitaires n'est pas toujours pris en compte, ce qui fait d'elles des bénéficiaires passifs de l'aide. Au cours des dernières années, les donateurs et les organisations humanitaires ont reconnu cette limitation importante et ont encouragé une révision substantielle de la manière dont l'aide est fournie de façon à ce que les capacités et le potentiel des personnes dans le besoin soient placés au cœur des réponses. Se concentrer uniquement sur leurs besoins tend à éclipser leur capacité à les surmonter, ce qui diminue leur rôle dans la recherche de solutions durables et dans le développement à long terme.<sup>529</sup>

L'adoption d'une telle approche est d'autant plus pertinente dans les pays touchés par les effets conjugués du déplacement de population et de l'insécurité alimentaire. Les solutions à long terme pour lutter contre ces phénomènes ne peuvent reposer sur la seule réponse humanitaire, mais doivent utiliser les connaissances et les capacités des personnes déplacées dans leur pays pour établir ou reconstruire les moyens de subsistance qu'elles ont choisis. Au-delà de l'assistance monétaire et de la protection sociale, le soutien aux moyens de subsistance est essentiel à leur autonomie et à leur rétablissement au long terme. Il est important de mettre en avant leur rôle en tant qu'agriculteurs, travailleurs, vendeurs, consommateurs et entrepreneurs, ainsi que leur potentiel à contribuer à la reconstruction, et au maintien des systèmes alimentaires afin d'améliorer la sécurité alimentaire.<sup>530</sup>

Le Soudan est un exemple de ces bonnes pratiques, compte tenu de la situation actuelle dans le pays. « Renforcer la sécurité des moyens de subsistance pour la paix et le redressement au Darfour », un projet dirigé par le Programme des Nations unies pour le développement, se concentre sur le développement des moyens de subsistance et l'amélioration du développement économique comme moyen de soutenir la cohésion sociale et la coexistence pacifique au sein des communautés touchées



*Un homme indigène cultive sur des terrasses dans le Chocó, en Colombie. Après avoir été déplacé par le conflit armé, sa communauté vit dans une situation de confinement forcé. © NRC, octobre 2022*

par le conflit. Il vise à renforcer la résilience des groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées dans leur pays, les rapatriés et les communautés d'accueil, grâce à un meilleur accès aux actifs productifs et aux marchés, ce qui contribue à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire.<sup>531</sup>

Le projet a également abordé la question de l'accès aux ressources naturelles et a renforcé la capacité des autorités nationales à mener et à soutenir le redressement. Les interventions ont pu atteindre environ 12 000 ménages dans 15 localités, et se sont progressivement étendues d'un État à l'autre, en fournissant des infrastructures de production telles que des entrepôts, des centres de subsistance et des barrages, en établissant ou en ravivant des associations de producteurs et en développant les chaînes de valeur de l'arachide et de la gomme arabique.<sup>532</sup>

Un autre élément clé de ce projet est de relier les producteurs avec les entités du secteur privé qui peuvent leur faire accéder à des marchés, ainsi que de fournir un financement et des nouvelles technologies pour de meilleurs rendements agricoles. Le projet a également contribué à rétablir l'interdépendance entre les groupes de subsistance, à savoir les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades, qui s'était rompue après la montée du conflit il y a une vingtaine d'années.<sup>533</sup>

Les premiers dépendent des nomades pour le lait et la viande, tandis que les seconds dépendent des agriculteurs pour le fourrage, ce qui a dissuadé les parties de poursuivre le conflit et les a incitées à s'engager dans la médiation. Le projet a mis en place des comités de paix et de développement avec les agriculteurs et les nomades afin de permettre la résolution des conflits, ce qui a permis d'accroître la confiance et de réduire les frictions. Il montre l'importance d'impliquer les communautés d'accueil et les autres parties prenantes dans la création d'avantages partagés.<sup>534</sup>

Des initiatives similaires pourraient être reproduites dans d'autres pays touchés par les effets conjugués du déplacement interne et de l'insécurité alimentaire, tout en s'adaptant au contexte local. Par exemple, dans des camps, l'intégration des personnes déplacées internes dans les systèmes alimentaires peut s'avérer difficile, car les camps peuvent être situés loin des marchés locaux et la disponibilité des terres agricoles peut être limitée.

**L'exploitation des compétences existantes des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays pour soutenir leurs moyens de subsistance est essentielle pour renforcer leur autonomie et permettre un rétablissement durable.**

Néanmoins, si l'intégration est difficile, elle n'est pas impossible. Des partenaires humanitaires au Cameroun ont travaillé de concert avec les personnes déplacées par la violence dans la région de l'Extrême-Nord pour soutenir l'agriculture et ainsi leurs moyens de subsistance. Issues de milieux différents et dotées de compétences différentes, les personnes déplacées vivant dans le camp d'Ardjaniré se sont retrouvées sans emploi et dépendantes de l'aide. Le projet leur a fourni des parcelles de terre et un jardin communautaire où elles ont pu planter des cultures. Il les a également aidées à acquérir des compétences qui leur seraient utiles à court et à long terme. Le projet leur a permis de satisfaire leurs propres besoins alimentaires et d'envoyer leurs enfants à l'école.<sup>535</sup>

Cet exemple démontre que des personnes déplacées n'ayant jamais pratiqué l'agriculture peuvent y participer, et que le développement des compétences est essentiel pour la subsistance et l'autonomie.<sup>536</sup> Ceci s'applique également, sinon même plus, aux situations de déplacement d'une zone rurale vers une zone urbaine, où la pratique agricole risque de ne pas être une option pour les agriculteurs et les éleveurs déplacés, dont les compétences sont difficilement transférables. Au-delà de la production alimentaire, il est important de souligner que le secteur de l'alimentation et de l'agriculture peut créer, tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, des emplois dont les communautés déplacées peuvent bénéficier et auxquels elles peuvent contribuer.

Indépendamment des caractéristiques propres à chaque crise, il sera essentiel d'agir dès les premiers stades du cycle de réponse humanitaire et d'apporter un soutien souple adapté aux besoins des personnes déplacées. Ce soutien devrait s'accompagner d'investissements à grande échelle dans des domaines essentiels aux moyens de subsistance, tels que l'accès à la terre et à l'eau, les marchés, le renforcement des capacités des entreprises agroalimentaires et l'adaptation au changement climatique.<sup>537</sup> L'exploitation du secteur agro-alimentaire dans les situations de déplacement a le potentiel de soutenir des solutions durables en augmentant à la fois la sécurité alimentaire et l'autonomie des communautés et des pays.

## Comblent les lacunes en matière de données

Les partenaires qui mènent les efforts mondiaux de suivi de l'insécurité alimentaire ont apporté une contribution importante à notre compréhension du phénomène en collectant des données, en produisant des analyses et en communiquant à un large éventail de parties prenantes l'état de l'insécurité alimentaire dans certaines des crises humanitaires les plus aiguës du monde.<sup>538</sup> Cependant, de nombreuses évaluations ne désagrègent pas les données par statut de déplacement, ce qui limite notre compréhension de la manière dont les personnes déplacées dans leur pays peuvent être inégalement affectées par l'insécurité alimentaire.

De nombreux ensembles de données ne sont pas non plus désagrégés d'autres manières, notamment par sexe, ce qui entrave la production d'analyses plus approfondies des impacts différenciés du déplacement et de l'insécurité alimentaire sur les groupes vulnérables.<sup>539</sup> Le manque de données désagrégées et longitudinales limite également notre compréhension de la manière dont le déplacement affecte les systèmes alimentaires au sens large.<sup>540</sup>

Comblent cette lacune est complexe et requiert que les parties prenantes travaillent sur la sécurité alimentaire et le déplacement collaborent et considèrent la relation entre les deux phénomènes comme faisant partie intégrante de leurs efforts de collecte de données. Des obstacles financiers, logistiques et méthodologiques importants peuvent se présenter, mais l'inclusion de millions de personnes déplacées, qui peuvent souffrir de manière disproportionnée de l'insécurité alimentaire, devrait être considérée comme une priorité.<sup>541</sup>

Certaines évaluations de la sécurité alimentaire prennent en compte les personnes déplacées internes, mais leurs méthodologies, leurs indicateurs, leur couverture géographique et leurs délais de signalement diffèrent souvent. Cela signifie qu'une grande partie des données n'est pas interopérable, ce qui constitue un obstacle pour fournir une base de référence mondiale comparable et actualisée sur la sécurité alimentaire des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

**Davantage de données sont nécessaires pour améliorer les actions visant à résoudre l'insécurité alimentaire et à faire progresser les solutions pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.**



*Des garçons sont assis à côté d'un étang contenant des eaux de crue contaminées, près du village de Zangi Brohi, dans le Sindh, au Pakistan. Avec le Balouchistan, ces provinces ont accueilli 90 pour cent des personnes déplacées par les inondations. © UNICEF/ UN0761217/Arsalan Butt, janvier 2023*

Il en va de même au niveau régional. Dans les pays qui font face à un nombre important de déplacements internes chaque année, comme le Kenya, Madagascar, et le Pakistan, les évaluations de la sécurité alimentaire ne couvrent que certaines zones géographiques. Des évaluations précises sont encore plus difficiles à obtenir étant donné la nature dynamique du déplacement puisque les personnes déplacées dans leur pays peuvent entrer ou sortir des zones couvertes par les évaluations de sécurité alimentaire.

Il existe également des lacunes parmi les données sur le déplacement interne. Les recommandations internationales sur les statistiques relatives aux personnes déplacées dans leur pays (IRIS) ont joué un rôle essentiel dans l'alignement des parties prenantes afin de produire des données plus interopérables, mais la mise en œuvre complète des recommandations dans tous les pays, tant pour le déplacement dû à des conflits que pour celui dû à des catastrophes, reste un défi.<sup>542</sup> La sécurité alimentaire n'est généralement pas non plus incluse dans la collecte des données sur le déplacement, bien que cela puisse s'avérer très utile pour compléter les évaluations telles que l'IPC/CH, en recueillant des informations qu'elles n'ont pas et en donnant une meilleure idée de la manière dont les deux phénomènes se chevauchent.<sup>543</sup>

Les bonnes pratiques existent. La matrice de suivi du déplacement (DTM) de l'OIM a collaboré avec le groupe de travail sur la sécurité alimentaire mondiale pour intégrer des indicateurs de sécurité alimentaire dans son dictionnaire de données, un répertoire des indicateurs et des questions d'enquête élaborés par des experts et utilisés pour ses outils d'enquête.<sup>544</sup> Les évaluations multi-sectorielles des besoins de la DTM sont menées au niveau local par le biais d'entretiens réguliers avec des informateurs clés et comprennent des indicateurs sur la disponibilité de la nourriture et du combustible de cuisson, ainsi que sur les obstacles à l'accès à la nourriture et aux services de distribution de nourriture. Les acteurs travaillant sur la sécurité alimentaire peuvent demander à la DTM de collecter ces données.<sup>545</sup>

La DTM a également inclus des indicateurs de sécurité alimentaire au niveau des ménages dans son dictionnaire de données, y compris des questions pour calculer les scores de consommation alimentaire, les scores de diversité alimentaire et l'indice de stratégie d'adaptation réduite. Ces indicateurs sont

alignés au niveau mondial et il est possible de demander à la DTM de les inclure dans les enquêtes sur les ménages qu'elle administre, y compris dans le cadre des MSNAs.<sup>546</sup>

Le programme REACH d'IMPACT Initiatives mène des MSNAs depuis 2016 en utilisant des outils de collecte et d'analyse de données semi-standardisés. Un objectif clé est de comprendre comment les besoins varient entre les différents groupes, en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés et les populations non déplacées. Ils informent les acteurs humanitaires des besoins les plus pressants des ménages et facilitent l'analyse intersectorielle en identifiant la concordance des besoins entre les territoires et les groupes de population. Les évaluations multisectorielles des besoins (MSNA) touchent à la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, ce qui permet de comprendre et de comparer les besoins des populations déplacées et non déplacées. Des MSNAs ont été menées dans 20 pays l'année dernière, ce qui a permis de mieux comprendre comment les personnes déplacées dans leur pays vivent spécifiquement l'insécurité alimentaire.<sup>547</sup>

Il existe beaucoup d'autres mesures et outils qui, bien qu'ayant des méthodes et des objectifs différents, pourraient être utilisés d'une manière ou d'une autre pour comprendre comment la production agricole, les marchés alimentaires et les chaînes d'approvisionnement jouent un rôle dans les dynamiques de l'insécurité alimentaire et du déplacement.<sup>548</sup> Des outils et des systèmes devront être conçus pour suivre et analyser les vulnérabilités et identifier comment et dans quelle mesure les chocs du marché alimentaire ont des répercussions sur l'insécurité alimentaire des personnes déplacées et non déplacées.

La plupart des collectes et des analyses de données ont lieu au début des crises, mais elles ont tendance à s'arrêter peu après la fin de la phase la plus aiguë. Cette approche sert à la planification et la réponse à court terme, mais elle ne mesure pas et ne contribue pas à comprendre les dimensions chroniques de l'insécurité alimentaire dans les situations de déplacement prolongé. L'utilisation généralisée de financements à court terme, basés sur des projets, joue un rôle dans ces pratiques. Un financement pluriannuel plus souple est nécessaire pour soutenir la collecte d'informations sur la faim chronique et la malnutrition au fil du temps.

La production et l'analyse de données temporelles aideraient les partenaires à comprendre les dynamiques de la sécurité alimentaire avant que les situations n'atteignent des niveaux de crise, et à s'attaquer aux facteurs structurels qui entraînent le risque de déplacement répété et prolongé. Comprendre la manière dont les prix des denrées alimentaires et la résistance des communautés aux chocs varient dans le temps et en dehors des périodes de crise permettrait d'identifier les secteurs et les groupes de population qui nécessitent les interventions les plus urgentes pour réduire le risque de déplacement et d'insécurité alimentaire.

Cela dit, la collecte et l'analyse de données quantitatives ne suffiront pas à démêler les différents aspects et facteurs transversaux qui influencent une dynamique aussi complexe. Pour ce faire, il est nécessaire d'adopter des méthodes mixtes combinant des évaluations quantitatives et qualitatives afin d'élaborer des politiques adaptées et réalisables en matière de sécurité alimentaire et de solutions durables.

La production d'un plus grand nombre d'analyses conjointes contribuerait également à mettre en lumière les moteurs et les impacts communs du déplacement et de l'insécurité alimentaire. Des initiatives telles que le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN), une plateforme technique qui rassemble les principales parties prenantes du secteur et les agences travaillant sur le déplacement, y compris l'OIM et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, devraient être renforcées. Le FSIN a contribué à mettre en avant la question de l'insécurité alimentaire parmi les populations déplacées en réalisant des analyses et des rapports sur certaines des situations clés, notamment dans son rapport mondial sur les crises alimentaires.<sup>549</sup>

La mise en œuvre des suggestions et la résolution des problèmes évoqués ici ne seront possibles que si les parties prenantes collaborent et partagent leurs données. Le renforcement des partenariats actuels et l'établissement de nouveaux partenariats favoriseraient également notre compréhension commune des causes du déplacement et de l'insécurité alimentaire, ainsi que notre capacité à identifier les bonnes pratiques dans le monde entier.



*Un cultivateur de pommes de terre en Colombie. De nombreux agriculteurs se sont installés définitivement dans les zones urbaines en raison du conflit prolongé qui sévit dans le pays. © Getty Images/Daniel Munoz/AFP, février 2022*

## Conclusion

Cette année, le GRID coïncide avec le 25<sup>e</sup> anniversaire des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Depuis leur publication, nous avons réalisé des progrès significatifs en matière de suivi et d'information sur les tendances, les modèles et les impacts de ce phénomène. Nous avons également mis nos données et nos analyses à la disposition des décideurs et des praticiens afin de les aider à élaborer des politiques et des programmes destinés à soutenir les personnes déplacées par les conflits, la violence, les catastrophes et les effets du changement climatique. Cela a conduit à une prise de conscience accrue de la nécessité d'investir dans des solutions durables et dans la prévention au niveau mondial.

Le nombre de personnes déplacées dans le monde continue cependant d'augmenter, tout comme le nombre de nouveaux mouvements enregistrés chaque année. Le déplacement dû aux conflits reste une préoccupation majeure, de l'Afrique subsaharienne à l'Ukraine, mais le déplacement dû aux catastrophes a eu une empreinte géographique beaucoup plus importante l'année dernière. Le phénomène a été enregistré dans 148 pays et territoires, à une échelle jamais vue auparavant dans beaucoup d'entre eux. Cependant, une partie importante du phénomène nous échappe encore, étant donné que le déplacement déclenché par des aléas à évolution lente liés au changement climatique n'est pas toujours pris en compte.

Le fait que ces tendances de déplacement s'inscrivent dans le contexte de l'insécurité alimentaire qui aggrave bon nombre des crises humanitaires les plus aiguës dans le monde est également alarmant et nous rappelle l'importance de redoubler les efforts pour s'attaquer à leurs moteurs et impacts communs. Les liens complexes entre ces deux phénomènes n'ont pas encore été entièrement élucidés, mais les éléments présentés dans ce rapport montrent qu'ils sont souvent imbriqués et se renforcent mutuellement pour créer des vulnérabilités au long terme et de nombreux défis pour les personnes déplacées, leurs communautés d'accueil,

les gouvernements et les prestataires d'aide humanitaire qui les soutiennent. En l'absence d'informations et d'analyses complètes sur la manière dont ils se conjuguent, nous ne serons pas en mesure d'apporter des solutions significatives et à long terme à ce qui constitue un défi de plus en plus important.

Pour y parvenir, il sera essentiel de créer des partenariats et de collaborer pour s'attaquer à leurs facteurs communs. Au-delà de l'aide apportée aux personnes déplacées dans leur pays pour répondre à leurs besoins humanitaires immédiats, nous devons continuer à investir et à améliorer les initiatives qui soutiennent leur résilience aux chocs grâce à des mesures d'anticipation et de réduction des risques. Cette démarche, qui s'inscrit dans une perspective de développement, permettra de s'attaquer aux causes sous-jacentes du déplacement, notamment la pauvreté, l'inégalité et le changement climatique.

Il existe déjà des exemples de bonnes pratiques dans le monde entier, qui permettent d'espérer que de telles solutions sont réalisables. Encourager les moyens de subsistance durables et allouer les ressources adéquates pour aider les personnes déplacées internes à résoudre leur problème contribuerait également à prévenir le déplacement et les crises d'insécurité alimentaire futurs, avec des gains significatifs en termes de développement à long terme.

Nous devons également mettre en place des méthodes globales pour prendre en compte les répercussions plus larges du déplacement internes sur les communautés et les sociétés, notamment en matière de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation, de travail et de sécurité. Il sera essentiel de produire et d'utiliser des données plus nombreuses et de meilleure qualité pour guider ces efforts. Après 25 ans de progrès dans cette direction, nous devons continuer à améliorer la couverture, la granularité, la rapidité et la désagrégation des données sur le déplacement interne, et les compléter par d'autres informations nécessaires pour comprendre et traiter les crises actuelles et réduire le risque qu'elles ne se reproduisent à l'avenir.



*Un bateau de pêche revient au coucher du soleil après avoir sorti les filets pour la nuit à Mangily, Madagascar.  
© FAO/Alexander Joe, juin 2022*

# Références

- 1 IDMC, How we monitor, May 2023
- 2 IPC, Population Tracking Tool, undated
- 3 ACAPS, Humanitarian Access Overview 2022, 14 December 2022
- 4 IDMC, How Can Pastoralists Become Displaced When They Lead Traditionally Mobile Lifestyles? March 2014
- 5 NASA, Worst Drought on Record Parches Horn of Africa, undated; IFRC, WMO: Third consecutive year of La Niña could intensify Horn of Africa drought, 31 August 2022
- 6 UNHCR, Protection & Return Monitoring Network – Somalia, last accessed 30 March 2022
- 7 OCHA, Horn of Africa Drought: Regional Humanitarian Overview & Call to Action, 29 November 2022
- 8 IOM DTM, Kenya Mobility Tracking and Multi-Sectoral Location Assessments, September – December 2022
- 9 OCHA, Horn of Africa Drought: Regional Humanitarian Overview & Call to Action, 29 November 2022
- 10 Ibid
- 11 ICG, The Climate Factor in Nigeria's Farmer-Herder Violence, 22 April 2021; IFPRI, Extreme weather and civil war in Somalia: Does drought fuel conflict through livestock price shocks? February 2013
- 12 AFDB, Dakar2 Summit: Feed Africa, January 2023
- 13 UN News, Millions face flooding threat across west and central Africa, 28 October 2022; WWA, Climate change exacerbated heavy rainfall leading to large scale flooding in highly vulnerable communities in West Africa, 16 November 2022
- 14 WFP, West Africa hard-hit by climate crisis as deadly floods decimate lives and livelihoods, 17 October 2022
- 15 OCHA, Nigeria - Floods Response: Flash Update 4, 14 December 2022; IFRC, Nigeria, Africa - Floods Emergency Appeal, 24 October 2022
- 16 IOM DTM, Nigeria - Flood Rapid Needs Assessment Dashboard - Anambra State, 8 November 2022
- 17 IOM, Over 15,000 Internally Displaced Persons in Immediate Need of Shelter as Flood Ravages Camps in Northeast Nigeria, 7 October 2022
- 18 OCHA, Nigeria - Floods Response: Flash Update 4, 14 December 2022; CILSS, Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, November 2022; UNICEF, Nigeria Emergency Flood Response – Flash Update, September – November 2022
- 19 Floodlist, Mali – Hundreds of Homes Destroyed by Floods in Mopti Region, 27 September 2022
- 20 UNICEF, Chad Flash Update No. 4 Floods, 31 October 2022
- 21 OCHA/IOM/ECHO, Chad: Floods, July 2022
- 22 IFRC, Chad: Floods - Emergency Appeal n° MDRTD021, 26 October 2022; OCHA, Chad: Flooding situation in N'Djamena - Situation Report No. 08, 13 December 2022
- 23 OCHA, N'djamena, Chad - Flooding situation, 20 October 2022
- 24 IFRC, Mauritania: Floods - Emergency Action Plan (EPoA), DREF Operation MDRMR014, 23 August 2022

25 IFRC, Senegal: Floods in Dakar, Thiès, and Matam Emergency Plan of Action (EPoA) DREF Operation n° MDRSN019, 13 September 2022

26 South African Government News Agency, Ongoing heavy rains classified as national disaster, 20 January 2022; South African Government News Agency, Flood warning as Vaal and Bloemhof dams overflow, 20 January 2022

27 IFRC, KwaZulu-Natal floods: Red Cross steps up response amid mounting humanitarian needs, 26 April 2022; IFRC, South Africa: Floods in KwaZulu Natal - Emergency Plan of Action (EPoA), DREF Operation MDRZA012, 19 April 2022

28 ECHO, South Africa - Floods and landslides update, 19 April 2022; International Charter and Major Disasters, Charter Activations, undated

29 Government of South Africa, Home Affairs to hand over IDs to KZN floods victims, 6 May 2022; Government of South Africa, Companies appointed to build temporary homes in KZN, 19 May 2022

30 IDMC, More Than Half a Million Displacements Across South-Eastern Africa as Five Tropical Storms Strike in Two Months, 25 March 2022; OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022

31 OCHA, Malawi - Flash Appeal - Tropical Storm Ana, 26 February 2022

32 IFRC, Malawi | Tropical Storm Ana 6 - month operation update - Emergency appeal No: MDRMW015, 20 December 2022

33 IFRC, Malawi: Red Cross scales up response to worst cholera outbreak in two decades, 25 January 2023; WHO, Tropical storms, flooding and Cholera: Malawi faces cholera emergency amidst severe climate events, 23 March 2022

34 Protection Cluster, Mozambique: Fact-sheet on Climate Related Displacement, April 2022; IOM, over 700,000 affected by Cyclone Gombe in Mozambique still in need of humanitarian assistance as IOM scales up response, 20 May 2022; IFRC, Malawi Tropical Cyclone Gombe impacts, 19 March 2022

35 WFP, Democratic Republic of the Congo September Situation Report #41 – 31 October 2022, 7 November 2022; ICG, East Africa's DR Congo Force: The Case for Caution, 25 August 2022

36 UNHCR, Protection & Return Monitoring Network: Somalia, undated

37 Ibid; ACLED, Heightened Political Violence in Somalia, 3 March 2023

38 IDMC, GRID 2022: Spotlight – Ethiopia: Crisis in the north leads to unprecedented displacement, May 2022

39 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022; ICG, Avoiding the Abyss as War Resumes in Northern Ethiopia, 7 September 2022; US Department of State, Five Months of a Humanitarian Truce in Ethiopia, 24 August 2022; AU, Cessation of Hostilities Agreement between the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia and the Tigray Peoples' Liberation Front (TPLF), 2 November 2022

40 GCR2P, Atrocity Alert No. 325: Ethiopia, Myanmar (Burma) and Yemen, 10 November 2022

41 MSF, Burkina Faso : des milliers de déplacés après une augmentation des violences dans la Boucle du Mouhoun, 31 August 2022; ACAPS, Burkina Faso country page, undated

42 OCHA, Burkina Faso: Aperçu de la situation humanitaire au 31 décembre 2022, 30 January 2022

43 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022

44 OCHA, Niger - Flash Update # 1 : Mouvement de populations – Diffa, 2 September 2022

45 ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022; ACAPS, Humanitarian Access Overview, July 2022

46 OCHA, Sudan: Humanitarian Snapshot, 12 May 2022

47 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022

48 UNSC, Final report of the Panel of Experts on South Sudan submitted pursuant

to resolution 2577 (2021) (S/2022/359), 8 May 2022; IGAD, Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan, 12 September 2018

49 UN News, South Sudan: Human rights violations in Unity state committed with 'impunity', 6 September 2022; UNHCR, Thousands displaced by escalating conflict in South Sudan's Greater Upper Nile Region, 7 December 2022

50 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022

51 SADC, Executive Secretary Presents Instruments of Authority for Standby Force Deployment Mission to Mozambique, 17 July 2021; OCHA, Mozambique - Displacement in northern Mozambique - Flash Update No. 1, 9 September 2022

52 SADC, Peace building support programme begins in northern Mozambique, 24 June 2022

53 WFP, Democratic Republic of the Congo September Situation Report #41 – 31 October 2022, 7 November 2022

54 ACSS, Rwanda and the DRC at risk of war as new M23 rebellion emerges: an explainer, 29 June 2022; IFRC, Democratic Republic of the Congo 2023 IFRC network country plan (MAACD002), 29 November 2022

55 allAfrica, Congo-Kinshasa: M23 - Four Things You Should Know About the Rebel Group's Campaign in Rwanda-DRC Conflict, 23 November 2022; M23, Declaration of Commitments by the Movement of March 23 at the Conclusion of the Kampala Dialogue, 12 December 2013; ICG, Supporting Dialogue and Demobilisation in the DR Congo, 10 October 2022; Stabilisation Unit, Elite Bargains and Political Deals Project: Democratic Republic of Congo (M23) Case Study, February 2018

56 Xinhua, UN mission in DRC works with stakeholders to assist peace dialogue, 23 November 2022; OCHA, République démocratique du Congo: Nord-Kivu - Mouvements de population : Crise affectant Rutshuru – Nyiragongo – Lubero, 21 December 2022; IOM DTM, RDC - Nord Kivu : Suivi des urgences #99, 26 mai - 2 juin 2022; IOM DTM, RDC - Nord Kivu : Suivi des urgences #100, 13 - 14 juin 2022; IOM

DTM, DRC - Nord Kivu : Dashboard des sites de déplacement, 25 Février - 31 Mars 2022; NRC, DR Congo: 37,000 people displaced in four days amid a resurgence of fighting in North Kivu, 27 May 2022

57 EAC, The Democratic Republic of the Congo formally joins EAC after signing of the Treaty of Accession to the Community, 8 April 2022; MONUSCO, Déclaration à la presse faite le 21 novembre 2022 par le Président du Conseil de sécurité pour le mois de novembre, M. Harold Adlai Agyeman (Ghana), 24 November 2022; UNSC, Great Lakes Region: Briefing and Consultations, 26 October 2022; The East African, East African leaders read riot act to DRC armed groups, 22 April 2022

58 ICG, East Africa's DR Congo Force: The Case for Caution, 25 August 2022

59 ACSS, Rwanda and the DRC at risk of war as new M23 rebellion emerges: an explainer, 29 June 2022; Le Monde, En RDC, l'armée ougandaise autorisée à passer la frontière pour traquer les rebelles ADF, 28 November 2021

60 USAID, Democratic Republic of the Congo - Complex Emergency Fact Sheet #5 Fiscal Year, 30 September 2022

61 IPC, Democratic Republic of the Congo: Over 26 million people experiencing high levels of acute food insecurity, October 2022

62 allAfrica, Congo-Kinshasa: DRC - Food Crisis Hits Goma Amid Renewed Fighting, 9 November 2022

63 GCRP, Atrocity Alert No. 326: Democratic Republic of the Congo, Myanmar (Burma) and Mali, 16 November 2022

64 Devex, Violence soars in a corner of DRC that donors seem to have 'forgotten', 20 October 2022; Mercy Corps, Cultiver des solutions contre la faim pour les familles touchées par les conflits et les déplacements, 27 July 2022; FEWS NET, République démocratique du Congo : Perspectives sur la sécurité alimentaire - Octobre 2022 à Mai 2023, 4 November 2022; Radio Okapi, Rutshuru : carence des produits alimentaires et hausse de prix à la suite de l'insécurité, 21 October 2022

- 65 OCHA, Democratic Republic of Congo: Internally Displaced Persons and Returnees (December 2022), 3 February 2022; USAID, Democratic Republic of the Congo - Complex Emergency Fact Sheet #5 Fiscal Year, 30 September 2022
- 66 OCHA, République démocratique du Congo : Plan de réponse humanitaire 2022 - Aperçu des financements (au 31 janvier 2023), 3 February 2023
- 67 PFF, The Somalia Famine of 2011-2012, 19 February 2016; UN News, Famine looms in Somalia, but many 'hunger hotspots' are in deep trouble, 21 September 2022
- 68 IDMC, Somalia - country profile, last updated 21 October 2022
- 69 IOM, 15 Million People Face Humanitarian Crisis Due to Drought in the Horn of Africa, 8 April 2022; REACH, Drought in the Horn of Africa – Regional analysis (February 2023), 15 February 2023
- 70 UNHCR, Somalia - Internal Displacement, last accessed 2 March 2022; OCHA, About OCHA Somalia, undated; UN News, Somalia: \$2.6 billion appeal to support millions amid historic drought and famine fears, 8 February 2023
- 71 World Bank, Informing Durable Solutions for Internal Displacement in Nigeria, Somalia, South Sudan, and Sudan: Country Case Studies, 18 April 2019; IOM, Somalia Drought Response (November 2022), 20 December 2022
- 72 IDMC, City of flight: New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia, November 2018; IOM et al, Somalia: Drought and Famine Displacement Monitoring Dashboard (November 2022), 12 December 2022
- 73 IOM, Understanding the key drivers of displacement in Somalia, during the 2021/22 drought, September 2022
- 74 IOM et al, Somalia: Drought and Famine Displacement Monitoring Dashboard (November 2022), 12 December 2022
- 75 UNHCR, Somalia - Internal Displacement, last accessed 2 March 2022; UN press release, IOM, World Bank, Government of Somalia to Provide Lasting Solutions for 71,000 People Affected by Drought, 18 October 2022
- 76 IDMC, City of flight: New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia, November 2018; Global Protection Cluster, Somalia Protection Analysis Update: September 2022, 11 October 2022
- 77 IDMC, Good Practices: Protecting the Housing, Land and Property Rights for Displacement Affected Communities in Urban Centres in Somalia, undated; OCHA, Somalia: Actions taken in support of the protection against forced evictions during COVID-19, 7 September 2020; Danwadaag, Addressing forced evictions as a key obstacle to achieving durable solutions in Somalia, March 2021; ReDSS, Forced evictions as an obstacle to durable solutions in Somalia, September 2019
- 78 UN press release, IOM, World Bank, Government of Somalia to Provide Lasting Solutions for 71,000 People Affected by Drought, 18 October 2022; NRC, Somalia Brief: Worsening drought escalates forced evictions in Banadir region, 14 March 2022; NRC, Evictions Trends Analysis, updated January 2023
- 79 OCHA, Somalia: Drought Response and Famine Prevention, 25 October - 14 November 2022
- 80 IPC, Somalia Famine Review: Conclusions and Recommendations for Baidoa and Burhakaba Rural Districts, and Baidoa and Mogadishu IDP Sites, 2 December 2022; IPC, Somalia: 5.6 million people experiencing high levels of acute food insecurity, famine projected in the south, December 2022
- 81 FEWS NET, As deaths continue to accumulate despite assistance, Somalia is projected to face famine in 2023, 13 December 2022; UN press release, Famine looms in Somalia, but many 'hunger hotspots' are in deep trouble, 21 September 2022
- 82 OCHA, Somalia: The Cost of Inaction, 24 October 2022
- 83 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022
- 84 OCHA, Somalia: Drought Situation Report No.6, 20 April 2022; OCHA, Horn of Africa Drought: Regional Humanitarian Overview & Call to Action, 28 November 2022

- 85 The New Humanitarian, Amid Drought, Somali Pastoralists Watch Their 'Sources of Life' Perish, 20 June 2017; FAO, Global Information and Early Warning System: Country Briefs – Somalia, 13 September 2022
- 86 IOM, Understanding the key drivers of displacement in Somalia, during the 2021/22 drought, September 2022
- 87 UN press release, The Federal Government of Somalia and UN Partners launch Saameynta Project to Provide Lasting Solutions for People Displaced by Conflict and Climate Change, 20 March 2022
- 88 World Bank, Climate Change Overview - Country Summary: Somalia, undated; IDMC, Harmonisation of IDP data through the IDP working group in Somalia, undated
- 89 IDMC, Drought Displacement Modelling, September 2022; Universitat de Valencia, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 90 Bündnis Entwicklung Hilft, WorldRiskReport 2022 - Focus: Digitalization, 8 September 2022
- 91 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022
- 92 All figures come from Madagascar's National Office for Risk and Disaster Management
- 93 OCHA, Madagascar - Rainy and Cyclone Season - Flash Update No.1, 24 January 2022
- 94 Water journal, Urbanization and Floods in Sub-Saharan Africa: Spatiotemporal Study and Analysis of Vulnerability Factors—Case of Antananarivo Agglomeration (Madagascar), 10 January 2021; USAID, Risques climatiques dans les zones urbaines et en voie d'urbanisation Madagascar, March 2018
- 95 AFD, Protecting The Population From Flood Risks In Antananarivo, 2016 – 2022, undated
- 96 Environmental Research Climate, Limited role of climate change in extreme low rainfall associated with southern Madagascar food insecurity, 2019–21, 30 December 2022

- 97 IOM DTM, Madagascar – Baseline Mobility Assessment, Grand Sud, September 2022; UNU, From drought to hunger: 5 facts on southern Madagascar's food insecurity, 23 November 2022
- 98 FAO, Madagascar Grand Sud and Grand Sud-Est – Response Overview, July 2022
- 99 FAO, The Forest and Landscape Restoration Mechanism – Madagascar, 2022; UNCCD, Country Profile of Madagascar Investing in Land Degradation Neutrality: Making the Case, 2018
- 100 FAO, Tropical Cyclone Outlook 2022/23, 16 November 2022; WFP, Madagascar Cyclone Response Update, 11 March 2022; FAO, Madagascar : Évaluation des dommages et des pertes causés par les cyclones Batsirai et Emnati sur le secteur agricole dans le Grand Sud-Est de Madagascar, 5 September 2022
- 101 OCHA, Madagascar: Humanitarian Snapshot, 31 May 2022
- 102 GNFC, Global Report on Food Crises 2022, 4 May 2022
- 103 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022
- 104 FAO, Madagascar Grand Sud and Grand Sud-Est – Response Overview, July 2022; IPC, Madagascar: Acute Food Insecurity Situation for November 2022 to March 2023 and Projections for April to July 2023 and August to October 2023
- 105 IOM DTM, Madagascar – Baseline Mobility Assessment, Grand Sud, September 2022
- 106 ICL, Food crisis in Madagascar is not caused by climate change, find scientists, 13 December 2021
- 107 IOM DTM, Madagascar: Baseline Assessment - Drought in Grand Sud, September 2022
- 108 UNDRR, UNISDR Working Papers on Public Investment Planning and Financing Strategy for Disaster Risk Reduction: Review of Madagascar, 2015
- 109 Government of Madagascar, Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes 2016-2030, September 2016

- 110 Government of Madagascar, Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) Madagascar, December 2021
- 111 World Bank, Antananarivo: Strengthening Resilience through Nature-Based Solutions and Disaster-Informed Urban Planning, 31 March 2021
- 112 UN, Special Envoy For Syria Geir O Pedersen Briefing to the Security Council on Syria, 25 October 2022
- 113 Global Shelter Cluster, Dignified and Safer Living Conditions Guidance - North West Syria, 8 April 2022; OCHA, Syrian Arab Republic Humanitarian Response Plan 2022 – 2023, undated
- 114 ICG, How Huthi-Saudi Negotiations Will Make or Break Yemen, 29 December 2022; OCHA, Yemen Humanitarian Needs Overview 2023, 20 December 2022
- 115 IOM, Iraq Crisis Response Plan 2022-2023, 2 February 2023
- 116 NRC, Iraq: Conflict, destruction stopping displaced families from returning to Sinjar, 18 May 2022
- 117 ICG, Iraq: Stabilising the Contested District of Sinjar, 31 May 2022; Ibid
- 118 WFP, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 119 OCHA, Durable Solutions Strategy for internally displaced people: a necessary step towards long-term recovery, 24 August 2022
- 120 IOM DTM, Libya IDP and Returnee Report 43, July - August 2022
- 121 OCHA, Durable Solutions Strategy for internally displaced people: a necessary step towards long-term recovery, 24 August 2022
- 122 UN, United Nations Sustainable Development Cooperation Framework – Libya 2023-2025, 12 October 2022
- 123 ICG, Reuniting Libya, Divided Once More, 25 May 2022; UN News, 'Protracted political impasse' further polarizing Libya, 26 May 2022

- 124 Al Jazeera, What we know about Libya's worst fighting in two years, 28 August 2022
- 125 UNHRC, UN Fact-Finding Mission on Libya's statement on armed clashes in Tripoli, 29 August 2022
- 126 IDMC, Palestine country profile, last updated 19 May 2022
- 127 ICRC, Israel and the Occupied Territories - August 2022 Hostilities: Key Facts and Figures, 5 September 2022
- 128 IDMC, Yemen country profile, last updated 19 May 2022; IDMC, A decade of displacement in the Middle East and North Africa, February 2021
- 129 IFRC, Iran floods, January 2022; IFRC, Iran: Floods Emergency Plan of Action (EPoA) DREF Operation n° MDRIR008, 14 January 2022
- 130 ECHO/OCHA/IFRC, Iran: Flash Floods, July 2022
- 131 OCHA, Severe winter weather hits north-west Syria - Flash Update #3, 25 January 2022; OCHA, Heavy snowfall hits northern Syria's displaced communities, Flash Update #1, 19 January 2022; Dataset provided by UNFPA
- 132 UNHCR, Flash Update #1 on the Response to Severe Winter Weather in North-West Syria, 27 January 2022; CCM Syria, Flood Incidents Affecting IDP sites, accessed 27 March 2023
- 133 WHO, Severe snowstorm in northwest Syria creates challenges for health response, 26 January 2022
- 134 Global Shelter Cluster, Palestine, undated; MEMO, Rainfall floods Gaza's streets, 8 November 2022
- 135 Arab News, Rains wreak havoc on Gaza Strip, 8 November 2022
- 136 World Bank, Beyond Scarcity: Water Security in the Middle East and North Africa, 23 August 2017; FAO, Drought characteristics and management in North Africa and the Near East, undated; Brookings, Climate change may devastate the Middle East. Here's how governments should tackle it, 14 March 2022

- 137 IOM DTM, Climate-Induced Displacement Southern Iraq, 15 December 2022; CEO, The past, present and future of the Mesopotamian marshes, September 2021
- 138 Yale School of the Environment, After Comeback, Southern Iraq's Marshes Are Now Drying Up, 10 January 2023
- 139 ACAPS, Iraq country page, undated; IDMC, When Canals Run Dry: Displacement triggered by water stress in the south of Iraq, February 2020
- 140 ACAPS, Iraq country page, undated
- 141 IOM DTM, Climate-Induced Displacement Southern Iraq, 15 December 2022
- 142 Le Monde, Au Maroc, de violents feux de forêt font un mort et des centaines de déplacés, 15 July 2022
- 143 Statista, Area burned by wildfires in Morocco from 2009 to 2022, 23 February 2023
- 144 AFP, Algeria Wildfires Burn UNESCO-Listed Park, Ex-Director Says, 20 August 2022; IFRC, Algeria: Forest Wildfires - Emergency Plan of Action (EPoA), DREF Operation n° MDRDZ008, 5 September 2022
- 145 Dataset provided by UNFPA
- 146 WRI, 17 Countries, Home to One-Quarter of the World's Population, Face Extremely High Water Stress, 6 August 2019; Brookings, Climate change may devastate the Middle East. Here's how governments should tackle it, 14 March 2022
- 147 IWMI, Developing drought action plans, August 2022
- 148 IDMC, A decade of displacement in the Middle East and North Africa, February 2021
- 149 ACLED, Violence in Yemen During the UN-Mediated Truce: April-October 2022, 14 October 2022
- 150 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022; OCHA, Reena Ghelani, Director of Operations and Advocacy Division: Remarks on behalf of the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator,
- 22 November 2022; ACAPS, Yemen: Social impact monitoring report: July–September 2022, 22 November 2022
- 151 UNSC, Extending Yemen's Truce Has Resulted in Improved Humanitarian Conditions, Reduced Civilian Casualties, Special Envoy Tells Security Council, 14 June 2022; UNFPA, Rapid Response Mechanism: Post-distribution Monitoring Report, 3 January 2023
- 152 OCHA, Yemen Humanitarian Needs Overview 2022, 19 April 2022; UNFPA, Rapid Response Mechanism: Post-distribution Monitoring Report, 3 January 2023
- 153 OCHA, Yemen: Flood Snapshot (as of 30 September 2022), 10 October 2022; Floodlist, Yemen – Over 90 Killed in Floods, More Rain Forecast, 21 August 2022; UNFPA, Rapid Response Mechanism: Post-distribution Monitoring Report, 3 January 2023; UNFPA, Floods in Yemen upend lives for tens of thousands already fleeing brutal conflict, 6 September 2022
- 154 OCHA, Yemen: Flood Snapshot (as of 30 September 2022), 10 October 2022; IDMC, Global Report on Internal Displacement 2021, p.25, May 2021; OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022
- 155 OCHA, Yemen: Flood Snapshot (as of 30 September 2022), 10 October 2022
- 156 OCHA, Yemen Humanitarian Needs Overview 2023, 20 December 2022
- 157 Ibid
- 158 IOM DTM, Ma'rib IDP Intention Survey Intention, Data collection 7 - 30 September 2022
- 159 OCHA, Yemen Humanitarian Needs Overview 2023, 20 December 2022
- 160 GCACIC, 2022 Western North Pacific Basin Tropical Cyclone Predictions, April 2022; StratumFive, 2022 Pacific Tropical Cyclone Outlook: How is the season shaping up? 19 May 2019
- 161 DROMIC, Report #69 on Severe Tropical Storm "Paeng", 29 December 2022
- 162 DROMIC/OCHA/ECHO, Tropical Storm Nalgae - Oct 2022, undated

- 163 Xinhua, East China on alert as super typhoon Muifa approaches, 3 August 2022; Earth Obsesrvatory, Typhoon Muifa Lands Near Shanghai, 14 September 2022
- 164 Government of China, The Ministry of Emergency Management released the basic situation of national natural disasters in 2022, 13 January 2023
- 165 OCHA, Philippines: Super Typhoon Noru (Karding) Consolidated Rapid Assessment Report, 30 September 2022; UNICEF, Concern for children in the Philippines as Super Typhoon Noru/Karding strikes, 26 September 2022; CNN, Hundreds of thousands evacuated as Typhoon Noru makes landfall in Vietnam's Da Nang, 28 September 2022
- 166 Al Jazeera, Typhoon Nanmadol: Japan urges millions to seek shelter, 17 September 2022; Al Jazeera, Millions in Japan told to evacuate from Typhoon Nanmadol, 18 September 2022
- 167 BNPB, Info Bencana Desember 2022, 12 December 2022
- 168 Parliament of Australia, National Emergency (2022 New South Wales Floods) Declaration 2022, undated; New York Times, Australia Is Getting Harder to Live In: Unending Rain, Growing Floods, 8 March 2022
- 169 ABC News, Flood rescues, landslips and evacuations after severe rain lashes parts of already flooded NSW, 8 October 2022
- 170 Guardian, NSW floods now Australia's most expensive natural disaster as insurance claims skyrocket, 23 November 2022
- 171 ADB/IDMC, Disaster displacement: Papua New Guinea country briefing, 28 November 2022; ECHO, New Caledonia - Flood, Daily Flash, 14 February 2022
- 172 Project Hope, Cianjur, Indonesia Earthquake: What You Need To Know, 23 November 2022
- 173 Jordan Times, Indonesia quake survivors appeal for supplies as rain hampers rescue, 23 November 2022

- 174 ADRC, Japan: Earthquake: 2022/03/16, undated; Associated Press, Powerful Japan earthquake strikes off coast of Fukushima, killing four, 17 March 2022
- 175 Reuters, Quake hits Japan off Fukushima coast, leaving two dead and reviving painful memories, 16 March 2022
- 176 UNESCAP, Tonga eruption: a reminder of the cascading risks and vulnerabilities of SIDS, 31 January 2022; Government of Tonga/World Bank, The January 15, 2022 Hunga Tonga-Hunga Ha'apai eruption and tsunami: global rapid post disaster damage estimation report, 7 February 2022
- 177 UNHCR, Mindanao Displacement Dashboard, November 2022
- 178 IFRC, Papua New Guinea IFRC Operational Annual Report (1 July 2022 - 31 December 2022) - Appeal number: MAAPG003, 13 March 2022; UNCT PNG, Papua New Guinea Highlands Violence: Humanitarian Needs and Priorities, 9 August 2022
- 179 Tempo.co, Pemekaran Papua, Ini Rincian 3 Provinsi Baru, 4 July 2022
- 180 Reuters, Indonesia passes contentious law to create more provinces in Papua, 30 June 2022
- 181 IDMC, Post-Coup Displacement In Myanmar - What We Know And What We Don't, September 2021
- 182 IDMC analysis of data provided by UNHCR and OCHA Myanmar
- 183 Ibid
- 184 Frontier Myanmar, On the Sagaing frontlines outgunned villagers defy the odds, 26 May 2022
- 185 Data For Myanmar, Civilian homes burned down by Myanmar's military, 31 December 2022
- 186 UNHCR, South East Myanmar Displacement Overview, 11 July 2022
- 187 IDMC analysis of data provided by UNHCR and OCHA Myanmar
- 188 OCHA, Myanmar: Escalation of Conflict in Rakhine and Southern Chin - Flash Update, 6 September 2022

- 189 OCHA, Myanmar: Escalation of Conflict in Rakhine and Southern Chin - Flash Update, 30 September 2022; OCHA, Myanmar: Displacement due to Myanmar Armed Forces & Arakan Army conflict in Rakhine and Chin States, 5 January 2023
- 190 OCHA, Myanmar Humanitarian Update, 3 December 2022; RFA, Myanmar military, Arakan Army halt hostilities on humanitarian grounds, 28 November 2022
- 191 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022; OCHA, Myanmar Humanitarian Needs Overview 2022, 31 December 2021
- 192 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022
- 193 OCHA, Myanmar: Humanitarian Update No.19, 28 June 2022
- 194 Insecurity Insight, Attacked and Threatened: Health Care at Risk Map, 1 January 2016 - 31 December 2022
- 195 Insecurity Insight, Violence Against or Obstruction of Health Care in Myanmar, May 2022; Frontier Myanmar, Healthcare On The Run, 9 September, 2022
- 196 FAO, Data in Emergencies – Monitoring; FAO, Myanmar - Response overview, October 2022
- 197 OCHA, Myanmar: Escalation of Conflict in Rakhine and Southern Chin Flash Update, 30 September 2022; OCHA, Asia and the Pacific: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 23 November 2022
- 198 OCHA, Myanmar Humanitarian Update no. 25, 30 December 2022
- 199 WFP, Myanmar Situation Report, August 2022
- 200 Market Analysis Unit, Kayah/Karenni State IDPs, October 2022
- 201 FTS, Myanmar Humanitarian Response Plan 2022: Appeal Summary, undated
- 202 IDMC, Disaster displacement in Asia and the Pacific, September 2022
- 203 OCHA, Philippines: Super Typhoon Rai (Odette) Humanitarian Needs and Priorities Revision (Dec 2021 - Jun 2022), 2 February 2022

- 204 IDMC, Country profile: Philippines, last updated 18 May 2022; DROMIC/DSWD, Report #156 on Typhoon "Odette", 14 October 2022
- 205 DROMIC, About us, 10 July 2016
- 206 OCHA, Philippines: Super Typhoon Rai (Odette) Humanitarian Needs and Priorities Revision (Dec 2021 - Jun 2022), 2 February 2022; IDMC, Disaster displacement in Asia and the Pacific, September 2022
- 207 NEDA, Western Visayas speaks on Western Visayas Rehabilitation and Recovery Plan for Typhoon Odette during regional forum, 2 September 2022
- 208 DROMIC/DSWD, Report #156 on Typhoon "Odette", 14 October 2022
- 209 DROMIC/DSWD, Report #34 on Tropical Storm Agaton, 14 May 2022
- 210 DROMIC/DSWD, Report #53 on Tropical Storm AGATON, 1 September 2022
- 211 Ibid; DROMIC/DSWD, Report #156 on Typhoon "Odette", 14 October 2022
- 212 IOM/UNCT Philippines, USAID provides over 1,000 transitional shelters to Typhoons Odette and Agaton-affected families in Leyte, 19 December 2022
- 213 Stockholm Environment Institute, Durable solutions for people displaced by Typhoon Haiyan in Tacloban, Philippines, 1 December 2022; IDMC, The evolving picture of displacement in the wake of typhoon Haiyan: an evidence-based overview, May 2014
- 214 OCHA, Philippines Super Typhoon Impact Comparison, 11 January 2022
- 215 DROMIC/DSWD, Report #156 on Typhoon "Odette", 14 October 2022
- 216 CFE-DMHA, Philippines Disaster Management Reference Handbook, 22 November 2021
- 217 IDMC, Disaster displacement in Asia and the Pacific, September 2022
- 218 IFRC, Tonga Volcano and Tsunami - Operation update #3 (Six month report), 1 August 2022

- 219 Risk Frontiers, Why the Tonga tsunami arrived much earlier and much larger than expected, 24 January 2022
- 220 OCHA, Tonga: Snapshot of Population Displacement, 7 February 2022
- 221 ABC News, Six months after volcanic eruption and tsunami, Tongans who lost everything have plans for their future, 14 July 2022
- 222 CARE, HungaTonga - Hunga Ha'apai Volcano & Tsunami Response, Kingdom of Tonga, Baseline Report, 14 November 2022
- 223 UNU, Technical Report: Tonga volcano eruption - Interconnected Disaster Risks 2021/2022, 31 August 2022
- 224 World Bank, Personal remittances, received (% of GDP) – Tonga, undated
- 225 UNU, Technical Report: Tonga volcano eruption - Interconnected Disaster Risks 2021/2022, 31 August 2022
- 226 UNDRR research briefs, Domestic violence increase during disasters, 15 March 2022
- 227 Lowy Institute, The fallout from Tonga's volcano goes deeper than the ashes, 8 February 2022
- 228 UNESCAP, Tonga eruption: a reminder of the cascading risks and vulnerabilities of SIDS, 31 January 2022; Government of Tonga/World Bank, The January 15, 2022 Hunga Tonga-Hunga Ha'apai eruption and tsunami: global rapid post disaster damage estimation report, 7 February 2022
- 229 FAO, Hunga Tonga–Hunga Ha'apai Volcano Eruption: Data in Emergencies Hazard Impact Assessment (DIEM-Impact) – Update No.1, 17 February 2022; FAO, FAO and Belgium are teaming up to improve food security and livelihoods in Tonga following the devastating volcanic eruption and consequent tsunami, 11 March 2022; FAO, Tonga volcanic eruption: what possible impact on agriculture and fisheries? 21 January 2022
- 230 UN News, 80 per cent of Tonga population impacted by eruption and tsunami, 20 January 2022
- 231 ADB Blog, How Tonga Prepared for and Responded to a Devastating Volcanic Eruption, 28 March 2022
- 232 ABC News, Six months after volcanic eruption and tsunami, Tongans who lost everything have plans for their future, 14 July 2022
- 233 Pacific Media Network, Victims of Tonga volcano moving into new homes, 23 December 2022
- 234 Information provided by the government of Tonga
- 235 Government of Tonga, Prime Minister confirms recovery and resilience building plan needs TOP\$565.8 million, 9 March 2022
- 236 FAO, Hunga Tonga-Hunga Ha'apai eruption: Household food security and agriculture - DIEM-Impact report, November 2022
- 237 World Bank, Climate Risk Country Profile: Tonga, 2021
- 238 Government of Tonga, Strategic roadmap for emergency and disaster risk management 2021 – 2023, undated
- 239 UNOSAT, Satellite detected water extents between 1 July and 31 August 2022 over Pakistan, 5 September 2022
- 240 Data received from IOM, citing the National Disaster Management Agency (NDMA)
- 241 OCHA, Pakistan: 2022 Monsoon Floods - Situation Report No. 10, 29 October 2022
- 242 JBA Risk, Event response: India and Bangladesh pre-monsoon flooding, May 2022; Oxfam, Worst monsoon rains in over a century submerge most of northeast Bangladesh and devastate the lives of over 4 million people, 22 June 2022; Scroll.in, Like a scene from 'Titanic': Assam residents say this may be the worst flood in living memory, 20 June 2022
- 243 HAI, Situation Report - Assam Floods, 22 Jun 2022
- 244 Floodlist, India – Floods Affect Nearly 5 Million in Assam, Over 200,000 Displaced, 21 June 2022
- 245 NERC, Situation report regarding Flood/Heavy rainfall as on 21 May 2022
- 246 Data received from Needs Assessment Working Group (NAWG)
- 247 Down to Earth, North East India records lowest rainfall in 122 years, 23 August 2022
- 248 OCHA, HCTT Flash Flood 2022\_ Response Monitoring Dashboard, 27 October 2022
- 249 Government of Nepal, Monsoon Onset and Withdrawal date information, 6 June 2022
- 250 Rising Nepal, Terai drought challenges above-normal rain forecast, 30 August 2022
- 251 Government of Nepal, Monsoon Onset and Withdrawal date information, 6 June 2022; Rising Nepal, Terai drought challenges above-normal rain forecast, 30 August 2022; Kathmandu Post, Unusual rains expected this year, authorities stress preparedness, 16 May 2022; Mongabay, Lack of timely rains, fertilizer hits rice farmers in Nepal's granary, 8 August 2022
- 252 Government of Nepal, Monsoon Onset and Withdrawal date information, 6 June 2022
- 253 OCHA, Asia and the Pacific: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 4 - 10 October 2022
- 254 Data provided by Nepal Red Cross Society (NRCS)
- 255 Kathmandu Post, Unusual rains expected this year, authorities stress preparedness, 16 May 2022
- 256 IFRC, Sri Lanka: Extreme Weather - Operation update n° 1, 21 November 2022
- 257 Times of India, Warm, shallow water makes Bay of Bengal prone to cyclones, 29 September 2021
- 258 GTACS, Overall Orange alert Tropical Cyclone for SITRANG-22, 24 October 2022; Bangladesh Red Crescent, Cyclone SITRANG, Bangladesh: Situation Report #2, 26 October 2022

- 259 Data received from Needs Assessment Working Group (NAWG)
- 260 NERC, Brief regarding Cyclonic Storm "SITRANG" over Bay of Bengal, 25 October 2022
- 261 NERC, Brief regarding Severe Cyclonic Storm 'ASANI' over Westcentral Bay of Bengal, 13 May 2022
- 262 OCHA/IFRC, Afghanistan: Earthquake - Jan 2022, undated
- 263 OCHA, Earthquake in Badghis Province, Afghanistan - Flash Update No. 2, 21 January 2022
- 264 IFRC, Afghanistan: Badghis Earthquake - Final Report DREF Operation, 1 September 2022
- 265 Al Jazeera, Afghanistan hit by deadliest earthquake in 20 years, 22 June 2022; USGS, Magnitude 5.9 earthquake in Khōst, Afghanistan, 22 June 2022
- 266 IFRC, Khost and Paktika Earthquake - Emergency Appeal No: MDRAF007, Operational Strategy, 8 July 2022
- 267 OCHA, Afghanistan: Conflict Induced Displacements, 5 March 2023; IFRC, Afghanistan: Badghis Earthquake - Final Report DREF Operation, 1 September 2022; IDMC, GRID 2022: Spotlight – Afghanistan: A surge in urban displacement, May 2022
- 268 The Diplomat, Destruction Everywhere, Help Scarce After Afghanistan Quake, 28 June 2022; OCHA, Afghanistan Humanitarian Needs Overview 2022, 7 January 2022
- 269 OCHA, Afghanistan: Conflict Induced Displacements Dashboard, 5 March 2023
- 270 IOM DTM, Afghanistan - Baseline Mobility and Emergency Community-Based Needs Assessment Report, Round 15, March - April 2022
- 271 IDMC, One Year On: The Taliban Takeover and Afghanistan's Changing Displacement Crisis, August 2022
- 272 ICG, Violence in Kashmir: Why a Spike in Killings Signals an Ominous New Trend, 28 June 2022
- 273 DAWN, Khyber jirga rejects peace bodies, opposes military action in Tirah, 22 September 2022
- 274 DAWN, Return of Sipah families to Tirah suspended over militants' presence, 22 August 2022
- 275 IOM, Afghan Response Multi-Sector Rapid Assessment System Dashboard, last accessed 27 March 2023
- 276 ADB, Climate Change in South Asia, undated
- 277 NERC, Disaster Reports, undated
- 278 IOM DTM, Pakistan, undated; Data shared internally by provincial authorities
- 279 Government of Pakistan, Pakistan Floods, Post Disaster Needs Assessment, October 2022; UNICEF, Pakistan Humanitarian Situation Report No. 3 - Floods, 20 September 2022
- 280 IOM, Data collected by the Provincial Disaster Management Authority
- 281 UNOSAT, Satellite detected water extents between 1 July and 31 August 2022 over Pakistan, 1 September 2022
- 282 World Bank, Pakistan - Flood Damages and Economic Losses Over USD 30 billion and Reconstruction Needs Over USD 16 billion - New Assessment, 28 October 2022; Government of Pakistan, Pakistan Floods, Post Disaster Needs Assessment, October 2022
- 283 PMD, Drought Bulletin of Pakistan, April – June 2021; PMD, Pakistan's Monthly Climate Summary, March, 2022
- 284 Washington Post, As record-setting heat blasts Pakistan, a glacial lake floods village, 9 May 2022
- 285 PMD, Monsoon progress highlights, 1 July – 30 September 2022
- 286 OCHA, Pakistan Revised 2022 Floods Response Plan Summary - 01 Sep 2022 - 31 May 2023, 4 October 2022
- 287 NDMA, Situation Report No. 158 - Floods, 18 November 2022; UNITAR, Pakistan Flood Analysis, 1 July – 31 August 2022
- 288 Save the Children, Pakistan - Children At Risk Of Snake Bites And Disease As 70% Of Flood-Hit Families Live In Squalid Conditions Without Proper Shelter, 27 September 2022
- 289 IOM, Data collected by the Provincial Disaster Management Authority
- 290 Ibid
- 291 DTM, Pakistan Flood Response Baseline Assessment – October 2022, 25 November 2022; DTM, Pakistan Flood Response Baseline Assessment – Sindh Province - October 2022, 28 November 2022
- 292 Climate Tracker, Mango Crops In Pakistan Ravaged After Record Heat And Drought, 6 August 2022; Government of Pakistan, Pakistan Floods – Post Disaster Needs Assessment, October 2022
- 293 NDMA, Situation Report 150 – Floods, 10 November 2022; IPC, Pakistan – Balochistan, High Food Prices, Drought, Reduced Income Due To Covid-19 And Livestock Diseases Or Deaths Are Driving Food Insecurity In Balochistan, December 2021
- 294 World Bank, Islamic Republic of Pakistan - Balochistan Needs Assessment Development Issues and Prospects, January 2013; The Atlantic, One Nation Under Water, 6 October 2022
- 295 GAVI, After the floods comes disease - IDP camps in flood-hit Pakistan, 7 October 2022
- 296 OCHA, Pakistan - 2022 Monsoon Floods - Situation Report No. 10, 29 October 2022
- 297 Circle Of Blue, Hotspots H20 – As Water Systems Fail in Pakistan, Heat Wave Begets a Health Crisis, 23 May 2022
- 298 Government of Pakistan, Pakistan Floods 2022 – Post Disaster Needs Assessment Supplemental Report, 22 December 2022
- 299 IDMC, Disaster Displacement In Asia And The Pacific, September 2022; World Bank, Forewarned, but not Forearmed? Lessons for the Recent Floods in Pakistan

from 2010, 31 August 2022; CFE- DM, Pakistan Disaster Management Reference Handbook, June 2021

300 IDMC, Disaster Displacement in Asia and the Pacific, September 2022

301 WMO, Climate Change Likely Increased Intense Rainfall in Pakistan Study, 16 September 2022

302 IOM, Data collected by the Provincial Disaster Management Authority

303 UNDP, Pakistan Floods 2022 - Resilient Recovery, Rehabilitation, And Reconstruction Framework, 2022, 29 December 2022

304 World Weather Attribution, Climate Change Likely Increased Extreme Monsoon Rainfall, Flooding Highly Vulnerable Communities In Pakistan, 14 September 2022; World Weather Attribution, Climate Change made devastating early heat in India and Pakistan 30 times more likely, 23 May 2022; World Bank, Climate Risk Country Profile – Pakistan, 2022

305 Government of Pakistan, Pakistan Floods 2022 – Post Disaster Needs Assessment, October 2022

306 Insurance Journal, 2022 Hurricane Season Ends But Was the Third-Costliest on Record, Thanks to Ian, 2 December 2022

307 CSIS, Humanitarian Response and Climate Resilience in Puerto Rico, 7 December 2022

308 UNCT Cuba, Respuesta a Huracán Ian, Reporte de Situación No. 03 de la Oficina de la Coordinadora Residente, 28 September 2022; OCHA/UNCT Cuba, Plan de Acción: Sistema de Naciones Unidas en Cuba - Respuesta a Huracán Ian, 19 October 2022

309 US National Weather Service, Hurricane Ian, 30 September 2022; FEMA, Open Dataset: Individuals and Households Program - Valid Registrations - v1, 25 March 2023

310 Le Monde, Millions evacuated and without power as Hurricane Ian hits Florida, 29 September 2022; NPR, Some don't evacuate, despite repeated hurricane

warnings, because they can't, 28 September 2022; Washington Post, Millions were told to leave before Ian, some calculated it was better to stay, 28 September 2022

311 FEMA, Hurricane Ian Assistance Exceeds \$4.5 Billion; Thousands of Survivors Affected by Hurricane Nicole Register for Assistance, 9 January 2023

312 National Hurricane Center, Hurricane Julia: 7–10 October 2022, 15 March 2023

313 OCHA, Northern Central America: TS Julia and Rainy Season Flash Update No. 01, 14 October 2022; IDMC, Global Report on Internal Displacement 2022, May 2022

314 Folha de Pernambuco, Eventos extremos e chuvas acima da média marcaram Pernambuco nos últimos quatro meses, diz Apac, 1 September 2022

315 Government of Pernambuco, Declara situação anormal, caracterizada como "Situação de Emergência", nas áreas dos municípios do Estado de Pernambuco afetados por Chuvas Intensas, 29 May 2022

316 Instituto Nacional de Meteorologia, Estado do Clima no Brazil em 2022, undated; APAC, Boletim Do Clima Síntese Climática, May 2022

317 Jornal do Comercio, Jaboatão dos Guararapes foi a cidade com mais mortes pelas chuvas em Pernambuco, 6 June 2022

318 IFRC, Colombia: Floods - DREF Plan of Action (EPoA), Operation n° MDRCO021, 19 July 2022

319 NIFC, National Fire News, 31 March 2023; NOAA, Wildfire climate connection, 8 August 2022

320 NPR, Fires hit Southwest, New Mexico's season 'dangerously early', 23 April 2022; CDP, 2022 North American Wildfires, 19 January 2022

321 Scientific American, Western 'Megadrought' Is the Worst in 1,200 Years, 15 February 2022

322 Government of California, As Record Heat Wave Intensifies, Governor Newsom Extends Emergency Response to Increase Energy Supplies and Reduce Demand, 6 September 2022

323 San Bernadino Sun, Deadly Fairview fire up to 4,500 acres burned, as authorities expand evacuations, 8 September 2022

324 TEMA, Statewide Severe Weather & Sevier County Wildfire, 30 March 2022

325 WYMT, Remembering the Gatlinburg Wildfires five years later, 29 November 2021; WVLT, Hatcher Mountain Wildfire 100% contained, number of structures lowered due to duplicate counts, 5 April 2022; TEMA, Statewide Severe Weather & Sevier County Wildfire, 30 March 2022

326 NPR, Fires hit Southwest, New Mexico's season 'dangerously early', 23 April 2022

327 Washington Post, New Mexico blaze is now largest wildfire in state history, 17 May 2022; FEMA, Daily Operations Briefing, 13 June 2022

328 Natural Resources Canada, National Wildland Fire Situation Report, 10 November 2022

329 UNICEF, Las huellas de un incendio en la vida de una ciudad, 25 March 2023; UNCT Cuba, Response to fire incident at the Matanzas Industrial Zone Situation Report No. 03 from the Resident Coordinator Office, 9 August 2022; BBC, Lightning strike causes major fire at Cuban fuel depot, 6 August 2022

330 Foro ONG Colombia, Desplazamiento Forzado en Colombia durante 2022, por razones de conflicto y violencia armada, violencia común y desastres, undated; Foro ONG Colombia, Monitoreo de desplazamiento forzado, undated. For more information on the changes in the methodology, see IDMC's Figures Analysis for Colombia, available online.

331 OCHA, Informe Tendencias e Impacto Humanitario en Colombia 2022 | Fecha de corte: Enero - Diciembre de 2022, 23 January 2023

332 Defensoria del Pueblo, Entre enero y noviembre fueron asesinados 199 líderes, lideresas sociales y personas defensoras de derechos humanos, 17 December 2022

333 ICRC, Colombia Retos humanitarios 2023, 23 March 2023; OCHA, Colombia: Dashboard Desplazamiento forzado por

lugar de ocurrencia y lugar de llegada. Colombia 2016-2022, undated

334 OCHA, Colombia: Balance de Acceso Humanitario 2022 (Enero a diciembre de 2022), 21 March 2023

335 OCHA, Colombia Panorama de las Necesidades Humanitarias 2023, 13 March 2023

336 Ibid

337 Foro ONG Colombia, Monitoreo de desplazamiento forzado, undated

338 According to data obtained by IDMC from Colombia's Victim's Unit

339 IDMC, Deadly Surge in Gang Violence in Haiti's Capital Displaces Nearly Twice as Many People in June than in All of 2020, 25 June 2022; IDMC, GRID 2022: Spotlight – Haiti: Violence and disasters trigger highest displacement in a decade, May 2022

340 FEWS NET, Central America and Caribbean Key Message Update: Concern for Haiti remains high amid continued violence, elevated prices, 23 December 2022; AP, UN aid chief: Gangs control about 60% of Haiti's capital, 9 December 2022

341 IOM DTM, Haïti: Baseline Assessment Round 0, April 2022

342 Ibid; IOM DTM, Déplacements dans les départements de l'Artibonite et du Centre, 8 December 2022

343 ACAPS, Humanitarian Access Overview 2022, 14 December 2022; IOM DTM, Haïti: Carte des PDI dans les communautés hôtes et les sites Round 2, 25 October - 23 November 2022

344 New Humanitarian, Surge in use of rape against women and rivals by Haiti gangs, 14 December 2022; UN News, Healing Haiti in the face of an increase in sexual violence, 27 November 2022

345 CMDPDH, Desplazamiento interno forzado en México, undated

346 La Jornada, Por violencia, huyen 850 familias de La Trinitaria y Frontera Comalapa, 19 July 2022

347 La Silla Rota, CJNG retoma control en Chinicuilá, Michoacán; desplaza a 600 familias, 17 November 2022; El País, El sendero de destrucción que dejó el temblor del 19 de septiembre en Michoacán, 21 September 2022

348 Sol de Morelia, Aumenta número de desplazados por violencia en Michoacán, 14 December 2022

349 La Jornada, Violencia desplaza a 150 familias de Valparaíso, Zacatecas, 25 May 2022

350 IUDOP, La población salvadoreña evalúa la situación del país al final del año 2022, undated

351 CIPPDV, Estudio de Caracterización del Desplazamiento Interno por la Violencia en Honduras 2004 – 2018, December 2019

352 Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano, El Fenómeno del Desarraigo en Guatemala, September 2000

353 SwissInfo, 255 mujeres desplazadas forzadas dejó la violencia en Honduras en 2022, 25 January 2023; IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report – General Population Survey Round 11, 25 November - 5 December 2022

355 Bel.ru, How many civilians in the Belgorod region have died and been injured since the beginning of the NOW, 30 December 2022

356 National Platform for DRR Government of Kyrgyz Republic, Batken: Updated Latest Information, 28 January 2022; Ministry of Emergency Situations, Bakten: Residents Returned Home, 13 April 2022

357 National Platform for DRR Government of Kyrgyz Republic, Information on evacuation and humanitarian aid, 20 September 2022; IFRC, Kyrgyzstan: Border Conflict DREF Application, 2 October 2022

358 IFRC, Kyrgyzstan: Border Conflict DREF Application, 2 October 2022

359 Ministry of Emergency Situations, Current information on Batken resolution, 1 November 2022

360 European Council, Armenia: EU Monitoring Capacity completes its mandate, new planning team launched, 19 December 2022

361 WMO, Temperatures in Europe increase more than twice global average, 2 November 2022

362 BBC, Europe's drought the worst in 500 years – report, 23 August 2022; Politico, It's gettin' hot in here: Europe's year of climate extremes, 10 January 2023

363 Yale Environment 360, Could the Drying Up of Europe's Great Rivers Be the New Normal? 6 September 2022

364 EFFIS, Estimates for European Union – Burned Area, last accessed 30 March 2022

365 Préfet de la Gironde. Une réglementation pour protéger les forêts contre les incendies, last updated 29 March 2022

366 Maires de France, Incendies en Gironde : les premières leçons de la catastrophe, July 2022; Préfet de la Gironde, Incendie en cours en Gironde : point du 19 juillet 2022 à 23h00, 19 July 2022

367 Préfet de la Gironde, Incendies en Gironde et dans les Landes: point du 10 août 2022 à 16h0, 14 August 2022

368 RTVE, Incendios forestales 2022 España cierra su peor año de incendios: cuatro de cada diez hectáreas quemadas en la UE fueron en suelo español, 1 January 2022

369 La Opinion, Más de 5.000 evacuados: lista de pueblos de Zamora desalojados, 18 July 2022

370 Sénat de France, Mission conjointe de contrôle relative à la prévention et à la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, 3 August 2022; Public Senat, Mégafeux : prévenir l'embrasement, 3 August 2022

371 European Commission, European Forest Fire report: Three of the worst fire seasons on record took place in the last six years, 31 October 2022

372 EFFIS, European Forest Fire Information System, undated

- 373 Daily Sabah, Turkey hails decline in wildfires thanks to measures, awareness, 11 October 2022
- 374 EFFIS, Estimates for European Union – Burned Area, last accessed 30 March 2022
- 375 IDMC, GRID 2022: Spotlight - Germany: Floods trigger the highest displacement in years, May 2022
- 376 TRT Haber, Minister Soylyu: The cost of the flood is 4.2 billion liras, 3 July 2022
- 377 Government of Kazakhstan, Operational Headquarters of the Ministry of Emergency Situations: 814 people were rescued and evacuated during the day, including 101 children and 3 pregnant women, 30 March 2022; Government of Kazakhstan, Senate of the Parliament of the Republic of Kazakhstan held a meeting on the flood period, 14 April 2022
- 378 The Manc, Over 400 homes in south Manchester evacuated as Storm Franklin continues to hit region, 21 February 2022
- 379 Met Office, Storms Dudley, Eunice and Franklin, 24 February 2022
- 380 BBC, Storm Franklin: Why has the UK had so many storms lately? 21 February 2022
- 381 IDMC, Ukraine country profile, last updated 22 May 2022; OCHA, Ukraine – Crossing Points Snapshot, December 2021
- 382 Government of Ukraine, Ukrzaliznytsia has published information on evacuation flights from Donbas and other regions (updated), 24 February 2022
- 383 UN Ukraine, "The war has caused the fastest and largest displacement of people in Europe since World War II", 24 March 2022
- 384 IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report - General Population Survey Round 11, 25 November - 5 December 2022
- 385 REACH, Ukraine Arrival and Transit Monitoring, 27 September 2022
- 386 OCHA, Ukraine: Situation Report, 2 September 2022; ACAPS, Ukraine: Context and trends analysis May – July 2022, 13 September 2022
- 387 Government of Ukraine, Evacuation from dangerous regions of Ukraine continues, 10 November 2022; ACAPS, Ukraine: Humanitarian access analysis – October 2022, 17 November 2022; WHO, Statement – Winter in Ukraine: people's health cannot be held hostage, 21 November 2022
- 388 IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report - General Population Survey Round 11, 25 November - 5 December 2022; Government of Ukraine, The enemy destroyed housing: how to get state aid, 12 September 2022; Government of Ukraine, Mine safety: what residents of de-occupied Kherson should know, 17 November 2022; Government of Ukraine, Your relatives in the de-occupied territory - how to evacuate them? 20 September 2022
- 389 IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report - General Population Survey Round 11, 25 November - 5 December 2022
- 390 UNHCR, Operational Data Portal – Ukraine Refugee Situation, last accessed 3 March 2023
- 391 Figures are based on a General Population Survey conducted by IOM with adults in non-occupied areas.
- 392 Open Democracy, The war in Ukraine has caused a housing crisis. Here's how to combat it, 27 April 2022
- 393 REACH, Ukraine Joint Market Monitoring Initiative (JMMI), June 2022
- 394 IDMC, Displacement In Ukraine: Insights From Survey Data, July 2022; IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report - General Population Survey Round 6, 17 - 23 June 2022
- 395 IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report - General Population Survey Round 12, 16 - 23 January 2023
- 396 IMPACT, Supporting the humanitarian response in and outside Ukraine with the right data and information products, 6 October 2022
- 397 IOM DTM, Ukraine: Internal Displacement Report – General Population Survey Round 12, 16 – 23 January 2023; UNICEF, Protection and care of unaccompanied and separated children fleeing Ukraine, 13 July 2022

- 398 IDA, Through this conflict in Ukraine, what happens to persons with disabilities? undated; HelpAge International, Ukraine crisis disproportionately affecting older people, undated; HelpAge International, Ukraine: Older people face abandonment and isolation as conflict with Russia intensifies, 24 February 2022
- 399 HelpAge International, Ukraine: rapid needs assessment of displaced older people, 6 June 2022
- 400 IDMC, Advancing Disability-Inclusive Action on Internal Displacement, December 2022
- 401 CCCM Cluster/REACH, IDP Collective Sites Monitoring, 5 - 18 December 2022
- 402 ICG, Responding to Ukraine's Displacement Crisis: From Speed to Sustainability, 26 September 2022
- 403 OCHA, Ukraine: Flash Appeal, August 2022; IFW, Ukraine Support Tracker, last accessed 3 March 2023
- 404 Cabinet Ministers of Ukraine, Resolution 509: About accounting of internally displaced persons, 1 October 2014; IDMC, Ukraine: country profile, last updated 22 May 2022; DRC, Legal alert: Issue 66, July 2021; UAREforms, Human rights & reintegration of the occupied territories, undated; UNHCR, Ukraine: update on displacement-related legislation, September 2021
- 405 IDMC, Ukraine: country profile, last updated 22 May 2022; Cabinet Ministers of Ukraine, Resolution 884: On amendments to resolution 280 dated 18 April 2018, 11 August 2021; Protection Cluster, Ukraine protection highlights, November 2021; Government of Ukraine, Draft Law on Amendments to the Law of Ukraine "On Social Services" regarding the expansion of the scope of social services provision, 23 July 2021
- 406 Ministry of Social Policy, The government has expanded opportunities for people to obtain a certificate of registration of an internally displaced person, 14 March 2022
- 407 Government of Ukraine, President, Prime Minister, Ministry of Digital Transformation presented Diia mobile app, 6 February 2020; UNDP, Ukraine launches new e-service for internally displaced persons, 20 April 2022; Ministry of Social

- Policy, Social protection-2022 in figures and facts: Support for IDPs, 4 January 2023
- 408 Ministry of Social Policy, The Ministry of Social Policy will cooperate with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees in Ukraine to help internally displaced persons, 18 March 2022; Ministry of Social Policy, The Ministry of Social Policy and the International Committee of the Red Cross agreed on cooperation to help displaced people, 22 March 2022; Ministry of Social Policy, The Ministry of Social Policy and the International Organization for Migration have expanded the areas of cooperation to help war victims, 12 May 2022; Ministry of Social Policy, In three days, almost 600,000 applications for financial assistance from international organizations were received, 3 June 2022; Ministry of Social Policy, The Ministry of Social Policy signed a Memorandum of Cooperation with the Norwegian Refugee Council, 16 August 2022
- 409 Ministry of Social Policy, Social protection-2022 in figures and facts: Support for IDPs, 4 January 2023
- 410 ICG, Responding to Ukraine's Displacement Crisis: From Speed to Sustainability, 26 September 2022
- 411 SSS, Strengthening the participation of IDPs in democratic processes of local government, September 2019 - June 2020; NRC, Profiling of IDP situation in Luhansk Region, Ukraine: Data-driven approach to durable solutions, 17 December 2020
- 412 SSS, Strengthening the participation of IDPs in democratic processes of local government, September 2019 – June 2020
- 413 SSS, About Us, undated; SSS, In Uzhhorod, a presentation was held on IDP Councils' activities during hostilities, 24 October 2022
- 414 SSS, Residents of Kyiv Obolon district now have their own IDP Council, 19 December 2022
- 415 WFP, War in Ukraine Drives Global Food Crisis, 24 June 2022; FAO, The Importance of Ukraine and the Russian Federation for Global Agricultural Markets and the Risks Associated with the War in Ukraine 5 December 2022 Update, 5 December 2022
- 416 WMO, WMO predicts first "triple-dip" La Niña of the century, 31 August 2022;

- WMO, Climate and weather extremes in 2022 show need for more action, 23 December 2022
- 417 IFPRI, COVID-19 and global food security: Two years later, 2022; GNAFC and FSIN, Global Report on Food Crises, 4 May 2022
- 418 FAO, Impact of the Ukraine-Russia conflict on global food security and related matters under the mandate of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 13-17 June 2022
- 419 Total number of people in IPC/CH phase 3+, as per countries' latest current assessments released for the 2014-2022 period. Last updated on 28 February 2023. See IDMC's methodological note available online.
- 420 GNAFC, Financing Flows and Food Crises Report, 30 January 2023
- 421 For more information on the methodology applied to this analysis, see the online methodological note on the GRID 2023 web page.
- 422 IPC-CH dataset, last accessed on 19 January 2023; CONASUR data
- 423 IPC, Somalia: Famine Review of the IPC Analysis, 2 December 2022
- 424 FAO, Hunger and food insecurity, undated
- 425 IPC, Overview and classification system, undated
- 426 IPC, Understanding the IPC Scales, June 2022
- 427 Ibid
- 428 CFS HLPE, Nutrition and food systems, September 2017
- 429 ACLED database, last accessed on 19 January 2023, only incidents that have led to at least one fatality are included; IPC-CH dataset, last accessed on 19 January 2023; CONASUR data
- 430 OCHA, Global Humanitarian Overview 2023, 1 December 2022; ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022

- 431 NRC, Burkina Faso: Over a quarter million people victims of new "water war" in peak dry season, 3 May 2022; WASH Cluster, Burkina Faso Sitrep, Jan - Sept 2022, 14 October 2022
- 432 NRC, Burkina Faso: Almost 2 million people displaced amid worst food crisis in a decade, 5 September 2022
- 433 OCHA, Burkina Faso: Aperçu des Besoins Humanitaires 2022 (mars 2022), 9 March 2022; UNICEF, Burkina Faso Humanitarian Situation Report No. 4, 1 - 31 August 2022
- 434 IPC-CH dataset, last accessed on 19 January 2023
- 435 IDMC analysis based on the IPC-CH dataset
- 436 IPC-CH dataset, last accessed on 19 January 2023
- 437 ACAPS, Humanitarian overview of Djibo town surrounded by armed groups, 19 October 2022
- 438 IDMC and NRC West Africa, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 439 SIPRI, Food Systems in Conflict and Peacebuilding Settings, June 2021; FAO, The impact of natural hazards and disasters on agriculture and food and nutrition security, May 2015
- 440 FAO and WFP, Monitoring food security in food crisis countries with conflict situations, May 2022
- 441 Human Appeal, Hunger as a Weapon of War: How Food Insecurity Has Been Exacerbated in Syria and Yemen, 1 April 2018; National Geographic, Hunger and War, 19 May 2022
- 442 IDMC, GRID 2018: Spotlight - Syria: No let-up in displacement despite new agreement, 16 May 2018
- 443 World Peace Foundation, Sanctions and Food Insecurity in Syria, 6 July 2022
- 444 Human Appeal, Hunger as a Weapon of War: How Food Insecurity Has Been Exacerbated in Syria and Yemen, 26 March 2022

- 445 WFP, Syria Situation Report #7, July 2022; NRC, "How are we expected to survive this?" The impact of Syria's economic crisis on families, 5 May 2022
- 446 ICRC, IHL Databases: Practice relating to Rule 32 - Humanitarian Relief Objects, undated
- 447 IPC, Democratic Republic of the Congo: Acute Food Insecurity Situation July - December 2022 and Projection for January - June 2023; WFP, Democratic Republic of the Congo September Situation Report #41, 31 October 2022
- 448 allAfrica, Congo-Kinshasa: DRC - Food Crisis Hits Goma Amid Renewed Fighting, 9 November 2022
- 449 NRC, On-the-record update on the situation in Hodeidah, Yemen, 9 November 2018
- 450 UN News, Yemen: mortar attack on UN food silo 'could affect vital aid deliveries to millions', 14 September 2018; WFP, Truck carrying WFP food hit in Yemen's Hodeidah Governorate, 31 August 2018
- 451 OCHA, Yemen Humanitarian Update, 21 October 2018
- 452 Pinstrip-Andersen P. and Shimokawa S., Do poverty and poor health and nutrition increase the risk of armed conflict onset? December 2008; FAO, Sowing the seeds of peace for food security: Disentangling the nexus between conflict, food security and peace, 2017; WFP, At the root of exodus: Food security, conflict and international migration, 2 May 2017
- 453 USAID, Resilience and food security amidst conflict and violence: disrupting a vicious cycle and promoting peace and development, April 2021
- 454 FAO, The impact of disasters and crises on agriculture and food security, 2021
- 455 The Third Pole, Floods After Drought Devastate Sindh's Agriculture, 26 August 2022; Pakistan Meteorological Department NDMC, Drought Alert-I, 16 May 2022
- 456 FAO, A rapid geospatial flood impact assessment in Pakistan, 2022
- 457 Government of Pakistan, Pakistan Floods 2022: Post-Disaster Needs Assessment, October 2022
- 458 Foreign Policy, Pakistan's Flood Crisis Could Become a Food Crisis, 8 September 2022; IRC, Six months on since the Pakistan floods, 8.6 million people are facing hunger: IRC calls for world leaders to address the imbalance of climate change, 22 January 2023
- 459 IPC, Pakistan: Acute Food Insecurity Situation July - August 2022 and Projection for September - December 2022
- 460 IFRC, Central America: Hurricanes Eta & Iota - Final Report, 6 December 2022; IDMC, Global Report on Internal Displacement, May 2021
- 461 IOM, Corredor seco Honduras 2021: Línea base vulnerabilidad y sequía, 5 May 2022; WFP, Charting a New Regional Course of Action: The Complex Motivations and Costs of Central American Migration, November 2021; UNHCR, Cambio climático, otro factor que provoca desplazamiento en Honduras, 9 November 2021
- 462 USAID-BHA, Honduras Assistance Overview, August 2022; IFAD, Honduras and IFAD will work together to foster resilient small agriculture, 2 November 2021
- 463 IDMC, GRID 2019: Spotlight - Afghanistan: Drought displaced as many as conflict, May 2019
- 464 OCHA, Humanitarian Needs Overview South Sudan, 25 November 2022
- 465 OCHA, South Sudan Humanitarian Needs Overview 2023, 25 November 2022
- 466 IPC, South Sudan: Acute Food Insecurity & Malnutrition Snapshot, 3 November 2022
- 467 UNHCR, Devastation in South Sudan following fourth year of historic floods, 21 October 2022
- 468 Ibid
- 469 ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022
- 470 IFRC, South Sudan: Floods - Operations Update n° 1, MDRSS010, 25 January 2022
- 471 Conte A, Minora U, Migali S and Natale F, Local conflict, population dynamics and climate anomalies in Sudan and South Sudan, 22 June 2022; NUPI, Climate, Peace and Security Fact Sheet: South Sudan, 7 March 2022
- 472 OCHA, South Sudan Humanitarian Needs Overview 2023, 25 November 2022
- 473 UN News, South Sudan: Security Council urged to support implementation of roadmap to transition, 13 December 2022; Xinhua, UN warns tribal violence jeopardizes South Sudan's peace, 29 September 2022
- 474 IOM, The Netherlands, IOM Launch Euro 11 million Project to Tackle Floods in Bor, 7 May 2022
- 475 FAO, South Sudan Emergency Livelihood Response Programme 2021–2023
- 476 OHCHR, Urgent Action Needed on Peace Agreement for South Sudan, 19 October 2022
- 477 Full datasets and key results to be published on IDMC's website in 2023
- 478 Ibid
- 479 IMPACT/REACH, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 480 Ibid
- 481 WFP, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 482 IDMC, How can pastoralists become displaced when they lead traditionally mobile lifestyles? March 2014; Stavi I. et al., Food security among dryland pastoralists and agropastoralists: The climate, land-use change, and population dynamics nexus, 6 April 2021; FAO, Pastoralism for Resilience and Sustainable Development: Helping to protect and develop livelihoods in the world's drylands, 2019; IDMC, When land, knowledge and roots are lost: Indigenous peoples and displacement, August 2021
- 483 IDMC, Impacts of displacement: Drought displacement in Gode Woreda, Ethiopia, October 2021
- 484 IDMC, Impacts of displacement: Displaced by violence, Jos, Nigeria, October 2021

- 485 Adesoji Adelaja, J., Armed conflicts, forced displacement and food security in host communities, October 2022
- 486 Humanitarian Outcomes, Aid Worker Security Report: Collateral Violence, August 2022; OCHA, Access Monitoring & Reporting Framework, 2012; ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022; Rohwerder B., Restrictions on humanitarian access, 11 November 2015; Tull K., Civil documentation for Internally Displaced Persons (IDPs) in protracted displacement, 5 July 2019
- 487 Full datasets and key results to be published on IDMC's website in 2023
- 488 Ibid
- 489 IPC, Somalia IPC acute food insecurity and acute malnutrition analysis, July-December 2021; IDMC, Internal Displacement's Impacts on Health in Yemen, June 2021
- 490 Soliman A. et al., Early and Long-term Consequences of Nutritional Stunting: From Childhood to Adulthood, 2021; Mwene-Batu P. et al., Long-term effects of severe acute malnutrition during childhood on adult cognitive, academic and behavioural development in African fragile countries: The Lwiro cohort study in Democratic Republic of the Congo, 2020; Save the Children, Rates of child marriage double amongst thousands of children displaced by conflict in Cabo Delgado, 17 May 2022
- 491 Plan International, Early and forced marriage increase due to food insecurity in South Sudan, 19 July 2022
- 492 Save the Children, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 493 Full datasets and key results to be published on IDMC's website in 2023
- 494 Forced Migration Review, Older people and displacement, 2013; HelpAge International and UNHCR, Older people in disasters and humanitarian crises: Guidelines for best practice, 2020
- 495 HelpAge International, Nutrition interventions for older people in emergencies, 2013
- 496 IDMC, Women and Girls in Internal Displacement, March 2020
- 497 WFP, Vulnerability and food insecurity among Internally Displaced Persons (IDPs) in East and West Hararghe zones, Ethiopia, 3 April 2019
- 498 CARE, UN Women and OXFAM, Rapid Gender Analysis, North East Region Nigeria, July 2020
- 499 ODI, Why some women in Pakistan are being left behind in the floods, 18 October 2022
- 500 UNHCR and WHO, Joint UNHCR & WHO Report, October 2022: Greater Horn of Africa: The Impact of Food Insecurity on the Health and Nutrition of Refugees and Internally Displaced People, 31 October 2022
- 501 UNDP, Turning The Tide on Internal Displacement: A Development Approach to Solutions, 29 November 2022
- 502 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2022, May 2022
- 503 OCHA, Humanitarian Response Plan South Sudan, 20 December 2022; OCHA, Humanitarian Response Plan Sudan, 14 December 2022
- 504 This figure does not include the cost of providing IDPs with additional nutritional support as it was incorporated into the health cluster response. OCHA, Humanitarian Needs Overview Ukraine, 20 December 2022; OCHA, Humanitarian Response Plan Ukraine, February 2023
- 505 The calculations are based on humanitarian needs overviews and response plans published by OCHA before 3 March 2023. Only the needs overviews and response plans that identified the number of IDPs in need of food security and nutrition assistance were included in the analysis.
- 506 FAO, Towards durable solutions: FAO's programming in forced displacement contexts
- 507 IDMC, The Last Refuge: Urban Displacement in Colombia, undated
- 508 FAO, Emprendimientos de agricultura familiar para la paz: Metodologías para la innovación social y tecnológica para el desarrollo rural, 2017; FAO, The relationships between food security and violent conflicts: The case of Colombia, December 2017
- 509 GEOGLAM, Northern Ethiopia: Conflict and Food Insecurity, 27 September 2022
- 510 Ibid
- 511 IGC, Impact of the Russia-Ukraine war on Ethiopia, 8 August 2022
- 512 GEOGLAM, Northern Ethiopia: Conflict and Food Insecurity, 27 September 2022
- 513 UN News, Ethiopia: Loan from UN fund allows FAO to scale up fertilizers for farmers in Tigray, 8 August 2022
- 514 African Union, Cessation of Hostilities Agreement between the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia and the Tigray Peoples' Liberation Front (TPLF), 2 November 2022; OCHA, Ethiopia - Situation Report, 5 January 2023
- 515 WFP, Revolution: From Food Aid to Food Assistance - Innovations in Overcoming Hunger, 17 September 2010; FAO, Anticipatory action: Changing the way we manage disasters, 2021
- 516 WFP, Anticipatory action for climate shocks, undated
- 517 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2021, May 2021
- 518 WFP, Acting Before a Flood to Protect the Most Vulnerable, August 2021
- 519 Centre for Disaster Protection, Anticipatory Cash Transfers In Climate Disaster Response, April 2021
- 520 WFP, Cash-Based Transfers: Empower People while Building Resilience, January 2023
- 521 FAO, Destocking operation provides drought-stricken pastoralists with much-needed food and income in Somali Region of Ethiopia, 14 March 2016
- 522 IDMC, They Call It Exodus: Breaking the cycle of distress migration in Niger, September 2019

- 523 OECD, Multi-Year Humanitarian Funding, 2017
- 524 WFP, WFP's Work in Enabling Social Protection Around the Globe, February 2021; FAO, Social Protection Framework: Promoting Rural Development For All, 2017
- 525 OECD, Social protection for the forcibly displaced in low and middle-income countries: A pathway for inclusion, 1 July 2022
- 526 ODI, Report: Social protection responses to forced displacement in Colombia, May 2022; ILO, SISBEN: A unified vulnerability assessment and identification system for social assistance, May 2015
- 527 WFP, El apoyo del WFP para crear un entorno propicio para la protección social en Colombia, March 2021; OAS, Enfrentando la inseguridad alimentaria en las Américas: Buenas prácticas y lecciones aprendidas durante la pandemia del Covid-19, June 2022
- 528 ODI, Report: Social protection responses to forced displacement in Colombia, May 2022
- 529 Ground Truth Solutions and OCHA, Listening is not enough: People demand transformational change in humanitarian assistance - Global analysis report, November 2022; Swiss FDFA and HPG, Achieving durable solutions by including displacement affected communities in peacebuilding, May 2020
- 530 FAO, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 531 IDMC, Strengthening Livelihoods Security for Peace and Recovery in Darfur (L4P Initiative), undated; UNDP, Switzerland Provides \$2M to Support UNDP's Livelihoods Interventions in Darfur, 11 November 2019
- 532 IDMC, Strengthening Livelihoods Security for Peace and Recovery in Darfur (L4P Initiative), undated
- 533 Ibid
- 534 Ibid
- 535 JRS, Planting seeds for the future: livelihoods opportunities for IDPs in Cameroon, 18 July 2022
- 536 FAO, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 537 Ibid
- 538 IPC homepage, undated; WFP hunger map, undated
- 539 DEVEX, Where are the women in food insecurity analysis? 4 January 2021; DataDENT, Mind the (Data) Gap: Understanding the gender dimensions of food security, 12 May 2021
- 540 FAO, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 541 Ibid
- 542 EGRIS, International Recommendations on IDP Statistics (IRIS), undated
- 543 JIPS, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 544 IOM DTM homepage, undated
- 545 IOM, DTM for Food Security, 3 January 2020
- 546 IOM, DTM Central Data Dictionary, 31 January 2023
- 547 IMPACT/REACH, Background Paper for IDMC's GRID 2023, May 2023, available online
- 548 WFP, Food consumption score, 4 October 2019; Economist Impact, Global Food Security Index 2022: Exploring challenges and developing solutions for food security across 113 countries, undated; FAO, Food price monitoring and analysis tool, undated; WFP, Vulnerability analysis and mapping (VAM) platform, undated
- 549 FSIN, About us, undated

## Déplacements internes (« flux »)

Un « déplacement interne » est défini comme tout nouveau mouvement forcé d'une personne dans les frontières de son pays enregistré pendant l'année.

DÉPLACEMENTS INTERNES

# Comment lire nos données

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DÉPLACÉES

## Nombre total de personnes déplacées (« stocks »)

Le « nombre total de personnes déplacées » est un aperçu à un moment précis de toutes les personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

## Qu'est-ce qu'un déplacement répété ?

Un déplacement répété se produit lorsqu'une personne est obligée de se déplacer plus d'une fois. Certaines personnes peuvent être déplacées à de nombreuses reprises avant de trouver une solution à leur déplacement.

 x1	 x2	 x3
100 personnes ont été déplacées pour la première fois	100 personnes déplacées deux fois sont comptées comme 200 déplacements	100 personnes déplacées trois fois sont comptées comme 300 déplacements

Une mère et sa fille sont forcées de fuir leur ville dans le pays X lorsque des affrontements éclatent entre des gangs rivaux, ce qui aboutit à deux déplacements internes.



Il y avait déjà huit personnes vivant en situation de déplacement interne à cause des conflits précédents. Deux autres personnes ont été ajoutées au nombre total de personnes déplacées.



La recrudescence de l'insécurité dans la communauté d'accueil abritant la mère et sa fille les forces à fuir vers un camp pour personnes déplacées.



Cela correspond à deux déplacements internes supplémentaires, mais le nombre de personnes vivant en situation de déplacement reste identique.



Une attaque contre ce camp force la mère et sa fille, ainsi que deux autres personnes déplacées, à fuir à nouveau pour se mettre à l'abri. En d'autres termes, quatre autres déplacements internes sont déclenchés.



En même temps, deux des 10 personnes en situation de déplacements sont rentrées chez elles.



Nous recensons huit déplacements internes provoqués par le conflit dans le pays X à la fin de l'année.



$$2 + 2 + 4 = 8$$

Nous recensons un total de huit personnes vivant en situation de déplacement à la fin de l'année.



$$8 + 2 - 2 = 8$$

## Pourquoi le nombre total de personnes déplacées est parfois plus élevé que le nombre de déplacements internes ?

Le nombre total de personnes déplacées inclut les personnes déplacées lors des années précédentes et qui sont toujours en situation de déplacement interne.

Années précédentes	+	Année actuelle	=	Nombre total de personnes déplacées
--------------------	---	----------------	---	-------------------------------------

## Résumé des chiffres clés

Pays	Déplacements internes en 2022 (catastrophes)	Déplacements internes en 2022 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (conflits et violence)
Abiyé	29 000	56 000		56 000
Afghanistan	220 000	32 000	2 164 000	4 394 000
Albanie	320			
Algérie	2 000		1 500	
Samoa américaines	59		26	
Angola	1 800			
Argentine	730			
Arménie		7 600		8 400
Australie	17 000		9 900	
Azerbaïdjan	190			659 000
Bangladesh	1 524 000	560	8 600	427 000
Belgique	100			
Belize	5 100		820	
Bénin	6 900	1 200	6 900	1 200
Bolivie	3 000		650	
Bosnie-Herzégovine	78		58	91 000
Brésil	708 000	5 600	44 000	5 600
Bulgarie	900		14	
Burkina Faso	2 400	438 000		1 882 000
Burundi	13 000	600	67 000	8 500
Cambodge	28 000		3 900	
Cameroun	66 000	139 000	23 000	987 000
Canada	15 000		280	
République centrafricaine	77 000	290 000		516 000
Tchad	158 000	80 000		300 000
Chili	1 500		1 500	
Chine	3 632 000		146 000	
Colombie	281 000	339 000	41 000	4 766 000
Congo	42 000		201 000	27 000
Îles Cook	7			
Costa Rica	1 600			
Côte d'Ivoire	2 500			302 000
Croatie	100		38	
Cuba	90 000			
Chypre	54			246 000
Rep. Dem. Populaire de Corée	200			
Rep. Dem. du Congo	423 000	4 004 000	283 000	5 686 000
Danemark	20			
Djibouti	6 100			
République dominicaine	54 000		7 900	
Équateur	6 400		2 200	
Le Salvador	4 600	73 000		52 000
Eswatini	360		360	
Éthiopie	873 000	2 032 000	717 000	3 852 000
Fidji	4 800		400	

Pays	Déplacements internes en 2022 (catastrophes)	Déplacements internes en 2022 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (conflits et violence)
Finlande	8			
France	45 000		44	
Polynésie française	17			
Gambie	7 000	7 800		5 600
Géorgie	430		31 000	308 000
Allemagne	630			
Ghana	2 700		5 900	
Grèce	710		60	
Guadeloupe	150			
Guatemala	74 000	5	7 900	242 000
Guinée	340			
Guyane	120			
Haïti	15 000	106 000	24 000	171 000
Honduras	46 000	260	3 900	247 000
Hong Kong, Chine	330			
Islande	56			
Inde	2 507 000	1 000	32 000	631 000
Indonésie	308 000	7 100	68 000	72 000
Iran	42 000		390	
Irak	51 000	32 000	69 000	1 169 000
Irlande	26			
Israël		1 100		
Italie	4 100		300	
Japon	51 000		45 000	
Kazakhstan	4 000	120	14	120
Kenya	318 000	15 000	373 000	30 000
Corée	30 000		5 100	
Kosovo	120			16 000
Koweït	14			
Kirghizstan	1 700	166 000	4	4 000
Laos	560		560	
Lettonie	27			
Liban	35			
Libye		360		135 000
Madagascar	291 000		68 000	2 800
Malawi	297 000			
Malaisie	156 000		680	
Maldives	370			
Mali	24 000	154 000	32 000	380 000
Îles Marshall	28		28	
Mauritanie	23 000		23 000	
Île Maurice	140			
Mayotte				8
Mexique	11 000	9 200	3 600	386 000

Pays	Déplacements internes en 2022 (catastrophes)	Déplacements internes en 2022 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (conflits et violence)
Mongolie	75		75	
Maroc	9 500			
Mozambique	113 000	283 000	127 000	1 030 000
Myanmar	13 000	1 006 000	3 000	1 498 000
Népal	93 000		58 000	
Nouvelle-Calédonie	170			150
Nouvelle-Zélande	2 800		150	
Nicaragua	16 000		11	77
Niger	248 000	101 000	5 100	372 000
Nigeria	2 437 000	148 000	854 000	3 646 000
Macédoine du Nord				110
Norvège	170			
Oman	45			
Pakistan	8 168 000	680	1 025 000	21 000
Palestine	250	1 800		12 000
Panama	460			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	9 600	64 000	190	91 000
Pérou	24 000		29 000	73 000
Philippines	5 445 000	123 000	533 000	102 000
Portugal	4 500		3	
Porto Rico	49 000		58	
Roumanie	160			
Russie	2 700	7 100	28	7 500
Rwanda	7 800		3 600	
Samoa	14			
São Tomé et Príncipe	240			
Sénégal	12 000		460	8 400
Serbie	1			195 000
Sierra Leone	800			3 000
Slovénie	500			
Îles Salomon	11		11	1 000
Somalie	1 152 000	621 000		3 864 000
Afrique du Sud	62 000		220	
Soudan du Sud	596 000	337 000	665 000	1 475 000
Espagne	31 000		10	
Sri Lanka	11 000		23	12 000
Sainte-Lucie	560			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	3		3	
Soudan	105 000	314 000	227 000	3 553 000
Suriname	1 500			
Suisse	66		4	
Syrie	21 000	171 000		6 865 000
Taiwan, Chine	1 700			

Pays	Déplacements internes en 2022 (catastrophes)	Déplacements internes en 2022 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2022 (conflits et violence)
Tadjikistan	260		18	
Tanzanie	4 200		2 200	
Thaïlande	22 000		680	41 000
Togo	16 000	2 300	4 700	2 300
Tonga	2 400		260	
Trinidad et Tobago	40		7	
Tunisie	2 000			
Turquie	6 900		52	1 099 000
Îles Turques-et-Caïques	170			
Ouganda	34 000	2 000	38 000	4 800
Ukraine	1	16 870 000		5 914 000
Royaume-Uni	1 900		80	
États-Unis	675 000		543 000	
Uruguay	800			
Ouzbékistan	170			
Vanuatu	390			
Venezuela	13 000		9 900	
Viêt Nam	353 000		2 200	
Yémen	171 000	276 000		4 523 000
Zambie	3 600		3 600	
Zimbabwe	1 300			

# Remerciements

## Équipe IDMC

**Direction :** Alexandra Bilak

**Coordination :** Vicente Anzellini

**Suivi :**

**Afrique subsaharienne, Moyen-Orient et Afrique du Nord :** Clémentine André, Katharina Börsig, Tomás de Almeida, Ivana Hajžmanová, Manuela Kurkaa, et Anca Padu cel

**Asie et le Pacifique :** Vincent Fung, Kathryn Giffin, Thannaletchimy Housset, Ryan Mitra, Christopher Strub et Fanny Teppe

**Amériques, Europe et Asie centrale :** Daniela Bachi, Ricardo Fal-Dutra Santos et Elise Filo

**Rédaction :** Vicente Anzellini et Xiao-Fen Hernan

**Données et analyses :** María Teresa Miranda Espinosa, Sylvain Ponserrer et Fanny Teppe

**Recherche :** Christelle Cazabat, Alesia O'Connor, Chiara Valenti, Beatrice Riva et Louisa Yasukawa.

**Design, mise en page, cartes et graphiques :** Vivcie Bendo, Emiliano Pérez, Sylvain Ponserrer

**Communications et relations extérieures :** Lia Bergara, Libby Ducharme, Bram Verweij, Dawn Vout et Susie Zaragoza.

**Engagement envers les pays, conseil politique et soutien administratif :** Alice Baillat, Nacanieli Bolo, Moulay Thami Essabih Eddafali et Youssef Jai.

## Contributions externes et soutien

**Cartes :** Stéphane Kluser (Komplo)

**Éditeur :** Jeremy Lennard

L'IDMC tient à remercier tout particulièrement les experts suivants pour leurs conseils avisés :

**Conseils d'experts et examen par les pairs :** Dervla Cleary and Sally James (FAO); Sara McHattie (FSIN); Nazim Ayadat, Mala Dutta, Christoph Herby, and Shahnaaz Parker (ICRC); Katrina Kosec and Rob Vos (IFPRI); Zeade Leonard Nioule (IFRC); Benson Mbogani, Eric Richard Ravelojaona, Jasmine Tham, Tyler Thompson and Zeerihun Zewdie (IOM); Laura Rubio (ITAM); Wilhelmina Welsch (JIPS); Karolina Monnier Sklebena (Mercy Corps); Caitlin Brady, Caelin Briggs, Angelita Caredda, Samah Hadid, Christelle Huré, Ernesto Lorda, Hajir Maalim, Kennedy Mabonga, Maureen Magee, Ivonne Marcela Olarte Acosta, Carlos Olaya, Marine Olivesi, Javier Perez Jaen, Elise Ponsson, Renata Rendón, Tessa Richardson, Giovanni Rizzo, Magalie Vairetto and Roberto Vila-Sexto (NRC); Albert Habou Hamra and Alain Gondo (OCHA); Greta Zeender (Office of the UN Secretary General's Special Adviser on Solutions to Internal Displacement), Sivendra Michael (UNDP); Ali Syed (UNFPA); Valerie Gatchell (UNHCR); Dermot Hamilton (SSS); Mafua-'I-Vai'utukakau Maka and MENAa Kioa (Tonga National Emergency Management Office), Kusum Hachhethu and Ahmad Ghaith (WFP).

**Documents de référence et contributions externes :** Dervla Cleary and Sally James (FAO); Fanny Teppe, Clémentine André, Marine Olivesi, Hassane Hamadou, and Christelle Huré (IDMC/NRC), Alexis Reynod (IMPACT Initiatives); Wilhelmina Welsch (JIPS); Kusum Hachhethu and Ahmad Ghaith (WFP), José María Tárraga and Eva Sevillano Marco (University of Valencia),

Chiara Orlassino and Oliver Fiala (Save the Children), Elise Belcher, Hepi Rahmawati and Rebecca Murphy (GNDR).

**Nous remercions tout particulièrement les gouvernements des pays suivants pour leur engagement et leur soutien dans la collecte et l'analyse des données sur le déplacement interne :** Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Colombie, République du Congo, Chypre, France, Fidji, Géorgie, Allemagne, Guatemala, Honduras, Indonésie, Irak, Côte d'Ivoire, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Madagascar, Mali, Mexique, Niger, Macédoine du Nord, Pérou, Philippines, Portugal, Serbie, Somalie, Îles Salomon, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tonga, Ouganda, Ukraine, États-Unis d'Amérique, Vanuatu, Yémen, Zambie.

Nous remercions les bureaux du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en Afghanistan, au Burkina Faso/Niger, au Cameroun, en République centrafricaine, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, en Irak, en Iran, au Bureau régional pour l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale et au Mexique, Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et le Yémen, Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale, Bureau régional pour le Moyen-Orient, le Kenya, le Liban, la Libye, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, la Palestine, le Sénégal, la Somalie, le Soudan, la Syrie, l'Ouganda, l'Ukraine, le Venezuela et le Yémen.

Nous remercions l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en particulier Muhammad Rizki, Raúl Soto, Robert Trigwell, les coordinateurs régionaux de DTM (Luisa Baptista de Freitas, Chiara Lucchini, Lorenza Rossi) et les bureaux nationaux en Afghanistan, aux Bahamas, au Bangladesh, au Burundi, au Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Éthiopie, Haïti, Inde, Irak, Kenya, Libye, Mali, Madagascar, Myanmar, Mozambique, Népal, Nigeria, Niger, Pakistan,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Ouganda, Ukraine, Vanuatu et Yémen.

Nous remercions le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Afghanistan, le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, la Colombie, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Myanmar, le Nigeria, le Territoire palestinien occupé (TPO), le Bureau des îles du Pacifique, le Pakistan, les Philippines, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande (bureau régional), l'Ukraine, le bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale, le bureau régional pour l'Afrique australe et orientale, le Tchad et le Yémen.

Nous remercions les bureaux du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Afghanistan, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au siège de Genève, en Jamaïque, au Kenya, au Kosovo, au Mali, au Mexique, au Myanmar, au Niger, au Nigeria, au Pakistan, aux Philippines, au Sénégal, en Somalie, au Soudan et en Ukraine.

**Nous remercions les institutions suivantes pour leur collaboration continue :** Andrés Bello Catholic University; Assessment Capacities Project (ACAPS); the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); the ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on disaster management (AHA Centre), Bangladesh Red Crescent Society; Caribbean Development Bank; CCCM Cluster for Myanmar; CCCM Cluster for Syria, CCCM Cluster for Somalia, Civic United Nations Holding Group of Influence; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH); Comissão Pastoral da Terra (CPT); Cristosal; Data Friendly Space (DFS); Department of Environmental Systems Science of ETH Zurich (ETH); Department of Statistics, University of Oxford; Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) in Kenya, Directorate of Disaster Preparedness and Refugees; Food and Agriculture Organisation of the United Nations; Displacement Management Cluster (Bangladesh); European Commission's Joint Research Centre (JRC); Meta's Data for Good Program; Floodlist; Foro de ONG Humanitarias en Colombia; Durable Solutions Working Group (Sudan, Iraq), Groupe de Coordination Opérationnelle de la Rapid Response (G CORR), Humanitarian Needs Assessment Programme

(HNAP); IDP Working Group in Somalia; Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana (UCA); International Committee of the Red Cross (ICRC); International Crisis Group; International Committee of the Red Cross (ICRC), International Federation of the Red Cross (IFRC); IFRC São Tomé and Príncipe; IFRC Southern Africa Regional Office, The National Coordination Centre of the Australian Red Cross; The National IDP Network Kenya, Needs Assessment Working Group (Bangladesh); the Negev Coexistence Forum for Civil Equality; Nepal Red Cross Society (NRCS); Joint IDP Profiling Service (JIPS); Office of the High Commissioner of Human Rights (OHCHR); Protection Cluster (Burkina Faso, Mozambique, Niger, Ukraine), R2P-Right to Protection; Rafael Landivar University; REACH Initiative (Afghanistan, Somalia, Ukraine); Rwandan Red Cross, Shelter Cluster (Bahamas, Myanmar, Palestine, Yemen); State Committee for Affairs of Refugees and IDPs Republic of Azerbaijan; South African Red Cross Society; South American Network for Environmental Migrations (RESAMA); Unit for Integral Attention and Reparation of Victims (Colombia); Tanzania Red Cross Society; togglecorp, The United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR); The United Nations Development Programme (UNDP); The United Nations Population Fund (UNFPA); The United Nations Resident Coordinator's Offices in Nepal and Egypt; Uganda Red Cross Society; United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR); United Nations Institute for Training and Research - Operational Satellite Applications Programme (UNITAR-UNOSAT); United States Bureau of Population, Refugees and Migration; the World Food Programme (WFP), West Bank Protection Consortium, and the Yemen Population Task Force, Disaster Response Operations Monitoring and Information Centre (DROMIC), Disaster Management Centre (Sri Lanka), Humanitarian Response Forum (Cambodia), National Drought Management Authority (NDMA) in Kenya, Kenya National Commission on Human Rights (KNCHR), Kenya Red Cross Society (KRCS), Kenya Land Alliance (KLA).

**Nous remercions les personnes suivantes pour leur aide dans la saisie des données et la garantie de la qualité :** Theresa Bachmann, Philip DM Buckley, Stefanos Erotokritou Vincent Fung, Melike Kalkan, Clémence Leduc, Safar Ligal, Shorena Nikoleishvili, et Ghjulia Sialelli.

---

**Chaque jour, des personnes sont obligées de fuir les conflits et les catastrophes et sont déplacées dans leur propre pays. L'IDMC fournit des données, des analyses, et soutient ses partenaires afin d'identifier et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre le déplacement interne.**

**Rejoignez-nous dans nos efforts pour instaurer de véritables changements durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans la décennie qui s'annonce.**



**Observatoire des situations de déplacement interne**

Humanitarian Hub Office, La Voie Creuse 16, 1202 Genève  
[info@idmc.ch](mailto:info@idmc.ch)



[internal-displacement.org](http://internal-displacement.org)



[twitter.com/IDMC\\_Geneva](https://twitter.com/IDMC_Geneva)



[facebook.com/IDMC.Geneva](https://facebook.com/IDMC.Geneva)



[youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC](https://youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC)



[linkedin.com/company/idmc-geneva](https://linkedin.com/company/idmc-geneva)